



fives



Concevoir aujourd'hui les usines du futur

PROFIL

Groupe d'ingénierie industrielle, Fives conçoit et réalise des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs mondiaux des secteurs de l'aluminium, de l'acier et du verre, de l'automobile et de la logistique, du ciment, de l'énergie et du sucre. Implanté dans plus d'une trentaine de pays, le Groupe compte plus de 6 100 collaborateurs sur les cinq continents.

Rapport d'activité	04
Gouvernement d'entreprise	22
Renseignements financiers et juridiques	26
Indicateurs extra financiers	27
Comptes consolidés de l'exercice 2011	33
Bilans consolidés	36
Flux de trésorerie consolidés	38
Notes annexes aux comptes consolidés	40
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	78
Assemblée générale ordinaire	79
Projet de résolutions (extrait)	80

Rapport du directoire à l'assemblée générale ordinaire annuelle du 27 juin 2012

1. ACTIVITÉ DU GROUPE EN 2011

Après le net rebond observé en 2010, le redressement économique mondial s'est poursuivi en 2011. Comme l'an dernier, les pays émergents ont tiré la croissance, portés par des besoins en infrastructures importants et soutenus par une demande intérieure de plus en plus forte. Les pays développés, toujours convalescents (production inférieure aux capacités, marché immobilier encore déprimé, dégradation des finances publiques), ont malgré tout continué de progresser, plus modestement. Si la dynamique spectaculaire du début d'année a été ensuite affectée par la crise financière de l'été, la reprise de l'investissement industriel, particulièrement marquée au premier semestre, s'est traduite par une amélioration de l'environnement commercial du Groupe.

Dans ce contexte plutôt favorablement orienté, donc, mais volatile et incertain, Fives a réalisé en 2011 sa meilleure performance de tous les temps, démontrant la solidité de son modèle de croissance et la pertinence de son positionnement stratégique. Les prises de commandes du Groupe ont ainsi atteint le niveau historique de 1674 M€, en progression de 37 % par rapport à 2010 (1224 M€) et de 11 % par rapport au précédent record enregistré en 2007 (1503 M€).

L'activité a été particulièrement soutenue dans les pays émergents (56 % des prises de commandes de l'année), où Fives, fort de son implantation et de sa dynamique locales, a continué de décrocher des succès commerciaux probants, en particulier au Moyen-Orient, au Brésil et en Chine. S'appuyant sur la qualité de ses technologies et leur performance énergétique et environnementale, le Groupe est également parvenu à tirer son épingle du jeu sur les marchés plus exigeants des pays développés, où les industriels ont concrétisé de façon sélective des investissements de modernisation qui étaient à l'arrêt depuis deux ans, notamment en Amérique du Nord.

Toutes les lignes de métier ont contribué à ce succès. Le Groupe a réalisé sa meilleure performance historique dans l'automobile et la logistique, les grands constructeurs automobiles ayant massivement relancé leurs investissements, dans de nouvelles capacités dans les pays émergents et en vue de moderniser leur outil de production aux États-Unis. Les prises de commandes ont également été soutenues dans le métal, où Fives a bénéficié de la confirmation des grands projets dans l'aluminium au

Moyen-Orient et des investissements productifs lancés par de nombreux pays émergents dans l'acier et le verre en début d'année (Chine et Brésil notamment), malgré un essoufflement marqué depuis la fin de l'été. Le secteur de l'énergie, qui a redémarré plus lentement et a été affecté par les difficultés accrues de la filière nucléaire suite aux événements survenus à Fukushima au printemps, reste néanmoins bien orienté à moyen terme du fait des besoins croissants dans les pays émergents et des fortes exigences d'efficacité énergétique dans un contexte de plafonnement de la production d'hydrocarbures. Enfin, dans le secteur du ciment, le Groupe a retrouvé un niveau d'enregistrements proche de celui de 2008, après deux années difficiles en 2009 et 2010.

Sur le plan opérationnel, le Groupe a également réalisé une très bonne année, affichant un EBITDA record de 99,0 M€ (en progression de 15 % par rapport à 2010) tout en poursuivant sa politique d'intensification des efforts de recherche et développement et de renforcement du dispositif commercial et opérationnel dans les grands pays émergents.

Enfin, la performance commerciale réalisée en 2011 permet à Fives de clôturer l'année avec un carnet de commandes historique de 1552 M€, en forte hausse par rapport à 2010 (+39 %) et 2009 (+86 %), qui lui donne une excellente visibilité sur son niveau d'activité en 2012.

1.1. Environnement commercial

Les enregistrements de commandes du Groupe s'établissent à 1674 M€ en 2011 et s'affichent en hausse de 450 M€ (+37 %) par rapport à 2010. Cette variation inclut un effet périmètre de 23 M€ correspondant au sous-groupe Fives Bronx, consolidé sur douze mois en 2011 contre un seul mois en 2010. Elle comprend un effet de change défavorable de -18 M€, principalement lié à la dépréciation du cours moyen du dollar par rapport à l'euro entre les deux exercices (pour mémoire, le cours de change moyen s'établissait à 1,39 dollar pour 1 euro en 2011 et 1,33 dollar pour 1 euro en 2010). À périmètre et change constants, les prises de commandes s'inscrivent donc en hausse de 445 M€ (+36 %).

Le carnet de commandes au 31 décembre s'établit à 1552 M€ et s'affiche en hausse de 435 M€ (+39 %) par rapport à 2010. Cette variation n'inclut

pas d'effet périmètre, le sous-groupe Fives Bronx étant déjà consolidé à la clôture de l'exercice 2010. Elle comprend un effet de change favorable de + 19 M€, principalement lié à l'appréciation du cours de clôture du dollar par rapport à l'euro (pour mémoire, le cours de clôture s'établissait à 1,29 dollar pour 1 euro au 31 décembre 2011 et 1,34 dollar pour 1 euro au 31 décembre 2010). À périmètre et change constants, le carnet de commandes progresse donc de 416 M€ (+ 37 %).

Dans l'automobile et la logistique

Dans le domaine de l'automobile, la reprise amorcée à l'été 2010 s'est amplifiée en 2011. Portés par la croissance des volumes à l'échelle mondiale (en dépit des difficultés consécutives au tsunami japonais, aux inondations thaïlandaises et à la crise de la dette souveraine des pays occidentaux) et en meilleure santé financière, les constructeurs ont en effet accéléré leurs investissements. Dans les pays émergents, où des facteurs comme la démographie, la hausse du niveau de vie ou le taux d'équipement encore faible de la population constituent des sous-jacents favorables au développement du marché, de nombreux projets capacitaires ont été lancés, en particulier en Chine, et dans une moindre mesure en Russie, au Brésil ou en Inde. Si la reprise des ventes de véhicules a engendré peu de projets significatifs dans les pays développés, les programmes de rénovation des sites maintenus en production, qui avaient été mis entre parenthèses depuis le déclenchement de la crise de 2008, ont été relancés aux États-Unis et, de façon plus restreinte, en Europe.

Parallèlement, les évolutions réglementaires et les initiatives de développement durable ont favorisé l'émergence de projets liés au développement de technologies plus respectueuses de l'environnement, principalement dans le domaine des organes mécaniques (petits moteurs, boîtes de vitesse robotisées). La recomposition du secteur automobile engagée depuis 2010, au sortir de la crise, a par ailleurs conduit de nombreux constructeurs à repenser leur positionnement stratégique, en développant des modèles adaptés aux nouvelles dynamiques de marché, aussi bien dans les pays émergents (véhicules à bas coûts) qu'aux États-Unis (véhicules plus compacts moins consommateurs d'énergie) et en Europe (montée en gamme).

Dans cet environnement économique favorable, le Groupe a réalisé sa meilleure performance de tous les temps en termes de prises de commandes, avec une mention spéciale pour le segment des systèmes d'usinage, sur lequel Fives dispose d'une offre de très grande qualité dans le domaine de la rectification. Des succès commerciaux importants ont été obtenus dans le monde entier, en particulier aux États-Unis (auprès de Chrysler et General Motors) et en Chine (auprès de Volkswagen, Ford, et d'acteurs locaux), tandis que les filiales françaises ont confirmé leur positionnement auprès de Renault et Peugeot, obtenant des contrats en France, au Maroc et en Russie.

Dans le secteur de la logistique, la tendance de fond que constitue la croissance des volumes de marchandises transportés dans les pays

ENREGISTREMENTS ET CARNET DE COMMANDES

En millions d'€	2009	2010	2011
Enregistrements de commandes	727,1	1 224,0	1 674,3
Carnet de commandes au 31 décembre	834,3	1 116,6	1 551,8

CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'€	2009	2010	2011
Chiffre d'affaires	1 282,6	1 049,3	1 268,3

RAPPORT D'ACTIVITÉ

ENREGISTREMENTS DE COMMANDES

PAR MARCHÉ

En millions d'€	2009	2010	2011
Automobile/Logistique	193,9	399,1	607,2
Métal (aluminium et acier)	216,5	468,8	550,7
Énergie	229,1	286,4	272,7
Ciment	87,6	69,7	243,7
Total	727,1	1 224,0	1 674,3

PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2009	2010	2011
Amériques	135,6	232,7	546,8
Moyen-Orient et Afrique	117,8	243,3	350,2
Asie et Océanie	213,4	392,4	338,9
France	162,3	234,8	241,2
Europe (hors France)	98,0	120,8	197,2
Total	727,1	1 224,0	1 674,3
Dont économies matures	51 %	49 %	44 %
Dont pays émergents	49 %	51 %	56 %

industrialisés (développement du commerce en ligne, multiplication des déplacements, vieillissement de la population), couplée au coût élevé de la main d'œuvre, génère un besoin d'extension et de modernisation des infrastructures existantes. Les sociétés de transport et de messagerie nord-américaines, japonaises et européennes ont ainsi poursuivi l'automatisation de leurs centres de tri, tandis que des opportunités sont apparues dans le domaine des aéroports, de la distribution et de la maintenance industrielle externalisée.

Le Groupe a ainsi réalisé une excellente performance commerciale, obtenant notamment deux commandes majeures en Amérique du Nord dans le cadre de la poursuite du programme de modernisation de la poste canadienne, et plusieurs contrats auprès de grands acteurs du transport au Japon.

Dans la métallurgie

La tendance haussière initiée en 2010 sur le marché de l'acier s'est poursuivie en 2011 et a été ponctuée par l'atteinte d'un nouveau record de production (1,527 milliard de tonnes, soit +7 %). Si l'Amérique du Nord et, dans une moindre mesure, l'Europe (notamment ex-URSS) ont contribué à cette croissance, celle-ci s'y est majoritairement réalisée au travers de l'utilisation des installations existantes, dont les taux d'utilisation restent encore éloignés de ceux d'avant 2008. Les investissements dans de nouvelles capacités ont ainsi été principalement portés par la Chine (de façon moins spectaculaire qu'au cours de la dernière décennie cependant, les niveaux de stocks particulièrement élevés y laissant craindre une situation de surcapacité durable), même si certains autres pays émergents ont confirmé leur dynamique de 2010 (Inde et Brésil notamment).

Après un premier trimestre prometteur, les tensions à la baisse sur les prix de marché, accentuées par le durcissement des conditions de financement et l'incertitude sur la croissance mondiale consécutifs à la crise financière de l'été, ont pesé sur l'environnement commercial. Plusieurs projets d'investissements attendus ont été mis en sommeil, y compris dans les pays émergents. Dans ce contexte économique à risque, les industriels ont prêté une attention croissante à l'optimisation de leurs coûts de production et à l'amélioration de leur efficacité opérationnelle et énergétique. Ils ont également confirmé la réorientation de leur activité vers des aciers à plus forte valeur ajoutée tels que l'acier inoxydable (dont la production a atteint en 2011 un niveau record à plus de 32 millions de tonnes) ou d'autres aciers spéciaux (acier au silicium), y compris dans les pays développés.

La situation est similaire dans le domaine du verre plat où la tendance de marché s'est retournée après un pic en milieu d'année. Du fait de la pression à la baisse sur les prix liée aux surcapacités observées en Chine, du ralentissement du secteur de la construction et des difficultés de financement rencontrées par les verriers indépendants (européens et chinois), l'environnement commercial s'est en effet montré peu actif. Des opportunités se sont cependant présentées dans les BRIC ainsi que sur des produits requérant des savoir-faire spécifiques, tels que le verre pour applications photovoltaïques ou écrans plats.

Malgré le net ralentissement du marché observé à partir de la fin du premier semestre, le Groupe a réalisé une bonne performance commerciale en 2011 dans les domaines de l'acier et du verre grâce à sa dynamique dans les pays émergents et à son positionnement technologique sur les segments à haute valeur ajoutée (aciers spéciaux, verre photovoltaïque ou pour écrans plats).

Dans le secteur de l'aluminium primaire, le redressement des marchés finaux initié en 2010 s'est confirmé en 2011. La production mondiale, après avoir fortement repris l'an dernier (+19%), a continué à progresser pour dépasser désormais 44 Mt (+8%), permettant de retrouver des taux d'utilisation des capacités existantes proches de ceux d'avant-crise. Le retour à une consommation soutenue, combiné à l'augmentation du prix de l'énergie, à la faiblesse du dollar et au faible niveau de stocks libres, a fait remonter les prix de l'aluminium, qui ont atteint dans le courant de l'année leur plus haut point depuis août 2008. Cette tendance haussière, soutenue par la perspective d'une demande toujours croissante à moyen terme, a conduit les grands producteurs mondiaux à accélérer leurs investissements dans le secteur (hors Chine) au premier semestre.

Si l'activité est restée soutenue au Moyen-Orient, portée aussi bien par de grands industriels à la recherche d'énergie meilleur marché et d'un accès plus aisé aux matières premières que par des producteurs nationaux souhaitant accroître leurs capacités, ce contexte de marché a également incité les grands producteurs mondiaux à relancer des investissements, y compris capacitaires, sur leurs marchés historiques, après deux années marquées par le gel ou l'annulation de tout nouveau projet.

En obtenant des commandes majeures pour les principaux projets lancés dans les régions les plus actives (en Arabie Saoudite, en Russie et au Canada), le Groupe a confirmé en 2011 son excellent positionnement dans le secteur de l'aluminium.

Dans l'énergie

Du fait des besoins énergétiques croissants dans les pays émergents d'une part, et des exigences accrues en termes d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale d'autre part, les tendances de fond restent bien orientées dans le secteur de l'énergie.

Les prises de commandes du Groupe se sont affichées en nette progression sur le segment des équipements cryogéniques, où elles ont été portées par la croissance de la demande de gaz naturel et des projets de traitement d'hydrocarbures (notamment au Moyen-Orient et en Europe), ainsi que par une forte hausse de la consommation de gaz industriels en Asie (en particulier en Chine). Sur le segment des systèmes de combustion industriels, la dynamique commerciale initiée en 2010 s'est poursuivie en 2011, bénéficiant à la fois de la confirmation du redressement des marchés finaux (en particulier aux États-Unis) et des besoins de modernisation des capacités existantes, dans un contexte de hausse du

CHIFFRE D'AFFAIRES

PAR MARCHÉ

En millions d'€	2009	2010	2011
Automobile/Logistique	259,6	274,4	391,3
Métal (aluminium et acier)	475,3	365,3	474,9
Énergie	263,5	284,5	290,2
Ciment	284,2	125,1	111,9
Total	1282,6	1049,3	1268,3

PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	2009	2010	2011
Amériques	303,7	218,8	295,4
Moyen-Orient et Afrique	366,9	193,2	246,3
Asie et Océanie	262,2	306,3	331,8
France	208,8	205,4	223,3
Europe (hors France)	141,0	125,6	171,5
Total	1282,6	1049,3	1268,3
Dont économies matures	39 %	46 %	50 %
Dont pays émergents	61 %	54 %	50 %

RAPPORT D'ACTIVITÉ

CARNET DE COMMANDES

PAR MARCHÉ

En millions d'€	31.12.09	31.12.10	31.12.11
Automobile/Logistique	105,2	240,8	476,1
Métal (aluminium et acier)	381,0	571,6	656,5
Énergie	228,4	234,8	217,4
Ciment	119,7	69,4	201,8
Total	834,3	1 116,6	1 551,8

PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En millions d'€	31.12.09	31.12.10	31.12.11
Amériques	135,0	186,4	448,7
Moyen-Orient et Afrique	170,5	236,4	350,4
Asie et Océanie	277,3	402,7	417,6
France	140,0	169,5	187,5
Europe (hors France)	111,5	121,6	147,6
Total	834,3	1 116,6	1 551,8
Dont économies matures	34 %	39 %	37 %
Dont pays émergents	66 %	61 %	63 %

coût de l'énergie et de normes environnementales plus exigeantes. Dans le domaine du sucre et des bioénergies, le ralentissement des investissements industriels observé sur les marchés traditionnels (Brésil et Inde notamment) a été compensé par le développement de l'outil de production en Afrique, en Asie et en Amérique centrale, au travers de projets visant aussi bien à augmenter les capacités d'extraction qu'à réduire les consommations d'énergie.

Sur le segment de la tuyauterie industrielle à haute performance, où l'activité du Groupe est portée par les besoins de l'industrie nucléaire, les événements intervenus au printemps au Japon ont en revanche fortement pesé sur l'environnement commercial. Dans le domaine des constructions neuves, malgré la poursuite du programme nucléaire chinois, de nombreux projets ont été officiellement remis en cause dans le reste du monde, et en particulier dans les pays industrialisés. Par ailleurs, le rythme d'avancement des chantiers en cours a été fortement perturbé par les nouvelles contraintes posées par les organismes de contrôle de la sûreté nucléaire. Enfin, si l'activité devrait se développer à court terme dans le domaine de la maintenance en France, l'année 2011 a été marquée par le décalage de la majorité des programmes, dans l'attente des conclusions définitives des rapports d'audit « post-Fukushima ».

Dans le ciment

L'environnement économique est demeuré difficile dans le domaine du ciment. La conjoncture est restée déprimée dans la plupart des pays industrialisés : le marché européen continue d'afficher des faiblesses structurelles (Espagne, Grèce), ou tout du moins une relative atonie (Royaume-Uni et Italie notamment), alors que la reprise du secteur de la construction se fait toujours attendre aux États-Unis. Par ailleurs, certains marchés émergents pourtant favorablement orientés à moyen terme, ont marqué le pas en 2011 : l'Inde a ainsi repris son souffle, la croissance de la demande s'y affichant à son rythme le plus faible des dix dernières années, tandis que l'Afrique du Nord a observé un net coup d'arrêt dans le sillage des événements politiques survenus tout au long de l'année. Le marché des nouvelles capacités cimentières (hors Chine), tiré principalement par la croissance de la demande en Amérique du Sud et dans l'ex-URSS, s'est ainsi établi en 2011 autour de 55 millions de tonnes seulement, toujours très loin du pic observé entre 2006 et 2008 (entre 120 à 150 millions de tonnes additionnelles par an) qui ne semble plus devoir être considéré comme un niveau de référence. À quelques exceptions près (Chine et Brésil notamment), le taux d'utilisation moyen des capacités existantes reste d'ailleurs inférieur à 75 %.

Si les principaux producteurs mondiaux ont renoué avec une croissance de leurs volumes, cet effet n'a cependant permis de compenser ni l'inflation des coûts énergétiques, des matières premières et des coûts de transport, ni les effets de change défavorables observés tout au long de l'année. Ce contexte a incité les grands cimentiers à considérer avec prudence l'engagement de nouveaux investissements, d'autant que leurs capacités

de financement restent fortement limitées par leur niveau d'endettement et par les tensions observées sur le marché bancaire, qui se sont accentuées depuis la crise financière de l'été.

Grâce à la performance de ses technologies, reconnue par les grands donneurs d'ordre du secteur, le Groupe est néanmoins parvenu à tirer son épingle du jeu, affichant un niveau d'enregistrements de commandes comparable à celui des années fastes (2006-2008) malgré un environnement économique beaucoup moins porteur et une forte intensité concurrentielle. Fives est ainsi parvenu à décrocher des succès commerciaux importants aussi bien sur des projets d'ensemble (au Brésil et en Arabie Saoudite) que dans le domaine des équipements de procédés (notamment au Moyen-Orient, en Russie et en Chine).

1.2. Faits marquants

Poursuite du développement à l'international

Le 10 janvier 2012, le Groupe a finalisé l'acquisition de CBL Combustion Systems Pvt. Ltd. (devenue Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.), société indienne spécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de combustion, servant en particulier les domaines de l'énergie (brûleurs pour chaudières industrielles et centrales thermiques) et des minéraux (ciment). Fives Combustion Systems, dont le siège social se trouve à Mumbai, possède également un atelier de production et d'assemblage situé à Vadodara dans l'État du Gujarat. Elle emploie une centaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires de près de 5 M€.

En dotant Fives Pillard d'une structure opérationnelle locale dans le domaine de la combustion, cette acquisition marque une nouvelle étape dans le développement du Groupe sur un marché indien en forte croissance.

Une politique d'innovation ambitieuse

L'innovation est au cœur de la stratégie de Fives. En 2011, le Groupe a encore intensifié son effort de Recherche et Développement en y consacrant un montant record de 21,2 M€, qui s'inscrit en progression de 7 % par rapport à 2010 et de près de 80 % par rapport à 2006. Les développements engagés ces dernières années ont conduit à de nombreux succès techniques et commerciaux en 2011 :

Dans le domaine de l'aluminium, la technologie de récupération de chaleur sur les gaz de cuve d'électrolyse développée par Fives Solios dans le cadre d'un partenariat avec Hydro et la Norwegian University of Science and Technology (NTNU), a été validée grâce à la réalisation d'un pilote industriel. Elle permet aux producteurs d'aluminium d'augmenter l'intensité de leurs séries d'électrolyse, tout en améliorant la captation des polluants et en réduisant leur consommation électrique, sans surcoût d'investissement. La technologie de brassage et de transfert d'aluminium Genios a également été validée sur un site industriel, donnant satisfaction

au client en termes d'augmentation des capacités de production, de fiabilité et de régularité de fonctionnement.

Dans le domaine des aciers à haute performance, Fives Celes a poursuivi en 2011 sa collaboration avec un grand sidérurgiste, après avoir mis en service en 2010 un banc de tests dynamiques à l'échelle 1 dans le cadre d'un programme de chauffe rapide de bande d'acier par induction à flux transverse.

Dans le domaine du verre, la toute dernière technologie L.E.M.® (Low Energy Melter) développée par Fives Stein, permettant une réduction de 20 % de la consommation d'énergie et des gaz à effet de serre, a été retenue par le verrier brésilien CBVP pour la ligne de verre flotté dont il a confié la réalisation au Groupe. Cette référence ouvre donc la voie à la commercialisation à grande échelle de cette technologie. Fives Stein a, par ailleurs, poursuivi la mise au point de son procédé Sunbath®, dédié à la production de verre photovoltaïque, dans le cadre de l'accord signé avec un grand client verrier. Les premiers résultats obtenus sur la ligne industrielle en septembre 2011 se sont révélés prometteurs.

Dans le domaine des systèmes de combustion pour la pelletisation du minerai de fer, Fives North American a mis au point, grâce à une unité prototype de 10 MW installée sur son site de Cleveland, une nouvelle technologie permettant de réduire les émissions d'oxyde d'azote de plus de 95 % par rapport aux technologies existantes. Ce développement, réalisé en collaboration avec un grand producteur de minerai de fer, peut maintenant être proposé à la vente.

La responsabilité sociale d'entreprise au cœur de l'action de Fives

Au mois d'avril, Fives a adhéré au Pacte Mondial des Nations Unies. Comme beaucoup de ses grands clients, déjà signataires, le Groupe s'engage à respecter, promouvoir et intégrer dans sa gouvernance les dix principes du Pacte Mondial relatifs aux droits de l'homme, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Fives émettra également sur le site web des Nations Unies un rapport annuel relatant les progrès réalisés.

Parallèlement, le Groupe a poursuivi le déploiement d'un système homogène et efficace de management de la santé, de la sécurité et de l'environnement. À titre d'illustration, les actions menées par Fives en 2011 sur le chantier Ma'aden en Arabie Saoudite ont été reconnues par le maître d'œuvre du projet, qui lui a attribué le prix du « Project ES&H Contractor of the Year 2011 » (« fournisseur environnement, santé et sécurité de l'année »).

En matière de lutte contre la corruption, le Bribery Act, entré en application au Royaume-Uni en juillet 2011, a introduit au plan législatif deux notions novatrices : la responsabilité pénale pour défaut de prévention et l'extraterritorialité du délit. Considérée comme la

RAPPORT D'ACTIVITÉ

législation la plus sévère du monde en la matière, elle a fait l'objet d'une action spécifique déployée dans les six sociétés britanniques du Groupe, incluant une analyse des risques potentiels, la mise en place d'un dispositif de prévention et un séminaire de formation.

Principaux succès commerciaux

En Amérique

BRÉSIL

Fives Stein a obtenu au mois de juillet auprès de la société CBVP, filiale du groupe brésilien Cornélio Brennand, la commande d'une usine de verre flotté de 800 tonnes par jour dans le Nord-Est du pays. Le four de fusion de verre utilisera la toute nouvelle technologie L.E.M.® (Low Energy Melter) développée par Fives Stein, permettant une réduction de la consommation énergétique d'environ 20 % par rapport aux standards du marché.

En octobre, Holcim a confié à Fives FCB une commande pour la réalisation d'une nouvelle ligne de production de clinker de 4 500 tonnes par jour pour sa cimenterie de Barroso (état du Minas Gerais). La nouvelle ligne, qui sera équipée des technologies de Fives FCB visant à réduire la consommation d'eau, d'énergie et les émissions d'oxyde d'azote (broyeur Horomill® associé à un séparateur TSV™ et un précalcinateur Zéro-NOx), permettra à Holcim d'augmenter de 2,6 millions de tonnes par an la production de ciment sur ce site dans des conditions environnementales optimales. Fives FCB s'affirme ainsi comme un fournisseur de référence auprès de Holcim, qui lui renouvelle sa confiance après la mise en service réussie en 2010 de la cimenterie de Hermosillo au Mexique.

CANADA

Rio Tinto Alcan a confié en janvier à Fives Solios une commande portant sur la fourniture clés en main des centres de traitement des gaz de cuves pour sa nouvelle usine pilote de Jonquière, première usine de production d'aluminium au monde équipée de cuves d'électrolyse de 600 kA.

Dans le cadre de la poursuite du programme d'automatisation de ses principaux centres de tri, Canada Post Corporation a attribué à Fives Cinetic, en octobre, une commande pour son nouveau site de Vancouver, qui fait suite aux deux contrats déjà confiés au Groupe en 2010 pour les centres de Winnipeg et Toronto. La solution proposée intégrera la dernière génération de trieurs « cross belt » haute capacité permettant de traiter plus de 20 000 colis par heure. Canada Post Corporation a également confié à Fives Cinetic une nouvelle commande au mois de décembre pour l'automatisation de son centre de tri de Calgary.

ÉTATS-UNIS

En février, Fives Cinetic s'est vu attribuer par Chrysler, pour son site de Kokomo aux États-Unis, une commande de neuf lignes d'assemblage et

de tests des composants clés des transmissions ZF huit vitesses pour véhicules à propulsion arrière. Cette nouvelle génération de boîtes de vitesse, qui équipera dorénavant les véhicules Chrysler, permettra de réduire leur consommation de façon significative. Le choix de Chrysler valide l'engagement du Groupe pour des technologies plus respectueuses de l'environnement.

Au Moyen-Orient et en Afrique

ARABIE SAOUDITE

Dans le cadre de la construction d'un complexe industriel intégrant, dans une première phase, une fonderie d'aluminium et un laminoir puis, dans une seconde phase, une mine de bauxite et une raffinerie d'alumine, Ma'aden Alcoa Aluminium, joint venture entre la compagnie d'État Saudi Arabian Mining Co. et Alcoa, a attribué plusieurs contrats d'ensemble à Fives Solios. Après avoir enregistré en 2010 une commande pour la fourniture de deux ateliers d'anode et d'un terminal de brai liquide, Fives Solios a ainsi mis en vigueur en 2011 des commandes concernant quatre centres de traitement des gaz, quinze fours de fusion et de maintien et un centre de traitement de déchets de bain. Le site, qui produira 740 000 tonnes d'aluminium par an grâce à deux lignes de 360 cuves d'électrolyse, deviendra le plus grand complexe intégré de production d'aluminium au monde. Ce succès majeur conforte la position de leader de Fives Solios dans les trois secteurs clés de l'industrie de l'aluminium primaire que sont le carbone, l'électrolyse et la fonderie.

Fives FCB a mis en vigueur en février auprès de Saudi White Cement Company une commande relative au revamping et à l'augmentation de capacité (700 à 1 000 tonnes par jour) de la ligne de production de ciment blanc de son site de Muzahmiah. Le contrat porte sur l'installation d'un nouvel atelier de concassage de kaolin et de gypse, l'augmentation de capacité des ateliers de broyage cru et ciment, l'installation d'un nouveau précalcinateur, la mise à niveau des équipements de l'atelier de cuisson et la construction d'un silo ciment de 10 000 tonnes.

MAROC

Renault a renouvelé sa confiance à Fives Cinetic en lui confiant en novembre la conception, la livraison et la mise en route de l'ensemble de la manutention pour les ateliers de ferrage et de montage de l'usine de Tanger Méditerranée Phase II. Fives Cinetic a également remporté le contrat pour la fourniture des équipements de remplissage et de tests de fluides situés en fin de ligne de montage. Cette nouvelle ligne, conçue pour assurer une production polyvalente de 30 véhicules par heure, viendra renforcer les installations déjà fournies et mises en production par Fives Cinetic au cours de la première phase. La production du site passera ainsi de 170 000 à 400 000 véhicules par an en 2013.

TURQUIE

Fives DMS a signé en août un contrat pour la fourniture de deux laminoirs à froid monobloc qui équiperont le premier site de production d'acier inoxydable du pays réalisé par Posco en collaboration avec Daewoo et le producteur turc Kibar. Cette commande renforce encore la coopération de Fives DMS avec Posco, jalonnée par des réalisations en Chine au cours des deux dernières années et au Vietnam en début d'année.

En Asie et en Océanie

CHINE

Fives DMS a signé en janvier avec Wisco un contrat pour la fourniture de deux laminoirs à froid de type ZR22 monobloc. Wisco, leader mondial de la production d'acier au silicium, renouvelle ainsi sa confiance en Fives DMS, ces deux nouveaux laminoirs venant s'ajouter aux deux précédents mis en service en 2006. Ils produiront au total 186 000 tonnes par an d'acier silicium à grain orienté (GO) ayant une excellente propriété magnétique, dont le laminage est particulièrement complexe du fait de la haute teneur en silicium.

Fives Stein, devenu la référence sur le marché mondial du fer blanc après la mise en service réussie des lignes de recuit continu de fer blanc les plus rapides de Chine pour deux usines de Baosteel (Yichang et Meishan, en association avec Fives DMS), a obtenu en février une nouvelle commande pour la fourniture d'un four de recuit vertical à très haute vitesse (750 mètres par minute) d'une capacité annuelle de 440 000 tonnes auprès de Shougang Jingtang. Les fours Fives Stein équipent déjà les lignes de recuit continu n°1 et n°2 et les lignes de galvanisation n° 3 et n°4 de ce client, les trois dernières ayant été mises en service avec succès cette année.

Fives Cinetic a obtenu en février une commande de neuf machines Landis LT2 auprès de FAW 1st Engine Plant en Chine, pour la rectification des paliers et des manetons sur deux lignes de vilebrequins pour moteurs de camions. Cette commande souligne la qualité de la technologie de Fives Cinetic dans le domaine des rectifieuses orbitales et son positionnement dans les pays émergents où le marché de l'automobile est en forte croissance.

Le sidérurgiste chinois SWSS (South West Stainless Steel) a retenu Fives au mois d'août pour la fourniture de sa deuxième ligne de recuit décapage à chaud d'acier inoxydable. Fives DMS assurera le pilotage du contrat, la conception et la fourniture de l'ensemble des équipements mécaniques de la ligne, le montage et la mise en service du four de recuit, ainsi que la partie décapage, tandis que Fives Stein réalisera le four en partenariat avec sa filiale locale. Ce projet constitue la première commande de ligne pour acier inoxydable entièrement réalisée par le Groupe.

Fives Nordon a poursuivi sa participation au programme nucléaire chinois avec l'enregistrement de deux commandes de lignes d'expansion pressuriseur au cours du second semestre : la première pour deux lignes auprès de CNEIC

(China Nuclear Energy Industry Corporation) sur les centrales de Fuqing 3&4, et la seconde pour quatre lignes auprès de CNPEC (China Nuclear Power Engineering Company Ltd) sur les centrales de Yangjiang et Fangchenggang.

INDE

SAIL (Steel Authority of India Limited), l'un des principaux sidérurgistes indiens et client historique de Fives Stein, a renouvelé sa confiance au Groupe avec la commande de deux fours de réchauffage Digit@l Furnace® : le premier d'une capacité de 200 tonnes par heure pour le nouveau laminoir de produits longs de l'usine de Bhilai (en février), et le second d'une capacité de 300 tonnes par heure pour le laminoir à bandes du site de Bokaro (en novembre). Avec ces deux commandes, le Groupe renforce sa présence sur le marché indien dans le domaine des fours de réchauffage.

JAPON

Après lui avoir confié en 2010 la réalisation de l'automatisation de son centre de tri aux abords de l'aéroport international Haneda à Tokyo, Yamato Transport a renouvelé sa confiance à Fives Cinetic en lui attribuant deux contrats relatifs à l'automatisation de ses terminaux d'Atsugi (en septembre) et Hyogo (en octobre). À Atsugi, la solution proposée, incluant deux trieurs de technologie « cross belt » et quatre trieurs « slide sorter », offre au client une capacité de tri de 35 000 articles à l'heure avec un haut degré de flexibilité selon les créneaux horaires et le volume d'utilisation, afin de minimiser la durée de distribution des objets. À Hyogo, la solution intègre quatre trieurs « steel belt » et deux trieurs « slide sorter ».

VIETNAM

Fives DMS a mis en vigueur en février un contrat pour la fourniture d'un laminoir à froid de type ZR21 auprès de Posco, troisième producteur mondial d'acier. Cette commande confirme le statut de fournisseur de référence de Fives DMS sur le marché du laminage à froid.

En Europe

FRANCE

En février, Fives DMS a été retenu par Aperam (branche inox d'ArcelorMittal), dans le cadre de son premier investissement majeur, pour la fourniture d'une ligne de recuit décapage pour bandes d'acier inox laminé à chaud sur le site de Gueugnon. L'attribution de cette commande, qui comporte tous les équipements mécaniques de transport de bande, a mis en avant les atouts de la technologie de dérouleur double pivotant de Fives DMS, en termes d'économies d'espace et de génie civil.

Fives Nordon a confirmé son positionnement sur le marché des infrastructures gazières auprès de TIGF (groupe Total), transporteur et stockeur de gaz naturel, qui occupe une position stratégique dans les échanges entre la France et l'Espagne. Après avoir remporté une commande sur le projet de gazoduc « Artère du Béarn » au deuxième trimestre, Fives Nordon a remporté au troisième trimestre une commande significative concernant le projet « Girland », également en Aquitaine, et

RAPPORT D'ACTIVITÉ

réalisera des travaux d'interconnexion au centre de stockage de gaz de Lussagnet d'un gazoduc de 900 millimètres de diamètre.

BELGIQUE

Fives Stein a été attributaire au mois de mars d'une commande d'un four de fusion de verre photovoltaïque pour le nouveau verrier belge Ducatt NV. Ce four de fusion de technologie oxy-combustion est équipé des derniers développements du Groupe en matière de réduction à la source des émissions polluantes et de la consommation énergétique.

RUSSIE

Rusal, premier producteur mondial d'aluminium, a signé en juillet avec Fives Solios un avenant pour la reprise des contrats (suspendus en 2008) relatifs à la construction des centres de traitement des gaz de ses deux nouvelles usines de Taishet et Boguchany en Sibérie.

Principales mises en service

Dans le domaine de l'acier, l'année 2011 a été marquée par la mise en service d'un grand nombre de lignes et d'équipements chez des clients de premier plan.

Sur le segment des lignes de process, une ligne de recuit et deux lignes de galvanisation ont été mises en service pour le sidérurgiste chinois Shougang Jingtang, dans le cadre de la phase 2 de son projet de délocalisation de ses activités en dehors de Pékin. Il s'agit là de lignes parmi les plus grandes au monde, produisant des tôles d'une largeur pouvant aller jusqu'à 2 080 millimètres. Équipées d'un four vertical digital et du système de refroidissement ultra-rapide Flash Cooling® à haute teneur en hydrogène, ainsi que d'un système de Galvannealing permettant d'améliorer l'aspect et la soudabilité des tôles, ces lignes de traitement sont capables de produire toutes les qualités d'acier, en particulier les aciers à très haute résistance mécanique pour l'industrie automobile. Au total, grâce à ces trois installations, Shougang Jingtang augmente sa capacité de production de tôle recuites et revêtues de 2 millions de tonnes par an.

Toujours en Chine, Fives a confirmé son statut de fournisseur de premier plan auprès de Baosteel, premier sidérurgiste chinois, avec la mise en service de deux lignes d'acier au silicium (une ligne de décarburation et de recuit et une ligne de revêtement) sur son site de Baoshan et d'une ligne de recuit brillant pour Baoxin à Ningbo, ainsi qu'avec la réception d'une ligne de recuit fer blanc à Meishan et d'une ligne de galvanisation à Shanghai pour BSSB (Baosteel Special Steel Branch).

Enfin, une ligne de recuit carbone d'une capacité de 750 000 tonnes par an a été mise en service avec succès pour Xinyu Steel.

Sur le segment du réchauffage, plusieurs fours ont été mis en service au cours de l'exercice, notamment deux fours à longerons tubulaires de 200 tonnes par heure pour l'aciériste russe OMK, destinés à la production

de tubes offshore dans le secteur pétrolier et gazier. Fives a également confirmé sa position de premier plan en Inde avec la mise en service réussie de deux fours pour JSPL (Jindal Steel and Power Limited) : un Digit@l Furnace® de 280 tonnes par heure dans l'état d'Orissa et un four de réchauffage de 200 tonnes par heure dans le Jharkhand.

Dans le domaine du laminage, le Groupe a confirmé son savoir-faire dans la réalisation des laminoirs ZR monobloc, avec la production de la première bobine d'un laminoir 64 pouces pour ZPSS en Chine, et le démarrage réussi du « Skin-Pass » et du premier laminoir réalisé pour ThyssenKrupp Steel Alabama, cet équipement étant unique en son genre par sa capacité à laminier des bobines de largeur allant jusqu'à 74 pouces.

Dans le domaine du verre, l'année 2011 a été marquée par la mise en service d'une ligne de production de verre flotté de 800 tonnes par jour en Arabie Saoudite pour le groupe Obeikan Glass Co. et de trois lignes de verre flotté pour le groupe chinois Xinyi à qui Fives Stein avait déjà fourni plusieurs étendries (deux lignes de 600 tonnes et une ligne de 1 000 tonnes par jour). Le Groupe a également mis en service un bain d'étain complet d'une capacité de 650 tonnes par jour pour Sangalli Vetroitalia en Italie, ainsi que vingt paires de top rolls pour la première usine de verre flotté du groupe coréen LG Chem dédiée à la production de verre extra-mince pour écrans tactiles.

Dans le domaine de l'aluminium, Fives Solios a réussi les tests de performance des équipements de chauffe et de régulation des fours de cuisson d'anodes fournis à la société Vitmeco pour son usine d'ALRO en Roumanie. Cette première utilisation en conditions réelles sur fours de la technologie d'obturateurs gonflables de cloisons développée par Fives Solios a permis de réduire significativement la consommation d'énergie.

Dans le domaine du ciment, Holcim Apasco a inauguré en mars sa nouvelle cimenterie de Hermosillo au Mexique en présence du président Felipe Calderon. Signé début 2008, le contrat confié à Fives FCB portait sur l'ingénierie et la fourniture d'une cimenterie complète d'une capacité de 3 500 tonnes par jour. Cette ligne de production, conçue pour répondre aux standards les plus élevés en matière de développement durable, permet à Holcim Apasco de produire un ciment de très haute qualité tout en limitant au minimum les consommations d'électricité, de combustibles et d'eau, ainsi que les émissions de dioxyde de carbone et d'oxyde d'azote.

Dans le domaine de la logistique, Fives Cinetic a mis en service en novembre le système du nouveau terminal de tri réalisé pour Fukuyama Transport (acteur majeur du transport au Japon) près de Tokyo. Par ailleurs, quatre des sept systèmes de tri commandés par MNG Kargo (l'une des principales compagnies de messageries express de Turquie) à Fives Cinetic ont démarré en 2011. Enfin, un premier système de tri d'une capacité de 12 000 objets à l'heure a été installé avec succès par Fives Cinetic pour la poste suédoise. Il s'agit d'un pilote qui sera déployé dans le cadre d'un programme d'automatisation comprenant sept sites dans le pays.

1.3. Perspectives du Groupe

Un environnement macro-économique mondial incertain

Si l'économie mondiale a continué de progresser en 2011, portée par un premier semestre prometteur, la crise financière qui s'est déclenchée au début de l'été s'est traduite par un ralentissement de la croissance depuis le dernier trimestre.

La crise de la dette souveraine dans les pays développés, aux États-Unis (dégradation par Standard & Poor's au mois de juillet), mais surtout en Europe, où le secteur bancaire est sous pression, couplée au relèvement des taux d'intérêts et à la volatilité du change dans plusieurs pays émergents, ont provoqué de fortes tensions sur la liquidité et l'accès au financement, qui continuent d'affecter l'investissement industriel.

Les prévisions de croissance pour 2012 n'ont ainsi cessé d'être revues à la baisse depuis septembre, le FMI tablant désormais sur une progression de 3,25 % dans le monde, et de seulement 1,50 % dans les économies matures. Les économies émergentes, faisant face à un affaiblissement de la demande intérieure, devraient également marquer le pas (dans une moindre mesure cependant, à 5,75 %), la Chine, l'Inde et la Russie montrant déjà quelques signes de ralentissement.

Ce contexte macro-économique incertain, affecté par une demande en berne et des surcapacités structurelles dans certains pays ou secteurs d'activité, ainsi que par un accès au financement toujours limité, devrait inciter les industriels à se montrer particulièrement prudents quant au lancement de grands projets d'investissements. Le Groupe se prépare donc à affronter en 2012 un environnement commercial plus difficile.

Fives apparaît bien armé pour maintenir sa dynamique de croissance en 2012

Pour autant, un retour à la situation de 2009, marquée par une contraction sans précédent de l'investissement industriel dans le monde, apparaît peu probable. Les pays émergents, de même que les États-Unis, devraient continuer à investir, certes sélectivement dans des grands projets capacitaires, mais de façon plus soutenue dans de plus petits projets visant à maintenir ou améliorer l'efficacité de leur outil de production. Grâce à la qualité de ses technologies, à son positionnement sur les segments à haute valeur ajoutée, à sa couverture internationale et à la solidité de son assise financière, le Groupe, qui a remarquablement traversé les turbulences de la crise de 2009, bénéficie d'atouts indéniables pour tirer son épingle du jeu dans un contexte de marché plus exigeant et un environnement concurrentiel plus sélectif. Le niveau élevé des enregistrements de commandes des deux premiers mois de 2012, dans la lignée des performances commerciales réalisées en 2011, semble devoir le confirmer.

Sur le plan opérationnel, Fives aborde l'année 2012 avec un carnet de commandes record de 1552 M€, qui s'inscrit en progression de 39 % par

rapport à l'an dernier. Ce carnet comprend la partie non avancée des grands contrats obtenus depuis fin 2010 (dans l'aluminium au Moyen-Orient, dans le ciment et le verre au Brésil, dans la logistique au Japon et au Canada, et dans l'acier en Chine), mais aussi un grand nombre de contrats de plus petite taille, répartis sur l'ensemble des zones géographiques (avec une forte percée aux États-Unis) et des secteurs d'activité (notamment l'automobile et l'énergie). Ce portefeuille de commandes en réalisation diversifié offre au Groupe une excellente visibilité sur le niveau d'activité de toutes ses lignes de métier en 2012.

Une stratégie de développement construite sur le long terme

Pour le Groupe, les perspectives à moyen et long termes apparaissent très solides. Dans les pays émergents, démographie, urbanisation, besoin en infrastructures et élévation du niveau d'éducation constituent de puissants sous-jacents favorables à la croissance de la demande, et donc de l'investissement industriel. Les pays matures recèlent, pour leur part, un potentiel non négligeable dans le domaine de la modernisation des équipements existants, renforcé par les exigences accrues d'efficacité énergétique et de réduction de l'empreinte environnementale.

Afin d'atteindre un niveau d'activité à la hauteur de ses ambitions et de son potentiel, le Groupe s'engage, plus que jamais, sur trois axes stratégiques qui constitueront le fil conducteur de son développement dans les années à venir.

■ Intensifier l'effort d'innovation et de R&D

La politique d'innovation du Groupe vise à accélérer la mise sur le marché de technologies différenciantes, voire de rupture, mais également à veiller à la constante adaptation de son offre aux besoins de marchés en recomposition depuis près de deux ans maintenant. Les très fortes positions concurrentielles qu'occupe aujourd'hui Fives dans la plupart de ses lignes d'activité sont directement liées au développement de solutions innovantes offrant un réel avantage compétitif au client. Le budget consacré à la R&D augmente chaque année et est appelé à croître encore significativement en 2012, afin d'améliorer la performance des équipements existants et de développer les solutions de demain. Les programmes en cours sont tout particulièrement orientés vers l'éco-conception, l'optimisation des processus et l'amélioration des performances énergétiques. Les technologies développées par Fives, qui concilient haute efficacité énergétique, respect de l'environnement, flexibilité d'exploitation et optimisation des coûts d'investissement répondent aux exigences accrues des clients dans le nouveau contexte qui émerge de la crise.

■ Renforcer le dispositif commercial et opérationnel du Groupe dans les grands pays émergents

Les pays émergents, en croissance et aux besoins importants en termes d'équipements industriels, constituent aujourd'hui le principal moteur du développement du Groupe. Déjà présent dans près de 30 pays, Fives

travaille plus particulièrement au renforcement de sa présence commerciale et à la structuration de ses filiales de réalisation en Chine, au Brésil et en Russie, pays dans lesquels les actions menées depuis plusieurs années ont déjà commencé à porter leurs fruits. En Inde, l'acquisition début janvier 2012 de la société CBL (devenue Fives Combustion Systems Pvt. Ltd.), spécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de combustion et servant en particulier les domaines de l'énergie (brûleurs pour chaudières industrielles et centrales thermiques) et des minéraux (ciment), marque une nouvelle étape dans le développement de Fives dans ce pays. Enfin, le Groupe prévoit pour 2012 la création d'un bureau de représentation et le développement d'une filiale de service après-vente au Moyen-Orient, afin de bénéficier de la dynamique commerciale de la zone d'une part, et, d'autre part, de capitaliser sur les grands projets d'ensemble qu'il y a réalisés depuis cinq ans maintenant.

■ Veiller à la bonne exécution des contrats en carnet

Avec un carnet de commandes record fin 2011, l'activité de Fives sera particulièrement soutenue en 2012. Afin de continuer à garantir à ses clients une qualité sans faille dans la réalisation des contrats, le Groupe poursuit sa stratégie opérationnelle se déclinant autour de trois axes majeurs :

- un programme de recrutement d'ampleur à l'échelle mondiale, le renforcement des compétences restant une priorité pour Fives ;
- l'affirmation de sa politique industrielle, en termes d'achats et de réalisation notamment, dans un environnement de plus en plus globalisé et interdépendant, marqué par la forte volatilité des cours de change et des matières premières ;
- la poursuite des actions déployées sur l'ensemble de ses chantiers visant à garantir la sécurité des personnes.

2. PERFORMANCE FINANCIÈRE

2.1. Principes comptables et périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en normes IFRS depuis le 1^{er} janvier 2011. Bien que les comptes consolidés aux normes françaises demeurent les comptes officiels des exercices 2010 et 2009, ceux-ci ont été retraités conformément au nouveau référentiel. Les chiffres commentés ci-après sont donc présentés dans le référentiel IFRS.

La société Cinetic Conveying Iberica, qui constitue le prolongement de l'activité du Groupe dans le domaine de l'automobile en Espagne, a été intégrée au périmètre de consolidation au 1^{er} janvier 2011. Les sociétés Fives Bronx Inc. et Fives Bronx Ltd., acquises le 30 novembre 2010 et donc consolidées uniquement sur le mois de décembre en 2010, contribuent au résultat du Groupe sur la totalité de l'année 2011.

Les analyses à périmètre constant excluent les sociétés entrées dans le périmètre par croissance externe.

2.2. Résultats du Groupe en 2011

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 1268 M€ en 2011 et s'affiche en hausse de 219 M€ (21 %) par rapport à 2010. Cette variation inclut un effet périmètre de 46 M€ (correspondant au sous-groupe Fives Bronx, consolidé sur douze mois en 2011, contre un seul mois en 2010) et un effet de change défavorable de - 11 M€ (principalement lié à la dépréciation du dollar par rapport à l'euro entre les deux exercices). À périmètre et change constants, le chiffre d'affaires s'inscrit donc en hausse de 184 M€ (18 %).

Cette progression est directement liée à celle du carnet de commandes d'ouverture (+34 % par rapport à l'année précédente, et +26 % à périmètre constant). L'augmentation du carnet d'ouverture ne se traduit cependant pas entièrement dans celle du chiffre d'affaires, dans la mesure où la proportion de grands contrats (s'écoulant sur plus d'un exercice) est plus importante début 2011 qu'elle ne l'était début 2010.

Marge brute

La marge brute s'élève à 280,3 M€ en 2011 et progresse de 37,8 M€ par rapport à 2010 (242,5 M€). Le taux de marge brute s'affiche ainsi à 22,1 % en 2011 (22,0 % à périmètre et change constants), contre 23,1 % en 2010. Cette légère diminution s'explique par les difficultés rencontrées par Fives Nordon sur les chantiers de constructions de centrales neuves en France (à l'image de l'ensemble de la filière). Sur le reste du Groupe, le maintien des marges sur affaires, malgré le niveau d'activité plus soutenu et la pression croissante exercée par les clients sur les prix, traduit la bonne performance opérationnelle réalisée sur l'année.

EBITA

L'EBITA du Groupe s'élève à 83,5 M€ et s'affiche en hausse de 11,8 M€ (+16 %) par rapport à 2010. Cette variation inclut une contribution de Fives Bronx à hauteur de 11,2 M€ (contre 2,2 M€ en 2010), ainsi qu'un effet de change défavorable de -1,3 M€. À périmètre et change constants, l'EBITA s'inscrit donc en hausse de 4,1 M€ (+6 %). Le Groupe avait cependant bénéficié en 2010 de l'impact favorable de la sortie d'un régime de retraite à prestations définies au Royaume-Uni. Après retraitement de cet effet, la progression réelle de l'EBITA à périmètre et change constants est de 26 %.

La marge d'EBITA à périmètre et change constants progresse ainsi de 0,4 point, à 6,0 % (contre 5,6 % en 2010 après retraitement), traduisant la bonne tenue des frais généraux dans le contexte de croissance de l'activité.

Résultat financier

La trésorerie du Groupe s'établit à 239 M€ au 31 décembre 2011, en augmentation de 25 M€ par rapport au 31 décembre 2010, sous l'effet de l'encaissement de termes de paiement importants liés à l'avancement des contrats d'ensemble dans l'aluminium, le ciment et la logistique, et ce malgré l'augmentation du besoin en fonds de roulement générée par la reprise soutenue de l'activité dans l'automobile et les retards observés par la filière nucléaire sur les chantiers de construction neuve.

Le résultat financier inclut le coût de l'endettement net, les charges financières relatives aux plans de pensions à prestations définies (effet de la désactualisation de l'engagement net du rendement attendu des actifs des plans), le résultat de change, ainsi que la variation de juste valeur et les effets de terme des instruments dérivés.

Le résultat financier 2011, en perte de -0,6 M€, diminue de 4,7 M€ par rapport à 2010, principalement du fait de la baisse de 4,2 M€ du résultat de change.

La variation du résultat de change du Groupe est principalement liée aux modalités de structuration de l'acquisition des groupes North American en 2008 et Bronx en 2010. Ces acquisitions ayant été financées par des prêts en dollars consentis par Fives à ses filiales américaines, le résultat financier du Groupe est en effet mécaniquement affecté par la parité euro/dollar sur la durée de vie desdits prêts. L'appréciation du cours de l'euro par rapport au dollar ayant été moins importante entre le 31 décembre 2010 (1,34 dollar pour 1 euro) et le 31 décembre 2011 (1,29 dollar pour 1 euro) qu'entre le 31 décembre 2009 (1,44 dollar pour 1 euro) et le 31 décembre 2010, le gain de change comptabilisé sur l'exercice 2011 sur ces opérations (3,1 M€) est inférieur de 2,5 M€ à celui constaté sur l'exercice 2010 (5,6 M€).

Par ailleurs, un gain de change de 1,6 M€ avait été enregistré en 2010 suite aux opérations d'achat et de vente à terme de dollars mises en place pour l'acquisition de Bronx.

SYNTHÈSE DES CHIFFRES CONSOLIDÉS

En millions d'€	2009	2010	2011
Chiffre d'affaires	1 282,6	1 049,3	1 268,3
Marge brute	240,6	242,5	280,3
EBITDA (*)	74,0	86,3	99,0
EBITA (*)	60,4	71,7	83,5
Résultat opérationnel courant (EBIT)	59,0	68,3	76,2
Résultat opérationnel	50,8	63,7	75,0
Résultat financier	(6,4)	4,1	(0,6)
Résultat avant impôt	44,4	67,8	74,4
Résultat net de l'ensemble consolidé	25,9	43,0	41,0
Résultat net (part du Groupe)	24,8	42,5	40,4
Fonds propres après résultat (part du Groupe)	172,0	223,2	244,8
Trésorerie au 31 décembre	229,8	214,0	239,2

(*) Le Groupe définit l'EBITDA et l'EBITA comme suit :

- L'EBITDA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement et dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.
- L'EBITA correspond au résultat opérationnel courant avant amortissement des incorporels liés aux acquisitions, retraité des effets éventuels sur la marge brute des écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions.

Pour mémoire, les écritures d'allocation comptable du prix des acquisitions impactent négativement la marge brute à hauteur de 2,3 M€ en 2011 et 1,3 M€ en 2010.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Le gain de change cumulé reconnu depuis l'origine de ces opérations jusqu'à la clôture de l'exercice 2011 s'élève à 17,4 M€ (dont 12,7 M€ de gain latent et 4,7 M€ de gain réalisé), auquel s'ajoute 1,6 M€ de gain réalisé sur les opérations mises en place pour l'acquisition de Bronx.

Résultat net

La charge d'impôt totale (impôts courant et différé) de l'exercice s'élève à 33,4 M€, et augmente de 8,6 M€ par rapport à 2010 (24,8 M€). Elle comprend 33,8 M€ d'impôt courant (dont 18,4 M€ provenant des sociétés du groupe français d'intégration fiscale et 15,4 M€ au titre des sociétés françaises et étrangères non intégrées), ainsi qu'un produit d'impôt différé de 0,4 M€.

Le taux d'impôt apparent s'affiche donc à 44,9% en 2011. Il s'explique d'une part, par la comptabilisation de la CVAE en charge d'impôt (effet de 3,9% sur le taux d'impôt) et, d'autre part, par l'absence de constatation d'un impôt différé actif sur les pertes fiscales de l'année de quelques filiales françaises.

Pour mémoire, le taux d'impôt apparent était de 36,5% en 2010, et s'expliquait par la CVAE dont l'effet était de 3,3%.

Le résultat net de l'ensemble consolidé s'établit donc à 41,0 M€. Il s'affiche en baisse de 2,0 M€ par rapport à 2010 (43,0 M€) malgré l'augmentation du résultat opérationnel (+11,3 M€), du fait de l'augmentation de l'impôt (-8,6 M€) et de la diminution du résultat financier (-4,7 M€).

2.3. Contribution des pôles à la performance du Groupe

PÔLE AUTOMOBILE/LOGISTIQUE

En millions d'€	2009	2010	2011
Commandes enregistrées	193,9	399,1	607,2
Carnet de commandes au 31 décembre	105,2	240,8	476,1
Chiffre d'affaires	259,6	274,4	391,3
EBITA	8,0	14,4	28,0
Effectif au 31 décembre	1 694	1 710	1 978

Activité : le pôle conçoit, réalise et installe des équipements et des systèmes d'usage ainsi que des systèmes automatisés de production destinés principalement à l'industrie automobile. Dans l'industrie de la logistique, le Groupe propose une offre étendue en matière de systèmes automatisés de tri. L'ensemble de ces équipements est commercialisé sous la marque Fives Cinetic.

Dans le domaine de l'automobile, la reprise des investissements initiée à partir de l'été 2010 s'est amplifiée en 2011, malgré les conséquences du tsunami au Japon et des inondations en Thaïlande, qui ont affecté les constructeurs japonais, mais également les fournisseurs de composants et par ricochet l'ensemble de la profession. Les pays émergents ont poursuivi leur marche en avant, continuant de construire de nouvelles capacités de production, en particulier en Chine, et dans une moindre mesure en Russie et au Brésil. Dans les pays développés, les politiques de rationalisation des capacités de production et de transformation des usines existantes engagées les années précédentes se sont poursuivies, en même temps qu'ont vu le jour des projets liés au développement de technologies plus respectueuses de l'environnement, dans le domaine des motorisations (moteurs hybrides, nouveaux moteurs thermiques), des boîtes de vitesse automatiques (boîtes robotisées à double embrayage) et de systèmes de remplissage pour les climatiseurs (remplisseuses HFO).

En matière de systèmes d'usinage, l'activité est restée très soutenue. Dans les pays émergents, et en premier lieu en Chine et en Inde, le rythme des investissements s'est encore accéléré, avec des projets menés aussi bien par les grands constructeurs internationaux que par des acteurs nationaux, tandis qu'aux États-Unis et en Europe, le marché a été porté par le développement de nouvelles lignes de production pour des moteurs moins consommateurs de carburant et des boîtes de vitesse robotisées. Le Groupe a ainsi enregistré plusieurs commandes importantes dans le domaine de la rectification, en Chine (pour Volkswagen, Ford et des constructeurs nationaux), aux États-Unis (pour General Motors) et en Europe (pour BMW en Angleterre).

Dans le domaine des systèmes automatisés de production, les filiales du Groupe ont vu leur niveau d'activité progresser dans le sillage des investissements lancés par leurs clients nationaux. Aux États-Unis, où s'est poursuivie la réorganisation industrielle de General Motors et Chrysler initiée en 2009, le Groupe a pris part à plusieurs programmes de renouvellement d'organes mécaniques, décrochant notamment une commande de neuf systèmes d'assemblage pour la production d'une nouvelle boîte de vitesse automatique auprès de Chrysler. L'activité de manutention automatisée a pour sa part bénéficié de la reprise des investissements chez les constructeurs d'automobiles et d'engins en France, et de l'environnement favorable dans les pays accessibles à l'exportation à partir de la France tels que la Russie (commande de manutention d'atelier de montage et des balancelles pour Avtovaz) et le Maroc (commande de la manutention pour les ateliers de ferrage et de montage de la phase 2 de l'usine de Renault à Tanger).

Dans le domaine des systèmes de remplissage et d'encollage, le marché a été porté par les opportunités commerciales nées des nouvelles capacités de production en cours de construction dans les pays émergents, en particulier en Chine et au Brésil, et par le démarrage de nombreux projets de remplacement du fluide frigorigène fluoré R134 par le HFO, sur lequel Fives Cinetic dispose d'une technologie très performante.

Dans le secteur de la logistique, les sociétés de messageries nord-américaines, japonaises et européennes ont poursuivi l'automatisation de leurs centres de tri. Les conséquences du tsunami au Japon et de la crise de la dette souveraine en Amérique du Nord et en Europe n'ont pas remis en cause les investissements prévus sur un marché favorablement orienté, soutenu par la forte croissance des volumes de marchandises transportés. Ce contexte a créé des opportunités pour des projets de grande ampleur avec, dans certains cas, la perspective de reproduire sur plusieurs sites (en l'adaptant) une technologie développée sur un site pilote (postes, sociétés de transport).

Après avoir déjà remporté des succès importants en 2010 auprès de ces clients, le Groupe a ainsi enregistré de nouvelles commandes significatives auprès de Canada Post Corporation (projet « greenfield » d'automatisation du centre de tri de Vancouver, revamping du centre de Calgary) et du transporteur japonais Yamato (projets d'automatisation de deux terminaux logistiques). Ces commandes soulignent le vif succès rencontré sur le marché par la technologie « cross belt » développée et commercialisée par Fives Cinetic, particulièrement performante dans le domaine du tri à haute cadence. Le Groupe a, par ailleurs, renforcé ses positions sur le marché porteur des aéroports (aéroport de Chicago aux États-Unis), dans l'industrie et la distribution (3 Suisses en France) et, sur le marché de la maintenance externalisée auprès de clients comme la DGA, la SNCF ou Safran.

Au total, les enregistrements de commandes dans le domaine de l'automobile et de la logistique, à 607 M€, ont augmenté de plus de 50 % par rapport à l'exercice précédent, et constituent un record historique pour le Groupe.

Une partie de cette hausse spectaculaire des prises de commandes s'est répercutée sur le chiffre d'affaires de l'année, qui s'affiche également en forte progression par rapport à 2011 (+43 %). L'EBITA du pôle augmente de façon encore plus importante (+95 %) grâce à la baisse de la part relative des frais fixes, les mesures entreprises pendant la crise pour adapter les structures de coûts et réduire les points morts portant leurs fruits dans un contexte d'augmentation de l'activité, notamment dans les filiales françaises, en redressement sensible.

La bonne performance commerciale réalisée se traduit également par un doublement du carnet de clôture, qui s'affiche à 476 M€ et donne au pôle une excellente visibilité sur le niveau de charge pour l'exercice qui s'ouvre. Sur le plan commercial, après une année 2011 record, marquée par un rattrapage sans précédent des projets différés par la crise de 2008, un ralentissement du marché est attendu dans l'automobile. Pour autant, les grands constructeurs, conscients du potentiel que recèlent les pays émergents, notamment la Chine et l'Inde, et de la nécessité d'y investir pour maintenir leurs parts de marché mondiale, y planifient déjà des augmentations de capacité. Par ailleurs, dans les pays matures, les politiques d'optimisation et de modernisation devraient encore se

poursuivre quelques années, de façon certes moins soutenue qu'en 2011. Dans la logistique, les perspectives s'annoncent très favorables dans les pays développés, dans un contexte de croissance des volumes couplée au coût élevé de la main d'œuvre. Les programmes d'automatisation devraient donc se poursuivre pour les sociétés de transport et de messagerie, mais également sur le segment des aéroports et de la distribution qui offrent de nouvelles perspectives.

PÔLE MÉTAL (ALUMINIUM, ACIER ET VERRE)

En millions d'€	2009	2010	2011
Commandes enregistrées	216,5	468,8	550,7
Carnet de commandes au 31 décembre	381,0	571,6	656,5
Chiffre d'affaires	475,3	365,3	474,9
EBITA	21,1	33,1	36,7
Effectif au 31 décembre	1342	1377	1420

Activité: le pôle métal développe des procédés et fournit des équipements destinés principalement à la production d'aluminium et d'acier.

Concernant l'aluminium, les équipements proposés couvrent les procédés clés de fabrication de l'aluminium primaire répartis dans les secteurs carbone, électrolyse et fonderie de l'aluminerie. L'ensemble de ces équipements est commercialisé sous la marque Fives Solios.

Dans le domaine de l'acier, le Groupe, qui possède une double expertise mécanique et thermique, fournit des laminoirs, des fours de réchauffage de grande capacité, des lignes de traitement de la bande d'acier et des équipements de finition et de production de tubes. Le pôle intervient également dans le secteur du verre où ses compétences dans les technologies thermiques permettent le développement d'autres applications.

L'offre du Groupe est commercialisée dans l'acier sous les marques Fives DMS, Fives Stein, Fives Celes et Fives Bronx et, dans le verre, sous la marque Fives Stein.

Dans le domaine de l'aluminium, le net redressement des marchés finaux s'est traduit d'une part, par la poursuite des grands projets au Moyen-Orient, où l'énergie est meilleur marché et l'accès aux matières premières plus aisé et, d'autre part, par la reprise d'investissements de modernisation ou de capacité dans les grands pays producteurs historiques.

Après avoir pris part à l'ensemble des grands projets dans l'aluminium au Moyen-Orient depuis 2006, Fives a confirmé en 2011 son positionnement dans cette région, en obtenant plusieurs contrats d'ensemble auprès de Ma'aden Alcoa Aluminium (joint venture entre la compagnie d'État Saudi Arabian Mining Co. et Alcoa) pour la fourniture de quatre centres de

RAPPORT D'ACTIVITÉ

traitement des gaz, quinze fours de fusion et un centre de traitement de déchets de bain dans le cadre de la construction d'un complexe industriel en Arabie Saoudite (projet pour lequel il avait déjà été attributaire des deux ateliers de production d'anodes et d'un terminal de brai liquide en 2010). Par ailleurs, bénéficiant de la reprise des investissements sur les marchés historiques, le Groupe a obtenu auprès de Rio Tinto Alcan et Rusal des commandes de centres de traitement des gaz pour de nouvelles usines, respectivement au Canada et en Russie.

Dans le domaine de l'acier, la dynamique de croissance de la production, qui s'est confirmée en 2011, s'est principalement réalisée au travers des capacités existantes et ne s'est que peu traduite par de nouveaux investissements. Malgré des opportunités en début d'année dans les pays émergents, deux facteurs sont venus assombrir les perspectives commerciales : le ralentissement observé en Chine (principal marché du Groupe pour l'acier ces dernières années) du fait des difficultés croissantes des industriels à obtenir les autorisations d'investissements, dans un contexte de surcapacités durables, et les conditions plus strictes d'accès au financement, accentuées par la crise financière de l'été.

Sur le segment de la conception et de la fourniture d'équipements de finition et de production de tubes (pour des clients finaux opérant dans le gaz, le pétrole, ou la transmission d'énergie), sur lequel le Groupe s'est positionné comme un acteur majeur avec l'acquisition de Fives Bronx, le marché a repris son souffle en 2011, après plusieurs années de forte croissance. L'incertitude macro-économique, combinée aux difficultés d'accès au financement, a ainsi pesé sur l'activité commerciale du Groupe, en particulier en Russie et en Chine.

Dans ce contexte de ralentissement du marché mondial de l'acier, de nombreux projets d'investissements ont fait l'objet d'un allongement des processus de décision, voire de reports *sine die*. Porté par la qualité de ses technologies et bénéficiant de sa forte notoriété auprès des grands donneurs d'ordre, le Groupe a cependant obtenu plusieurs commandes significatives sur le segment des aciers à haute valeur ajoutée, en Chine (deux laminoirs à froid pour acier au silicium pour le leader mondial Wisco et une ligne de recuit décapage à chaud d'acier inoxydable), au Vietnam et en Turquie pour Posco (laminoirs à froid pour acier inoxydable) ainsi qu'en France (part mécanique d'une ligne de recuit décapage à chaud pour inox laminé auprès d'Aperam). Par ailleurs, au travers de sa technologie propriétaire Digit@l Furnace®, Fives reste un acteur de référence dans le domaine des fours de réchauffage et des fours de ligne, avec notamment l'obtention de commandes importantes en Inde (deux fours de réchauffage pour laminoirs) et en Chine (four vertical pour ligne de recuit de fer blanc) pour des sidérurgistes locaux.

Dans le domaine du verre, le déséquilibre entre l'offre et la demande lié aux surcapacités de la Chine, le ralentissement du secteur de la construction et les difficultés d'accès au financement pour les verriers

indépendants dans plusieurs pays émergents pourtant bien orientés ont pesé sur l'environnement commercial. Malgré ce contexte peu favorable, le Groupe a réalisé une performance remarquable en 2011 en capitalisant sur son positionnement dans les zones géographiques en croissance et sur la qualité technologique de ses solutions, obtenant notamment des commandes significatives pour la fourniture d'une usine de verre flotté au Brésil et d'un four oxy-combustion haute performance de verre laminé pour applications photovoltaïques en Belgique.

Au total, les enregistrements du Groupe dans le domaine du métal se sont élevés à 551 M€, en hausse de 17 % (13 % à périmètre comparable) par rapport à 2010. Cette progression a été réalisée sur les segments de l'aluminium primaire et du verre, tandis que dans le domaine de l'acier, la baisse des prises de commandes observée à périmètre comparable du fait du ralentissement du marché a été partiellement compensée par l'intégration de Fives Bronx (consolidée sur douze mois en 2011, contre un seul mois en 2010).

Le chiffre d'affaires s'affiche également en augmentation (+31 %, dont +19 % à périmètre comparable) sous l'effet d'un carnet d'ouverture en forte hausse qui a généré une activité soutenue tout au long de l'année. La progression apparente de l'EBITA n'est en revanche que de 11 %, dans la mesure où le Groupe avait bénéficié en 2010 de l'impact favorable de la sortie d'un régime de retraite à prestations définies au Royaume-Uni. Après retraitement de cet effet, l'EBITA du pôle s'inscrit ainsi très nettement en hausse (+68 %, dont +29 % à périmètre comparable), traduisant une bonne performance opérationnelle dans un contexte de forte activité.

L'environnement commercial s'annonce en revanche difficile pour l'année à venir. Dans le domaine de l'aluminium primaire, malgré un marché très bien orienté à moyen terme du fait des perspectives de croissance de la demande mondiale, 2012 devrait constituer un point bas avant une reprise prévue en 2013 : l'arrivée à maturité des nombreux projets lancés depuis 2008 dans les grandes régions productrices, combinée à la baisse des prix observée depuis fin 2011, n'apparaît pas propice au lancement de nouveaux investissements significatifs dans l'immédiat. Dans les domaines de l'acier et du verre, le contexte actuel de surcapacités et les difficultés d'accès au financement rencontrées par les industriels des pays émergents (Chine, Turquie, ex-URSS notamment) ne laissent pas anticiper de croissance notable du marché à court terme. Malgré cet environnement commercial peu favorable, le carnet de commandes du Groupe dans le domaine du métal, qui s'affiche à 656 M€ à la clôture de l'exercice 2011 (soit un niveau proche du record historique de 673 M€, en 2007), lui donne une excellente visibilité sur son niveau d'activité pour 2012. Par ailleurs, comme en 2011, Fives devrait être en mesure de saisir certaines opportunités dans un contexte de forte sélectivité donnant une prime à la qualité des technologies proposées.

PÔLE ÉNERGIE

En millions d'€	2009	2010	2011
Commandes enregistrées	229,1	286,4	272,7
Carnet de commandes au 31 décembre	228,4	234,8	217,4
Chiffre d'affaires	263,5	284,5	290,2
EBITA	10,6	15,7	9,0
Effectif au 31 décembre	1867	1953	2106

Activité: le pôle conçoit et réalise différents équipements industriels dans le domaine de l'énergie (en particulier sur les segments de la tuyauterie nucléaire, des équipements cryogéniques pour le traitement des hydrocarbures et la séparation d'air, des systèmes de combustion industrielle haute performance, ainsi que de la bioénergie), commercialisés sous les marques Fives Nordon, Fives Cryogenie, Fives North American et Fives Cail.

Sur le segment des équipements cryogéniques, le rebond entamé fin 2010 s'est poursuivi en 2011. Sur le marché des hydrocarbures, porté par la croissance de la demande de gaz naturel, le Groupe a réalisé une bonne performance commerciale au Moyen-Orient et en Europe, auprès de clients comme Total, Saipem ou Petrofac. Dans le domaine de la séparation de l'air, malgré une montée en puissance plus tardive, l'activité a été soutenue par la dynamique du marché asiatique, et en particulier de la Chine (avec notamment plusieurs commandes pour Air Liquide), pays dans lequel Fives dispose d'une unité de production située près de Shanghai. Les prises de commandes du Groupe se sont ainsi inscrites en forte progression par rapport à l'année précédente.

Dans le domaine de la tuyauterie industrielle à haute performance, l'activité du Groupe est portée par les besoins de l'industrie nucléaire, tant en maintenance qu'en construction neuve. Alors que cette filière faisait l'objet d'un véritable renouveau pour répondre aux grands défis énergétiques de la planète (Areva visait notamment la construction d'une vingtaine d'EPR supplémentaires en France, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Italie, en Chine et en Inde), les événements intervenus au printemps au Japon ont redistribué les cartes. Dans le domaine des constructions neuves, plusieurs projets ont été officiellement remis en cause ou tardent à se confirmer, en particulier dans les pays industrialisés où la pression de l'opinion publique est forte. Dans le domaine de la maintenance en revanche, l'activité devrait se renforcer à moyen terme, consécutivement aux audits prévus dans les centrales nucléaires et au retour d'expérience de Fukushima, mais également dans la mesure où les autorisations d'allongement de durée de vie des centrales en production seront vraisemblablement soumises au respect de critères plus exigeants. Enfin, dans un contexte où l'industrie nucléaire semble ne

plus devoir être privilégiée pour répondre à la croissance des besoins énergétiques, des investissements ont commencé à se concrétiser dans le secteur thermique et sur le marché du gaz.

Cette situation a pesé sur l'environnement commercial en 2011 : malgré la poursuite du programme nucléaire chinois, dans le cadre duquel le Groupe a obtenu de nouvelles commandes de tuyauteries primaires pour plusieurs centrales, le rythme d'avancement des chantiers de constructions neuves en France a été fortement perturbé par les contraintes posées par les organismes de contrôle de la sûreté nucléaire. Par ailleurs, si les effets du renforcement de l'activité maintenance devraient se faire sentir rapidement, l'année 2011 a été marquée par le décalage d'un certain nombre de programmes, dans l'attente des conclusions définitives des rapports d'audit « post-Fukushima ». Le niveau de prises de commandes de Fives Nordon a ainsi été fortement affecté par le ralentissement de l'activité de la filière nucléaire. Cet effet n'a été que partiellement compensé par la performance réalisée sur les autres marchés, dont celui de l'infrastructure gazière sur lequel le Groupe a obtenu plusieurs commandes pour TIGF (groupe Total) en France.

Sur le segment des systèmes de combustion industriels, le redressement des marchés finaux amorcé en 2010 s'est confirmé en 2011 aux États-Unis, principal marché du Groupe sur ce segment. Même si l'activité a connu quelques soubresauts au second semestre, dans le sillage de la dégradation par Standard & Poor's de la note de la dette souveraine du pays au début de l'été, les craintes sur l'environnement macro-économique se sont progressivement dissipées et la production industrielle est restée soutenue tout au long de l'année. D'une part, les industriels ont lancé les investissements de maintenance qu'ils avaient suspendus entre mi-2008 et mi-2010. D'autre part, l'attention croissante portée à l'efficacité énergétique des installations industrielles et l'apparition de normes environnementales et techniques plus exigeantes ont favorisé les investissements de modernisation des capacités existantes. Dans ce contexte, la qualité de son offre technologique, particulièrement adaptée aux marchés exigeants des pays industrialisés, a permis à Fives North American de réaliser une bonne performance commerciale en 2011.

Dans le domaine des équipements sucriers et de la bioénergie, les prix du sucre se sont maintenus à un niveau élevé tout au long de l'année, égalant même les records historiques au cours du second semestre. Dans un contexte de croissance de la consommation dans les pays émergents, les grands pays sucriers (Brésil, Inde, Thaïlande) n'ont en effet pas été en mesure de répondre à la demande, malgré des capacités installées importantes. Paradoxalement, cette situation n'y a favorisé que marginalement les investissements industriels, les producteurs ayant semblé privilégier l'amélioration des performances agricoles, après avoir été pénalisés par des conditions climatiques délicates. Par ailleurs, la bonne orientation du marché du sucre y a retardé le lancement des projets attendus sur le segment du bioéthanol.

RAPPORT D'ACTIVITÉ

La croissance de la demande a en revanche encouragé le développement de l'outil de production dans les autres régions sucrières (Afrique, Asie du Sud-Est, Amérique centrale), permettant au Groupe d'afficher un niveau de prises de commandes en ligne avec celui de l'an dernier.

Au total, les enregistrements du Groupe sur l'année 2011 dans le domaine de l'énergie s'affichent à 273 M€, en légère baisse (-5%) par rapport à 2010, la bonne tenue du Groupe sur les segments des équipements cryogéniques et des systèmes de combustion industriels ne compensant pas totalement le ralentissement du marché de la tuyauterie industrielle.

Malgré un chiffre d'affaires stable (+2%), l'EBITA du pôle s'inscrit nettement en baisse par rapport à 2010 (-43%). Les résultats sont en effet lourdement affectés par les pertes réalisées par Fives Nordon consécutivement aux difficultés rencontrées sur les chantiers de constructions de centrales neuves en France, à l'image de l'ensemble de la filière (EDF, Areva et Bouygues ont ainsi annoncé au mois de juillet deux ans de retard supplémentaires pour l'EPR de Flamanville, chiffrant désormais son coût total à 6 milliards d'euros, contre 3,3 milliards au départ).

Bien que le carnet de clôture s'affiche en baisse, les perspectives du pôle pour 2012 apparaissent bien orientées, sur un marché porté par les besoins énergétiques croissants des pays émergents et par les exigences accrues en termes d'efficacité énergétique et de respect de l'environnement.

Le coup d'arrêt porté aux projets de construction de centrales neuves accentuant la nécessité de se tourner vers des sources d'énergie alternatives, les investissements devraient s'accélérer dans les domaines du gaz naturel (traitement et liquéfaction du gaz, infrastructures gazières), du charbon (nombreux projets de transformation du charbon – pétrole non conventionnel – attendus en Chine dans le cadre du plan quinquennal, ainsi qu'en Inde à plus long terme), et des centrales thermiques, sur lesquels le Groupe bénéficie de technologies et d'un savoir-faire reconnus. Par ailleurs, la tendance de fond du recentrage attendu de la filière nucléaire sur la maintenance (dans les pays développés tout ou moins) devrait être favorable à Fives Nordon, dont cette activité constitue le cœur de métier. En France, les travaux à réaliser sur le parc nucléaire français en exploitation ont été revus à la hausse suite aux rapports « post-Fukushima » remis par EDF et Areva aux ASN et se chiffrent à près de 50 milliards d'euros sur la période 2013 - 2025.

PÔLE CIMENT

En millions d'€	2009	2010	2011
Commandes enregistrées	87,6	69,7	243,7
Carnet de commandes au 31 décembre	119,7	69,4	201,8
Chiffre d'affaires	284,2	125,1	111,9
EBITA	22,3	17,3	19,0
Effectif au 31 décembre	510	509	500

Activité : l'offre du pôle ciment s'étend de la fourniture d'équipements de procédés isolés, tels les brûleurs (commercialisés sous la marque Fives Pillard), les broyeurs ou encore les séparateurs de matière, aux ateliers de broyage et cimenteries clés en main (marque Fives FCB).

L'environnement économique est resté difficile dans le domaine du ciment. Pénalisé par l'atonie des secteurs de l'immobilier et de la construction en Europe et aux États-Unis, mais également par le ralentissement de la demande observé en Inde et en Afrique du Nord, le marché des nouvelles capacités cimentières (hors Chine) a peu progressé par rapport à 2009 et 2010. Par ailleurs, les grands cimentiers mondiaux, contraints par la gestion de leur endettement, dans un contexte de forte tension sur le marché bancaire, se sont montrés particulièrement précautionneux.

Cette conjoncture, qui s'est confirmée année après année depuis fin 2008, s'est traduite par trois tendances de marché majeures. D'abord, les grands cimentiers ont limité leurs investissements à quelques rares projets, décisifs pour le maintien de leurs parts de marchés et ciblés sur les régions émergentes les plus porteuses (Brésil, Inde, Afrique). Parallèlement, cette situation a ouvert le champ aux producteurs locaux, peu endettés, qui y voient l'opportunité d'affirmer leur positionnement sur leurs marchés domestiques (Amérique du Sud, ex-URSS, Moyen-Orient). Enfin, dans un contexte de marché moins favorable, donc plus exigeant, la qualité et les performances des technologies proposées sont revenues au premier plan dans les critères de choix des industriels.

Dans un environnement commercial pourtant déprimé, Fives a démontré sa capacité à répondre à ces nouveaux enjeux en enregistrant 244 M€ de commandes en 2011, soit un niveau comparable à celui des années 2006 - 2008, largement supérieur à celui de 2010. Le Groupe a ainsi obtenu des commandes d'ensemble au Brésil pour Holcim (qui, très satisfait des conditions de réalisation de sa cimenterie de Hermosillo au Mexique, renouvelle sa confiance à Fives FCB) et en Arabie Saoudite pour un cimentier national. Dans le domaine des équipements et des systèmes de combustion à destination de l'industrie cimentière, le Groupe a été très actif en Chine, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, où il était

déjà présent les années précédentes, mais également en Russie où il a réalisé une progression notable en 2011.

Sur le plan opérationnel, l'EBITA du pôle progresse (+10 %) malgré la baisse du chiffre d'affaires, grâce à une bonne maîtrise des contrats d'ensemble en réalisation : la réception provisoire de l'affaire Hermosillo pour Holcim Apasco au Mexique a été obtenue au mois de mars, et les périodes de garantie des affaires réalisées au Vietnam (Thai Nguyen) et en Égypte (Beni Suef) sont arrivées à leur terme respectivement en mai et en juin, à chaque fois dans d'excellentes conditions.

La performance commerciale réalisée en 2011 dans le ciment a, par ailleurs, permis au Groupe de reconstituer son carnet de commandes à la clôture (202 M€, soit près du triple du carnet d'ouverture), lui donnant une bonne visibilité sur son niveau d'activité pour 2012. Sur le moyen terme, les principaux acteurs du secteur estiment que les capacités cimentières additionnelles (hors Chine) devraient s'établir durablement entre 60 et 75 millions de tonnes par an, portées par les besoins en infrastructure des pays émergents. Le Groupe s'est donc structuré commercialement et opérationnellement afin de renforcer pour les années à venir son positionnement dans ces régions, y compris auprès des acteurs locaux. Dans ce cadre, l'acquisition en janvier 2012 en Inde de la société CBL, spécialisée dans la conception et la fourniture d'équipements de combustion à destination du ciment et de l'énergie, doit permettre à Fives de prendre pied sur un marché domestique aux perspectives de croissance particulièrement bien orientées. Par ailleurs, des opportunités pourraient se présenter sur les marchés plus matures, où le vieillissement du parc de cimenteries devrait conduire les industriels à réaliser des investissements de modernisation des installations qu'ils souhaiteront conserver en production.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

LE DIRECTOIRE

Fives est dirigé par un Directoire placé sous le contrôle du Conseil de surveillance ; le nombre de membres du Directoire est fixé par le Conseil de surveillance à deux au moins et cinq au plus.

Composé actuellement de quatre membres, le Directoire est en charge de la gestion de la société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de Fives dans les seules limites de l'objet social et des pouvoirs expressément attribués au Conseil de surveillance et aux Assemblées d'actionnaires.

Chaque membre du Directoire exerce, en outre, de façon plus spécifique la supervision d'une ou plusieurs divisions opérationnelles du Groupe ainsi que d'une ou plusieurs directions fonctionnelles de Fives.

À l'égard du Conseil de surveillance, le Directoire :

- présente un rapport trimestriel sur la marche du Groupe, étayé par un budget révisé pour l'année en cours, auquel s'ajoute, en fin d'année, le budget initial pour l'année suivante ;
- dans un délai de trois mois à compter de la clôture de chaque exercice, arrête les comptes sociaux et consolidés annuels de Fives et les communique au Conseil de surveillance ;
- communique le rapport de gestion qui sera présenté à l'Assemblée générale ordinaire annuelle ;
- l'informe des problématiques spécifiques pouvant présenter un enjeu majeur pour le Groupe.

Le Directoire se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige.

La nomination des membres du Directoire et leur rémunération interviennent dans les conditions prévues par la loi ; leur révocation peut être prononcée par l'Assemblée générale des actionnaires ou directement par le Conseil de surveillance. Le Directoire est nommé pour une durée de six ans. Les fonctions de tout membre du Directoire cessent de plein droit au jour de leur 65^e anniversaire.

Composition du Directoire

Frédéric Sanchez

52 ans, Président du Directoire.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Administrateur de la Compagnie des Gaz de Pétrole Primagaz.

Président du Conseil de surveillance de Cameron France Holding SAS.

Martin Duverne

55 ans, membre du Directoire en charge des divisions opérationnelles Énergie et Logistique.

Nommé à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Lucile Ribot

45 ans, membre du Directoire.

Nommée à cette fonction le 3 octobre 2002, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 septembre 2008 et viendra à expiration le 29 septembre 2014.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

Jean-Camille Uring

61 ans, membre du Directoire.

Nommé à cette fonction le 28 mars 2012, son mandat viendra à expiration le 29 septembre 2014.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées au groupe Fives.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance est composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sauf en cas de fusion, conformément aux dispositions légales applicables.

Composé de six membres au 31 décembre 2011, le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire. Il se réunit au moins quatre fois par an pour examiner le rapport trimestriel que doit lui présenter ce dernier. Il vérifie et contrôle les documents afférents aux comptes sociaux et consolidés que lui remet le Directoire dans les trois mois de la clôture de l'exercice.

À toute époque de l'année, il opère les vérifications et les contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de sa mission.

En 2011, il s'est réuni le 30 mars, le 28 juin, le 30 septembre et le 15 décembre.

Les membres du Conseil de surveillance sont nommés et révoqués dans les conditions prévues par la loi. Les membres du Conseil de surveillance sont nommés pour six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

L'Assemblée générale détermine la rémunération éventuelle des membres du Conseil de surveillance. Le nombre de membres du Conseil de surveillance ayant atteint l'âge de 70 ans ne peut être supérieur au tiers des membres du Conseil en fonction.

Composition du Conseil de surveillance

Jacques Lefèvre

74 ans, Président du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 14 septembre 2001, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 30 mars 2007 et expirera à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2012.

Principaux autres mandats

Administrateur de la Société Nationale d'Investissement.

Guillaume Jacquieu

45 ans, Vice-président du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 18 août 2004, son mandat a été renouvelé par le Conseil de surveillance du 25 mars 2009 et viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2014.

Principaux autres mandats

Président de Equistone Partners Europe SAS.

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Equistone Partners SAS.

James Arnell

42 ans, membre du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 27 juillet 2006, son mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 27 juin 2012 et viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats

Administrateur de Charterhouse Capital Limited.

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Charterhouse Capital Partners LLP.

Stéphane Etroy

40 ans, membre du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 27 juillet 2006, son mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 27 juin 2012 et viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Charterhouse Capital Partners LLP.

Fabrice Georget

39 ans, membre du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 27 juillet 2006, son mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 27 juin 2012 et viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Charterhouse Capital Partners LLP.

Vincent Pautet

37 ans, membre du Conseil de surveillance

Nommé à cette fonction le 27 juillet 2006, son mandat a été renouvelé par l'Assemblée générale du 27 juin 2012 et viendra à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Principaux autres mandats

Divers mandats au sein de sociétés affiliées à Charterhouse Capital Partners LLP.

Les organes sociaux de Fives sont assistés dans leurs prises de décisions par différents comités :

LE COMITÉ EXÉCUTIF

Pour l'assister dans ses décisions, le Directoire a institué un Comité exécutif qui est composé des membres du Directoire ainsi que des principaux responsables opérationnels et fonctionnels du Groupe.

Organe de concertation, recommandations et exécution, le Comité exécutif se réunit pour instruire les dossiers et aider le Directoire à arrêter les décisions relevant de sa compétence. Le Comité exécutif est en particulier appelé à délibérer sur les orientations stratégiques du Groupe, le développement de son capital humain et les questions de coordination entre ses différentes entités. Il étudie également les propositions d'amélioration émises par les Comités d'orientation et de coordination, et décide des priorités. Il assure enfin la coordination et le suivi de la mise en œuvre des politiques du Groupe.

Le Comité exécutif se réunit au moins quatre fois par an, dans une composition resserrée ou élargie en fonction des thèmes à traiter.

Au cours de l'année 2011, il s'est réuni le 1^{er} avril, le 20 juin, le 20 septembre et le 9 décembre et a débattu des principaux sujets suivants :

- formation des résultats consolidés ;
- ressources humaines ;
- développement du dispositif commercial à l'international ;
- communication interne et externe / bicentenaire du Groupe ;
- politique recherche et développement ;
- prix de l'innovation ;
- suivi des actions en matière de « Responsabilité Sociale d'Entreprise » ;
- redéfinition du rôle des différents organes de gouvernance ;
- mise en place d'un rapport sur le développement durable.

GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

Composition du Comité exécutif

- Daniel Brunelli-Brondeix**, 51 ans,
Directeur de la division opérationnelle Aluminium.
- Benoît Caratgé**, 58 ans,
Directeur de la division opérationnelle Acier / Verre.
- Jean-Marie Caroff**, 50 ans,
Directeur international du Groupe.
- Alain Cordonnier**, 51 ans,
Directeur de la division opérationnelle Ciment.
- Michel Dancette**, 58 ans,
Directeur Responsabilité Sociale d'Entreprise.
- Sylvain Dulude**, 49 ans,
Directeur Pays Amérique du Nord.
- Denis Hugelmann**, 54 ans,
Directeur de la division opérationnelle Automobile.
- Jean-Paul Sauteraud**, 60 ans,
Directeur juridique du Groupe.
- Michelle XY Shan**, 46 ans,
Directeur Pays Chine.
- Paule Viallon**, 46 ans,
Directeur des ressources humaines du Groupe.

LE DIRECTEUR PAYS

L'ensemble des sociétés du Groupe œuvrant dans un même Pays (ou Région) est placé, à l'intérieur d'une structure matricielle, sous l'autorité d'un Directeur Pays, qui :

- anime, le cas échéant, le Comité d'Orientation,
- est le correspondant privilégié des services fonctionnels de Fives et, à ce titre, coordonne le support apporté par ceux-ci aux filiales du Pays,
- veille à ce que les instructions et directives de Fives soient comprises et respectées,
- informe Fives des difficultés d'application de ses instructions et directives dues notamment aux particularismes locaux,
- relaie Fives dans le processus d'intégration des sociétés nouvellement acquises,
- gère la relation locale de Fives avec les parties prenantes locales et coordonne la relation des filiales du Pays avec celles-ci,
- est une force de proposition sur les synergies Pays.

LES COMITÉS D'ORIENTATION

Le Directoire a institué des Comités d'orientation par zone géographique dont la vocation première est d'être le creuset de la créativité du Groupe.

Ces Comités, rassemblant, par zone géographique, des directeurs généraux de filiales, ainsi que certains responsables des départements fonctionnels de Fives et/ou du pays concerné, créent de la transversalité régionale et assurent une proximité des organes de direction du Groupe avec les besoins opérationnels.

La composition des Comités d'orientation est fixée par le Président du Directoire en début d'année pour l'année à venir, en fonction des enjeux et priorités stratégiques.

Mise en œuvre dès 2012 sur les zones France, Amérique du Nord et Chine, l'organisation de tels comités s'étendra ultérieurement à d'autres pays, en accompagnement du développement du Groupe.

Les Comités d'orientation se réunissent trois à quatre fois par an.

LE COMITÉ DE COORDINATION

Le Directoire, souhaitant renforcer la transversalité fonctionnelle, a créé le Comité de coordination, composé de l'ensemble des Directeurs de départements fonctionnels de Fives, dont la vocation est :

- d'accompagner globalement les filiales du Groupe dans leur développement ;
- de relayer la communication informelle ;
- d'assurer la cohérence des politiques et mesures préconisées.

Le Comité de coordination se réunit deux à trois fois par an.

LE COMITÉ DES COMPTES

Le Comité des comptes, organe d'information du Conseil de surveillance, est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

Jacques Lefèvre, Président du Comité des comptes.

James Arnell, membre du Comité des comptes.

Fabrice Georget, membre du Comité des comptes.

Assistent également à ce Comité, le Président du Directoire, le Directeur financier, le Directeur du contrôle financier Groupe, le Directeur de la Consolidation, la Trésorière Groupe ainsi que les Commissaires aux comptes de la société.

Sa mission consiste principalement à :

- examiner et évaluer les documents financiers diffusés par Fives dans le cadre de l'arrêté de ses comptes sociaux et consolidés annuels et semestriels ;
- donner un avis au Conseil de surveillance sur les éventuelles modifications des principes et règles comptables mises en œuvre ;
- examiner les modalités d'exercice du contrôle interne et externe en rapport avec les comptes consolidés de la société.

Le Comité des comptes se réunit au moins deux fois par an. En 2011, il s'est réuni le 30 mars, le 17 juin et le 30 septembre.

LE COMITÉ DES NOMINATIONS ET DES RÉMUNÉRATIONS

Le Comité des nominations et des rémunérations est chargé de proposer au Conseil de surveillance la nomination des membres du Directoire, le renouvellement éventuel de ces derniers, ainsi que le montant de leur rémunération.

Il est composé des membres du Conseil de surveillance suivants :

James Arnell, Président du Comité des rémunérations.
Jacques Lefèvre, membre du Comité des rémunérations.

En 2011, le Comité des nominations et des rémunérations s'est réuni le 30 mars.

LE CONTRÔLE INTERNE

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans le Groupe ont pour objet :

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion ou de réalisation des opérations ainsi que les comportements des personnels s'inscrivent dans le cadre défini par les lois et les règlements applicables, les orientations données par les organes sociaux et les valeurs, normes et règles internes ;
- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux reflètent avec sincérité l'activité et la situation du Groupe.

Concernant la prévention et la maîtrise des risques résultant de l'activité ainsi que le comportement des personnels, l'organisation du groupe Fives est fondée sur :

- la qualité, l'implication et la responsabilisation des équipes de direction des sociétés du Groupe ;
- une coordination par pôle d'activité ;
- la mise en œuvre, dans le cadre d'un processus concerté entre les différentes sociétés du Groupe, d'un Manuel de directives et recommandations (qui a fait l'objet d'une refonte complète en 2010), constituant un instrument privilégié de maîtrise des risques et servant également d'assise aux limitations internes apportées par les Conseils d'administration des sociétés du Groupe aux pouvoirs de leurs Directeurs généraux et Directeurs généraux délégués (ou fonctions équivalentes).

En particulier, chaque offre engageante significative fait l'objet d'une revue approfondie dont l'objectif est d'éviter de prendre des risques susceptibles d'avoir un impact majeur sur l'équilibre financier du futur contrat ou de nature à affecter de manière négative l'activité ou l'image de la société dans un secteur industriel ou géographique déterminé.

De la même façon, chaque affaire en cours significative fait l'objet, au minimum une fois par trimestre, d'une revue détaillée impliquant les principaux dirigeants de chacune des sociétés du Groupe dans le but d'effectuer un diagnostic précis sur le déroulement de l'affaire et ses enjeux contractuels, techniques et financiers, et de prendre toute décision appropriée.

Concernant l'élaboration et le traitement de l'information comptable et financière, le contrôle interne s'articule autour des éléments suivants :

- la mise en place d'une filière professionnelle comptable et financière commune au groupe Fives développant l'expérience des personnels ;
- un référentiel, des méthodes comptables et des règles de consolidation homogènes ;
- un outil de consolidation et de gestion intégré et commun au Groupe, permettant de s'assurer de la concordance des données comptables et des informations de gestion.

LE CONTRÔLE EXTERNE

Les Commissaires aux comptes de la société sont :

- Ernst & Young et Autres, représenté par Marc Stoessel. Commissaire aux comptes titulaire, nommé le 27 juin 2012.
- Deloitte & Associés, représenté par Pascal Colin. Commissaire aux comptes titulaire, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- Auditex, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.
- Beas, Commissaire aux comptes suppléant, renouvelé dans ses fonctions le 27 juin 2012.

Leurs mandats viendront à expiration à l'issue de l'Assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

Dans le cadre de leur mission légale, les Commissaires aux comptes effectuent une revue limitée des comptes consolidés semestriels et un audit complet des comptes individuels et consolidés annuels. Les comptes individuels et les comptes consolidés de la société ont fait l'objet, jusqu'à présent, de certifications sans réserve.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS ET JURIDIQUES

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS

Capital social

Le capital social de Fives s'élève au 31 décembre 2011 à 102 723 764 €. Il est divisé en 2 185 612 actions de 47 € de nominal chacune, entièrement libérées.

Ces actions sont nominatives.

Il n'existe aucun autre titre donnant accès au capital.

Évolution du capital social

Le capital social a fait l'objet d'une augmentation le 15 décembre 2011 d'un montant de 78 682 032 € par élévation de la valeur nominale de 36 € et a ainsi été porté de 24 041 732 € à 102 723 764 €.

Actionnariat

Le principal actionnaire de Fives au 31 décembre 2011 est la société FL Investco. Sa participation dans le capital social s'élève à 99,99 %.

Plan d'options d'achat d'actions

Il n'existe pas, au 31 décembre 2011, de plan d'options d'achat d'actions qui aurait été mis en place par la société.

Dividendes / Distribution de réserves

L'Assemblée générale mixte du 23 juin 2009 a décidé de distribuer aux actionnaires, à titre de dividendes, un montant total de 19 998 349,80 €, soit 9,15 € par action. Il n'a été versé aucun dividende au cours de l'exercice 2010. L'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2011 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 98 352 540 €, soit 45 € par action.

Ce montant a été mis en paiement le 15 décembre par inscription en compte courant à hauteur de 78 682 032 €, et le 16 décembre par versement du solde, soit 19 670 508 €. Ce compte courant a été intégralement soldé par compensation de créances dans le cadre de la libération de l'augmentation de capital intervenue le 15 décembre 2011.

RENSEIGNEMENTS JURIDIQUES

Dénomination et siège social

Fives, 27-29 rue de Provence, 75009 Paris

Forme juridique

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance depuis le 13 septembre 2001.

Durée

La durée de la société est fixée jusqu'au 1^{er} janvier 2039, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Registre du commerce

542 023 841 RCS Paris.

Exercice social

Du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Objet social (résumé de l'article 3 des statuts)

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger toutes activités d'ingénierie dans les domaines liés à la production et l'utilisation de l'énergie, la liquéfaction des gaz, la production de l'aluminium, du ciment, du verre, de l'acier et du sucre, l'industrie automobile et la logistique et, dans ce cadre, toutes activités concernant l'étude, la mise au point et la réalisation de projets de toute nature sous forme de prestations de services, de bureau d'études et d'ingénieur conseil ainsi que la conception, la mise au point, l'acquisition de tous droits de propriété, de tous procédés et de tous moyens de fabrication industriels, la conclusion de toutes licences ou de tous accords relatifs à ces biens.

Répartition statutaire des bénéfices

(résumé de l'article 23 des statuts)

L'Assemblée générale a la faculté d'accorder à chaque actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dans les conditions légales et réglementaires.

La mise en paiement des dividendes ou d'acomptes sur dividendes s'effectue selon les modalités prévues par la loi.

Conditions de tenue des Assemblées générales

(résumé des articles 18, 19 et 21 des statuts)

Les Assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi et présidées par le Président du Conseil de surveillance ou, en cas d'empêchement, par celui de ses membres que le Conseil aura désigné à cet effet. L'ordre du jour est arrêté conformément aux dispositions légales. Les Assemblées générales délibèrent et décident valablement dans les conditions de quorum et de majorité prévues par la loi. Le droit de vote est exercé par les usufruitiers dans les Assemblées ordinaires et par les nuspropriétaires dans les Assemblées extraordinaires. Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions prévues par la loi.

Les délibérations des Assemblées, prises conformément aux statuts, obligent tous les actionnaires sans exception. Elles sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau et établis sur un registre spécial coté et paraphé conformément à la loi, tenu au siège social.

Documents juridiques

Les documents juridiques relatifs à la société et en particulier les statuts, procès-verbaux d'Assemblées générales et rapports des Commissaires aux comptes peuvent être consultés par les actionnaires au siège social.

INDICATEURS EXTRA FINANCIERS

En complément de sa performance économique, Fives renforce année après année de manière volontaire le suivi de sa performance extra financière. Indicateurs innovation, données sociales, santé sécurité et environnement ainsi qu'une série d'indicateurs sur le déploiement des programmes, en particulier en matière d'éthique, sont détaillés ci-dessous et dans les pages suivantes.

Ces données complètent les informations transmises dans le corps du rapport d'activité et de développement durable.

1. INDICATEURS INNOVATION

	2009	2010	2011
Dépenses de R&D en millions d'euros	18,4	19,8	21,2
Nature des dépenses de R&D			
Coûts des brevets et marques	10 %	9 %	7 %
Standards et formalisation du savoir-faire	16 %	14 %	15 %
Amélioration continue des produits	36 %	39 %	41 %
Développement de nouveaux produits et procédés	27 %	27 %	29 %
Activités de recherche et innovation radicale	11 %	11 %	8 %
Brevets et marques			
Nombre de brevets déposés en vigueur	1 343	1 476	1 599
Nombre de familles de brevets en vigueur	308	336	347
Nombre de premiers brevets déposés	34	34	21
dont % de brevets liés à la performance énergétique et environnementale des équipements	53 %	53 %	57 %
Nombre de marques «produits» déposées	70	86	97

	2009	2010	2011	France	Amériques	Europe hors Fr.	Asie
Nombre de centres de recherche et d'essais	16	16	16	10	3	2	1

Données relatives au périmètre des sociétés consolidées du Groupe.

La progression de l'effort en Recherche et Développement du Groupe se poursuit pour atteindre 21 millions d'euros en 2011, avec un renforcement notable des dépenses consacrées à l'amélioration continue et au développement de nouveaux produits (de 66 % des dépenses en 2010 à 70 % en 2011). Conformément à la stratégie R&D du Groupe, le pourcentage de brevets lié à la performance énergétique et environnementale des équipements continue de croître pour représenter en 2011 près de 60 % des premiers brevets déposés.

INDICATEURS EXTRA FINANCIERS

2. INDICATEURS SOCIAUX

	2009	2010	2011	France	Amériques	Europe (hors France)	Asie
Effectifs	5 514	5 639	6 108	3 519	1 078	912	599
Pourcentage d'hommes	85 %	84 %	84 %	84 %	86 %	85 %	78 %
Pourcentage de femmes	15 %	16 %	16 %	16 %	14 %	15 %	22 %
Pourcentage d'ingénieurs chez les femmes	28 %	28 %	30 %	43 %	12 %	12 %	16 %
Effectifs par catégories socioprofessionnelles							
Ingénieurs ou cadres	37 %	38 %	38 %	42 %	32 %	27 %	38 %
Techniciens, dessinateurs ou agents de maîtrise	26 %	26 %	25 %	27 %	15 %	28 %	28 %
Employés	15 %	14 %	14 %	10 %	18 %	22 %	18 %
Ouvriers	22 %	22 %	23 %	21 %	35 %	23 %	16 %
Effectifs par tranche d'âge							
Moins de 30 ans	15 %	15 %	16 %	16 %	11 %	13 %	28 %
De 30 à 39 ans	22 %	23 %	23 %	26 %	12 %	18 %	35 %
De 40 à 49 ans	28 %	27 %	26 %	26 %	25 %	29 %	24 %
De 50 à 59 ans	29 %	29 %	28 %	28 %	38 %	33 %	9 %
60 ans et plus	6 %	6 %	6 %	4 %	14 %	7 %	4 %
Effectifs par ancienneté							
Moins de 5 ans	38 %	35 %	40 %	39 %	38 %	33 %	61 %
De 6 à 10 ans	16 %	19 %	18 %	21 %	12 %	16 %	18 %
De 11 à 20 ans	20 %	19 %	17 %	17 %	17 %	22 %	15 %
De 21 à 30 ans	13 %	14 %	12 %	11 %	15 %	20 %	4 %
31 ans et plus	13 %	13 %	12 %	12 %	19 %	9 %	3 %
Effectifs par zone géographique							
			2009	2010		2011	
Amériques			16 %	17 %		17 %	
France			62 %	59 %		58 %	
Europe (hors France)			15 %	15 %		15 %	
Asie			7 %	9 %		10 %	
Évolution des effectifs							
Nombre de recrutements (tous types de contrats)			544	843		1231	
Gestion des compétences et de la mobilité							
Proportion des effectifs ayant régulièrement un entretien d'évaluation			50 %	63 %		59 %	
Nombre de personnes reçues en « accélérateur de carrière »*			72	88		84	
Proportion des effectifs passés en Comité de gestion de carrière « Cèdre »			30 %	40 %		35 %	
Proportion des filiales françaises en cours de déploiement de la GPEC			ND	ND		80 %	
% de l'effectif français pour lequel la GPEC est déployée			ND	ND		75 %	
Proportion des effectifs ayant suivi une formation			57 %	59 %		60 %	

Données relatives au périmètre des sociétés consolidées du Groupe.

* « L'accélérateur de carrière » : organisées à l'initiative du Département ressources humaines Groupe ou du collaborateur lui-même, ces rencontres permettent aux salariés de manifester leur souhait d'évolution directement auprès du Groupe.

La très bonne performance de Fives en 2011 s'est accompagnée d'une accélération du rythme des recrutements dans le Groupe, avec 1 231 embauches dans l'année. Cela a contribué à l'évolution de la structure par ancienneté du Groupe : 40 % des effectifs ont moins de 5 ans d'ancienneté. Cette proportion est de 61 % en Asie du fait de la création en 2009 d'une implantation industrielle et de la progression des effectifs dans les autres filiales, sans oublier le fait que le marché du travail très compétitif en Chine amène un fort turnover des effectifs.

Pour faire face à ces différents contextes et renforcer l'attractivité du Groupe, le Département ressources humaines Groupe continue de déployer ses programmes transversaux, tels que "l'accélérateur de carrière" et la formation qui visent à identifier et retenir les collaborateurs à potentiel.

Concernant la politique diversité du Groupe, si la proportion globale de femmes est restée stable à 16 % des effectifs, la part d'ingénieurs et cadres parmi les femmes a, elle, progressé pour atteindre 30 %. En France, en particulier, 43 % des femmes occupent des postes d'ingénieurs ou cadres.

PRÉLIMINAIRE AUX DONNÉES PAR SITE ET AUX STATISTIQUES SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT

Le reporting Santé Sécurité Environnement couvre 99 % des effectifs du Groupe : il prend en compte l'ensemble des sites ayant un effectif supérieur à 10 en milieu d'année 2011, ainsi que la totalité des sites ayant une activité industrielle.

RÉPARTITION DES SITES	2009	2010	2011	France	Amériques	Europe hors Fr.	Asie
Nombre de filiales dans le périmètre RSE	44	44	50	19	7	14	10
Nombre total de sites	68	69	75	37	10	15	13
Sites industriels (*)	22	22	23	11	7	4	1
Sites de bureaux	21	21	23	9	2	5	7
Sites mixtes (**), agences et centres d'essai	25	26	29	17	1	6	5

(*) Site avec une activité majoritairement industrielle

(**) Site combinant une activité de bureau et une activité industrielle ou d'essais.

3. SYSTÈMES DE MANAGEMENT

	2009	2010	2011	France	Amériques	Europe (hors France)	Asie
Certification Qualité (ISO 9001)							
Nombre de sites certifiés	45	47	48	29	6	10	3
Nombre de sites en cours de certification	3	1	2	0	0	0	2
Certification Environnement (ISO 14001)							
Nombre de sites certifiés	12	14	15	7	3	3	2
Nombre de sites en cours de certification	4	5	4	1	2	0	1
% de sites industriels certifiés	36 %	41 %	43 %	45 %	29 %	75 %	0 %
Certification Sécurité (différents référentiels)							
Nombre de sites certifiés	14	16	19	15	0	1	3
Nombre de sites en cours de certification	3	6	3	1	1	1	0
% de sites industriels certifiés sécurité	0 %	0 %	13 %	18 %	0 %	25 %	0 %
Ressources Santé Sécurité Environnement (SSE)							
Nombre d'ETP* Santé sécurité et environnement dans le Groupe		ND	46,6	31,3	5,1	7,5	2,7
Nombre de correspondants SSE dans le Groupe		40	45				
Nombre d'auditeurs SSE Groupe		8	10				
Nombre d'audits SSE Groupe réalisés		15	17				

*ETP : équivalent temps plein

INDICATEURS EXTRA FINANCIERS

L'année 2011 a été marquée par les premières triples certifications Qualité Sécurité Environnement du Groupe pour trois sociétés (une en Italie et deux en France).

L'évolution observée au niveau du nombre de sites certifiés ISO 14001 confirme l'engagement du Groupe en matière de performance environnementale. Des objectifs de certification ISO 14001 d'ici à 2014 ont été fixés, début 2012, pour toutes les filiales ayant un site industriel : l'augmentation du nombre de sites certifiés va donc s'accélérer au cours des prochaines années.

D'une manière générale, les systèmes de management continuent de se renforcer, et les ressources affectées à la SSE deviennent de plus en plus des ressources dédiées et pérennes. Cette consolidation du réseau SSE a également permis de renforcer les échanges de bonnes pratiques et les retours d'expérience inter-pôles d'activités.

4. INDICATEURS SÉCURITÉ

	2009	2010	2011
Taux de fréquence (Nombre d'Accidents du Travail avec arrêt (≥1j) X 1 000 000 / Nombre d'heures travaillées)	11,54	8,61	7,57
Taux de gravité (Nombre de journées avec arrêt suite à accident (≥1j) X 1 000 / Nombre d'heures travaillées)	0,318	0,208	0,165

Le programme Santé Sécurité Groupe s'est concentré en 2011 sur des actions terrain via l'organisation d'audits croisés ateliers et chantiers, et l'analyse systématique des accidents de travail avec arrêt survenus dans les filiales.

La dynamique de baisse du taux de fréquence et du taux de gravité du Groupe initiée en 2010 se poursuit en 2011 malgré un léger tassement des performances au cours du second semestre 2011. Ces bons résultats sont le fruit des actions mises en œuvre par les sociétés du Groupe pour améliorer leur propre management de la SSE, la culture d'entreprise, la sensibilisation de l'ensemble des acteurs, l'organisation des ateliers et des chantiers et les relations avec les partenaires, clients et sous-traitants.

5. INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX

	2009	2010	2011	France	Amériques	Europe (hors France)	Asie
Consommations d'énergie							
Électricité en GWh	ND	46,2	50,6	21,9	17,9	6,3	4,4
Gaz naturel et fioul en GWh	ND	63,0	58,5	23,2	29,9	5,0	0,5
Total énergie en GWh	ND	109,2	109,1	45,1	47,8	11,2	4,9
Coûts de l'énergie							
Électricité en k€	ND	3 328	3 820	1 901	845	655	419
Gaz naturel et fioul en k€	ND	2 154	1 960	1 052	563	313	33
Total énergie en k€	ND	5 482	5 780	2 953	1 408	968	452
Coûts et consommations d'eau							
Consommation d'eau (sites industriels) en m ³	ND	ND	94 756				
Coût de la consommation d'eau (sites industriels) en k€	ND	ND	141				

L'année 2011 a été marquée par une augmentation importante de la production et du chiffre d'affaires, mais la consommation totale d'énergie du Groupe est malgré tout restée stable.

Cela témoigne des efforts entrepris par les filiales en matière d'amélioration de l'efficacité énergétique de leurs installations. La douceur du climat en 2011 en Europe est également à prendre en compte. La facture d'énergie du Groupe s'est cependant alourdie, notamment en raison de la hausse des coûts de l'électricité.

Après une première année de suivi des consommations d'eau des sites industriels en 2010, un travail de fiabilisation de ces données a été mené sur 2011. Cet effort a permis d'aboutir à la consolidation de la consommation d'eau totale des sites industriels du Groupe.

6. INDICATEURS ÉTHIQUE

	2009	2010	2011
Nombre de langues de traduction du Code de conduite	2	2	12
Pourcentage de sociétés où le Code de conduite a été diffusé	82 %	75 %	90 %
Pourcentage des effectifs représentés par ces filiales	82 %	77 %	93 %

Le Code de conduite a été refondu fin 2010 et déployé à l'international début 2011. Courant 2011, la mise en conformité du Groupe avec l'évolution de la réglementation anglaise (UK Bribery Act) a été l'occasion de tester un dispositif de formation en complément de la diffusion directe du Code par les filiales du Groupe à leurs salariés.

7. INDICATEURS RSE

	2009	2010	2011
Nombre de filiales ayant lancé un plan d'actions RSE local	ND	1	6
% des effectifs représentés par ces filiales	ND	2 %	25 %

Au-delà des actions transversales initiées par le Groupe et des initiatives de chaque filiale, la Direction RSE accompagne, depuis 2011, chaque Comité de direction dans la mise en place d'un plan d'actions RSE. Les thèmes prioritaires issus de cette démarche sont intégrés aux plans d'amélioration continue des filiales.

SOMMAIRE COMPTES CONSOLIDÉS

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS	34	4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	49
ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL	35	4.1. Évolution du périmètre de consolidation en 2011	49
BILANS CONSOLIDÉS	36	4.2. Évolution du périmètre de consolidation en 2010	49
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS	38	5. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	39	(en milliers d'euros)	50
NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS	40	5.1. Information par secteur opérationnel	50
1. PRINCIPES GÉNÉRAUX	40	5.2. Chiffre d'affaires	51
2. PRINCIPES COMPTABLES	40	5.3. Charges de personnel et effectifs	52
2.1. Déclaration de conformité	40	5.4. Frais de recherche et développement	52
2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés	41	5.5. Autres produits et charges opérationnels	53
2.3. Présentation des états financiers	41	5.6. Dotations aux amortissements incluses	
2.4. Méthodes de consolidation	41	dans le résultat opérationnel courant	53
2.5. Changements de méthodes comptables	41	5.7. Pertes de valeur relatives aux immobilisations	
2.6. Jugements et estimations significatifs	41	corporelles et incorporelles	53
2.7. Transactions en devises étrangères	42	5.8. Résultat financier	53
2.8. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro	42	5.9. Charge d'impôt	54
2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition	43	5.10. Écarts d'acquisition	55
2.10. Frais de recherche et développement	43	5.11. Immobilisations incorporelles	56
2.11. Autres immobilisations incorporelles	43	5.12. Immobilisations corporelles	57
2.12. Immobilisations corporelles	44	5.13. Actifs financiers courants et non courants	58
2.13. Contrats de location-financement	44	5.14. Stocks et travaux en cours	59
2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition,		5.15. Contrats de construction	59
immobilisations incorporelles ou corporelles	44	5.16. Créances clients	60
2.15. Actifs et passifs financiers	45	5.17. Autres actifs courants	60
2.16. Reconnaissance du chiffre d'affaires	46	5.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie	61
2.17. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction)	47	5.19. Tableau des flux de trésorerie	61
2.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie	47	5.20. Capitaux propres et intérêts minoritaires	62
2.19. Provisions	47	5.21. Résultat net par action	63
2.20. Engagements en matière de retraite	47	5.22. Provisions courantes et non courantes	63
2.21. Provision pour médailles du travail	47	5.23. Passifs financiers courants et non courants	67
2.22. Impôts sur les résultats	47	5.24. Autres passifs courants et non courants	69
2.23. Résultat net par action	48	5.25. Contrats de location	69
3. FAITS MARQUANTS DES EXERCICES 2010 ET 2011	48	5.26. Gestion des risques financiers	70
		5.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories	74
		5.28. Engagements hors bilan	74
		5.29. Parties liées	75
		5.30. Honoraires des commissaires aux comptes	75
		5.31. Événements postérieurs à la clôture	75
		5.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2011	76

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2011	2010
Chiffre d'affaires	5.2	1 268 312	1 049 257
Coût des ventes		(988 045)	(806 737)
Marge brute		280 267	242 520
Frais commerciaux		(65 205)	(63 703)
Frais administratifs		(111 000)	(100 311)
Frais de recherche et développement	5.4	(19 240)	(17 994)
Participation et intéressement des salariés		(4 105)	(3 337)
Autres produits et charges opérationnels	5.5	456	13 287
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	5.6	(4 945)	(2 182)
Résultat opérationnel courant		76 228	68 280
Coûts de restructuration		(723)	(3 814)
Pertes de valeur	5.7	(846)	(396)
Résultat de cessions et frais d'acquisition		330	(341)
Résultat opérationnel		74 989	63 729
Coût de l'endettement financier net	5.8	(560)	(1 451)
Autres produits et charges financiers	5.8	(29)	5 511
Résultat financier		(589)	4 060
Résultat avant impôt		74 400	67 789
Charge d'impôt	5.9	(33 413)	(24 775)
Résultat net de l'ensemble consolidé		40 987	43 014
Part du groupe Fives		40 419	42 512
Part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		568	502
Résultat net par action (en euros)	5.21	18,49	19,45

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

En milliers d'euros	2011	2010
Résultat net de l'ensemble consolidé	40 987	43 014
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	272	(38)
Variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente transférée en résultat		
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	18	156
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture transférée en résultat		
Gains et pertes actuariels	(6 785)	529
Variation des écarts de conversion	4 110	7 592
Effets d'impôt sur les autres éléments du résultat global	1 422	(444)
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôts	(963)	7 795
Résultat global	40 024	50 809
Attribuable :		
- Groupe	39 449	50 301
- Participations ne donnant pas le contrôle	575	508
Impôt sur la variation de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(97)	15
Impôt sur la variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	(6)	(52)
Impôt sur gains et pertes actuariels	1 525	(407)
Total	1 422	(444)

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

BILANS CONSOLIDÉS

Actif

En milliers d'euros	Notes	31.12.11	31.12.10
Écarts d'acquisition	5.10	122 352	117 970
Immobilisations incorporelles	5.11	33 334	37 547
Immobilisations corporelles	5.12	108 293	105 239
Actifs financiers non courants	5.13	9 734	7 996
Impôts différés actifs	5.9	18 941	15 133
Actifs non courants		292 654	283 885
Stocks et travaux en cours	5.14	143 714	102 481
Contrats de construction - montants à l'actif	5.15	142 481	115 222
Créances clients	5.16	184 733	132 021
Autres actifs courants	5.17	72 451	52 018
Actifs financiers courants	5.13	20 460	8 038
Actifs d'impôts courants		3 909	8 374
Trésorerie et équivalents de trésorerie	5.18	240 358	215 132
Actifs courants		808 106	633 286
Total actif		1 100 760	917 171

Passifs et capitaux propres

En milliers d'euros	Notes	31.12.11	31.12.10
Capital social		102 724	24 042
Primes et réserves consolidées		90 936	150 363
Écarts de conversion		10 717	6 240
Résultat net part du Groupe		40 419	42 512
Capitaux propres - Part du Groupe		244 796	223 157
Intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle		848	2 175
Capitaux propres	5.20	245 644	225 332
Provisions non courantes	5.22	43 426	38 951
Passifs financiers non courants	5.23	41 398	69 481
Autres passifs non courants	5.24	1 331	1 363
Impôts différés passifs	5.9	4 523	3 147
Passifs non courants		90 678	112 942
Provisions courantes	5.22	90 383	95 282
Passifs financiers courants	5.23	45 292	37 804
Contrat de construction - montants au passif	5.15	202 178	113 792
Fournisseurs et comptes rattachés		212 809	173 125
Dettes d'impôts courants		14 207	5 560
Autres passifs courants	5.24	199 570	153 334
Passifs courants		764 439	578 897
Total passifs et capitaux propres		1 100 760	917 171

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

En milliers d'euros	Notes	2011	2010
Trésorerie à l'ouverture		214 031	229 813
Résultat net total des sociétés consolidées		40 987	43 014
Élimination de la variation des provisions non courantes		(2 310)	(17 715)
Élimination des amortissements et dépréciations sur immobilisations		20 998	17 100
Élimination des plus ou moins values de cession		(1 019)	(650)
Autres produits et charges sans incidence sur la trésorerie		1 406	5
Élimination de la charge/(produit) d'impôt		33 413	24 775
Élimination du coût de l'endettement financier net		560	1 451
Capacité d'autofinancement		94 035	67 980
Variation du BFR lié à l'activité		29 477	(17 460)
Impôts sur les sociétés payés	5.19	(21 262)	(15 487)
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		102 250	35 033
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles		(19 025)	(11 656)
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 156	89
Variation des actifs financiers		(15 182)	(51)
Incidence des variations de périmètre		(1 062)	(11 628)
Flux de trésorerie sur opérations d'investissements		(34 113)	(23 246)
Augmentations (réductions) de capital		(19 670)	
Dividendes versés par la société mère		(380)	(1 116)
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		98	
Subventions reçues		(22 970)	(25 838)
Variation des dettes financières		(826)	(1 495)
Intérêts financiers nets			
Flux de trésorerie sur opérations de financement		(43 748)	(28 449)
Incidence de la variation des cours de change		818	880
Variation de trésorerie		25 207	(15 782)
Trésorerie à la clôture	5.19	239 238	214 031

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers d'euros	Capital	Réserves et résultat consolidés	Écart actuariel sur pensions	Écarts de conversion	Instruments de couverture	Juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente	Capitaux propres part du Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Capitaux propres
Capitaux propres au 1^{er} janvier 2010	24 042	155 387	(5 859)	(1 316)	(116)	(95)	172 043	2 783	174 826
Résultat net de la période		42 512					42 512	502	43 014
Autres éléments du résultat global			936	7 586	104	(23)	8 603	6	8 609
Résultat net et autres éléments du résultat global		42 512	936	7 586	104	(23)	51 115	508	51 623
Distribution de dividendes								(1 116)	(1 116)
Autres variations									
Capitaux propres au 31.12.2010	24 042	197 899	(4 923)	6 270	(12)	(118)	223 158	2 175	225 333
Résultat net de la période		40 419					40 419	568	40 987
Autres éléments du résultat global			(5 281)	4 124	12	175	(970)	7	(963)
Résultat net et autres éléments du résultat global		40 419	(5 281)	4 124	12	175	39 449	575	40 024
Distribution de dividendes		(98 352)					(98 352)	(380)	(98 732)
Augmentation de capital	78 682						78 682		78 682
Autres variations		1 537		322			1 859	(1 522)	337
Capitaux propres au 31.12.2011	102 724	141 503	(10 204)	10 716		57	244 796	848	245 644

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Fives (la « Société ») est une société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Le siège social est situé au 27-29 rue de Provence, 75009 Paris (France).

Les sociétés du groupe Fives ont pour métier de concevoir et réaliser des équipements de procédés, des lignes de production et des usines clés en main pour les plus grands acteurs industriels, partout dans le monde. La spécificité du Groupe réside dans sa maîtrise de technologies propriétaires et dans son savoir-faire en matière d'ingénierie et de gestion de projets complexes.

Les comptes consolidés de la Société comprennent les comptes des sociétés contrôlées de manière exclusive, directement ou indirectement, par la Société, consolidés par intégration globale, ainsi que les comptes des sociétés contrôlées conjointement (coentreprises) consolidés par intégration proportionnelle. L'ensemble économique est désigné comme le « Groupe ».

Ces comptes ont été établis dans le référentiel IFRS, sous la responsabilité du Directoire qui les a arrêtés le 26 mars 2012. Ils ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale qui aura lieu le 27 juin 2012.

Pour l'exercice 2010, les comptes consolidés officiels ont été arrêtés dans le référentiel français par le Directoire le 28 mars 2011 et présentés au Conseil de surveillance le 30 mars 2011. En complément, Fives a établi des comptes consolidés aux normes IFRS qui ont été arrêtés le 26 septembre 2011. En annexe de ces comptes figure le rapprochement entre les comptes IFRS et les comptes aux normes françaises.

Les principales méthodes comptables appliquées lors de la préparation des états financiers consolidés sont décrites ci-après.

2. PRINCIPES COMPTABLES

2.1. Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de Fives pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont été établis conformément aux normes internationales telles que publiées par l'IASB et approuvées par l'Union Européenne au 31 décembre 2011. Ces normes internationales comprennent les normes IAS (International Accounting Standards), IFRS (International Financial

Reporting Standards) et les interprétations (SIC et IFRIC).

Les méthodes comptables et règles d'évaluation appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2011 sont identiques à celles utilisées dans les états financiers au 31 décembre 2010 pour le référentiel IFRS, à l'exception des normes adoptées par l'Union Européenne et dont l'application est obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2011.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée, dans les états financiers consolidés au 31 décembre 2011, des normes et interprétations dont l'application n'est pas encore obligatoire.

L'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes, d'application obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2011, n'a pas eu d'incidence significative sur la situation financière et sur la performance du Groupe :

- IAS 24 (amendement) : informations relatives aux parties liées. Cet amendement clarifie la définition d'une partie liée.
- IAS 32 (amendement) : instruments financiers : présentation. Classement de certains droits en capitaux propres.
- IFRIC 14 (amendement) : paiements d'avance d'exigences de financement minimal.
- IFRS 3 : « Regroupement d'entreprises ».
 - Dispositions transitoires pour une contrepartie éventuelle d'un regroupement d'entreprises intervenu avant la date d'entrée en vigueur révisée de la norme.
 - Évaluation d'intérêts ne conférant pas le contrôle.
 - Non remplacement et remplacement volontaire de droits acquis à un paiement fondé sur des actions.
- IFRS 7 : « Instruments financiers : informations à fournir ». Clarifications des informations à fournir.
- IAS 1 : « Présentation des états financiers ». Clarifications apportées à l'état de variation des capitaux propres.
- IAS 27 : « États financiers consolidés et individuels ». Dispositions transitoires des amendements apportés à IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères », à IAS 28 « Participations dans des entreprises associées » et à IAS 31 « Participations dans des coentreprises » suite à la révision d'IAS 27.
- IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Opérations et événements significatifs.
- Interprétation IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres ».
- Amendements « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » à IFRIC 14.

En outre, le Groupe a décidé de ne pas appliquer par anticipation les textes suivants qui devraient faire l'objet d'une approbation par l'Union européenne au plus tôt en 2012 :

- IFRS 9 et compléments « Instruments financiers » (phase 1 : classification et évaluation des actifs et passifs financiers) applicable au 1^{er} janvier 2013.

- IFRS 10 « États financiers consolidés » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 12 : « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 11 : « Partenariats » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- IAS 27 R : « États financiers individuels » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- IAS 28 R : « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- IFRS 13 : « Évaluation à la juste valeur » applicable au 1^{er} janvier 2013.
- Amendements IAS 1 « Présentation des postes des autres éléments du résultat global (OCI) », pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012, soit pour Fives le 1^{er} janvier 2013.
- Amendements à IAS 19 « Avantages au personnel », pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, soit pour Fives le 1^{er} janvier 2013.

Le référentiel intégral des normes adoptées au sein de l'Union Européenne peut être consulté sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm#adopted-commission.

2.2. Bases de préparation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés du Groupe sont préparés sur la base du coût historique à l'exception des actifs et passifs suivants qui sont enregistrés à leur juste valeur :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction ;
- les actifs financiers disponibles à la vente ;
- les instruments financiers dérivés.

2.3. Présentation des états financiers

En application de la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers », les bilans consolidés sont présentés en distinguant les éléments courants et non courants. En général, les actifs et passifs liés au cycle d'exploitation et ceux ayant une maturité de moins de douze mois à la date de clôture sont classés en courant, les autres actifs et passifs étant classés en non courant.

2.4. Méthodes de consolidation

Les filiales sont les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif. Elles sont consolidées par la méthode de l'intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Il y a présomption de contrôle exclusif lorsque la détention des droits de vote, directe et indirecte, est supérieure à 50 %. Pour apprécier le

contrôle, les droits de vote potentiels exerçables à la date de clôture, y compris par une autre partie, sont pris en considération.

Les coentreprises sont les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint. Elles sont consolidées par la méthode de l'intégration proportionnelle, en fonction du pourcentage d'intérêt du Groupe. Le contrôle conjoint est le partage, en vertu d'un accord contractuel, du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financières et opérationnelles résultent de leur consentement unanime.

Les entreprises associées désignent les entités dans lesquelles le Groupe exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle exclusif ou conjoint. L'influence notable est présumée lorsque la participation du Groupe est supérieure ou égale à 20 %. Les entreprises associées sont consolidées par la méthode de la mise en équivalence. Les participations dans les entreprises associées sont inscrites au bilan à leur coût historique corrigé de la quote-part de situation nette générée après l'acquisition, diminué des pertes de valeur. Le cas échéant, la quote-part de résultat de la période est présentée dans la ligne « Quote-part de résultat net des entreprises associées » du compte de résultat.

Les sociétés sont consolidées sur la base de leurs comptes individuels clôturés au 31 décembre et mis en accord, le cas échéant, avec les principes comptables retenus par le Groupe. Les incidences des transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées.

La liste des filiales, coentreprises et entreprises associées est présentée en note 5.32.

2.5. Changements de méthodes comptables

Les méthodes comptables adoptées sont identiques pour les périodes présentées.

2.6. Jugements et estimations significatifs

Lors de l'établissement des états financiers, la direction du Groupe ainsi que l'ensemble du management sont amenés à exercer leur jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains éléments des états financiers, ce qui inclut des probabilités concernant la réalisation d'événements futurs.

Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations et retours d'expérience ainsi qu'à d'autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques, afin de procéder à des ajustements d'hypothèses si nécessaire. Les effets des modifications sont immédiatement comptabilisés.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

En fonction de l'évolution des hypothèses considérées ou de conditions économiques différant de celles existant à la date de clôture, les éléments figurant dans les futurs états financiers du Groupe pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales hypothèses relatives à des événements futurs, et autres sources d'incertitude liées au recours à des estimations à la date de clôture, dont les changements au cours d'un exercice pourraient entraîner un risque significatif de modification matérielle des valeurs nettes comptables d'actifs et de passifs, sont présentées ci-dessous.

Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats de construction et de services à long terme et provisions y afférentes

Le chiffre d'affaires et la marge brute des contrats de construction et contrats de services à long terme sont comptabilisés en fonction de l'avancement des coûts. Si la revue du projet laisse apparaître une marge brute négative, la perte relative aux travaux non encore exécutés est immédiatement constatée.

Le chiffre d'affaires et la marge sont ainsi comptabilisés à partir d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement du contrat.

Le montant total des produits et des charges attendus au titre d'un contrat traduit la meilleure estimation par le management des avantages et obligations futurs attendus pour ce contrat.

Estimation des provisions sur litiges

Le Groupe identifie et analyse régulièrement les litiges en cours et, le cas échéant, évalue les provisions sur la base de la meilleure estimation à la date de clôture de la sortie de ressources requise pour éteindre l'obligation. Ces estimations prennent en considération l'information disponible et l'éventail des résultats possibles.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les écarts d'acquisition et les autres actifs incorporels à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an et à toute autre occasion dès lors qu'existe un indice de perte de valeur. Les autres actifs non financiers font l'objet d'un test de dépréciation lorsque des indices mettent en évidence la possibilité que la valeur comptable de l'actif excède sa valeur recouvrable.

Dans le cadre des calculs de valeur d'utilité, le management doit procéder à une estimation des flux de trésorerie futurs que l'entité s'attend à obtenir de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie, et retenir un taux d'actualisation adéquat pour calculer la valeur actuelle de ces flux de trésorerie futurs.

Les principales hypothèses retenues par le Groupe sont décrites en note 2.14 « Tests de valeur sur écarts d'acquisition et autres actifs non financiers ».

Impôts différés actifs

Les actifs d'impôt différé au titre des pertes fiscales reportables sont reconnus dans la limite de la somme des deux éléments suivants: (i) le montant net d'impôt différé passif au titre des différences temporaires et (ii) la probabilité de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. La détermination du montant des impôts différés actifs pouvant être reconnus nécessite que le management fasse des estimations sur le montant et le degré de probabilité des bénéfices imposables futurs.

Avantages au personnel

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé sur la base d'évaluations actuarielles. Ces évaluations reposent sur des hypothèses en matière de taux d'actualisation, taux d'augmentation des salaires, taux de mortalité et d'augmentation des pensions. En raison du caractère long terme de ces plans, l'incertitude liée à ces estimations est significative.

2.7. Transactions en devises étrangères

Les transactions libellées en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Conformément à la norme IAS 21 « Effet des variations des cours des monnaies étrangères », les éléments monétaires sont convertis au cours de clôture à chaque arrêté comptable. Les écarts de conversion correspondants sont inscrits en résultat financier.

2.8. Conversion des comptes des sociétés hors zone euro

Les états financiers du Groupe sont présentés en euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère. Toutes les données financières sont arrondies au millier d'euros le plus proche.

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Dans la majorité des cas, la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale.

Cependant, dans certaines entités, une monnaie fonctionnelle différente de la monnaie locale peut être retenue dès lors qu'elle reflète la devise des principales transactions.

Les états financiers des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro sont convertis en euros de la façon suivante:

- les bilans sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date de clôture ;
- les comptes de résultat et les flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen de la période ;
- les écarts résultant de ces conversions sont portés en capitaux propres dans la rubrique « Écarts de conversion ».

2.9. Regroupements d'entreprises et écarts d'acquisition

Conformément à la norme IFRS3, les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité sur laquelle le Groupe acquiert un contrôle exclusif :

- les actifs identifiables acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur à la date de prise de contrôle ;
- les participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires) sont évaluées, soit à leur juste valeur (goodwill complet), soit à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entreprise acquise (goodwill partiel).

Cette option est offerte transaction par transaction.

À la date de première consolidation, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ;
- la quote-part dans le solde net, à la date d'acquisition, des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Le cas échéant, l'évaluation à la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle a pour effet d'augmenter l'écart d'acquisition à hauteur de la part qui leur est attribuable, résultant ainsi en la constatation d'un écart d'acquisition dit « complet ».

Le prix d'acquisition et son affectation doivent être finalisés dans un délai de 12 mois à compter de la date d'acquisition.

En cas d'acquisition avantageuse, à savoir un prix payé inférieur à la quote-part dans la juste valeur de l'ensemble des actifs acquis et passifs repris, l'écart d'acquisition est comptabilisé directement au compte de résultat. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », ils font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an, et plus fréquemment en cas d'apparition d'un indice de perte de valeur.

Les modalités du test sont décrites en note 2.14.

En outre, les principes suivants s'appliquent aux regroupements d'entreprises :

- À compter de la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est affecté, dans la mesure du possible, à chacune des unités génératrices de trésorerie susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises.
- Tout ajustement éventuel du prix d'acquisition est comptabilisé à sa juste valeur dès la date d'acquisition, et tout ajustement ultérieur, survenant au-delà du délai d'affectation du prix d'acquisition, est comptabilisé en résultat.
- Les coûts directs liés à l'acquisition sont constatés en charges de la période.
- Toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme

une transaction portant sur des capitaux propres et doit être comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

- En cas d'acquisition d'intérêts complémentaires dans une entreprise associée sans qu'il en résulte une prise de contrôle, le Groupe maintient les actifs et les passifs antérieurement acquis à leur valeur dans les comptes consolidés.

En cas de prise de contrôle par étape, le coût du regroupement d'entreprises inclut la juste valeur, à la date de prise de contrôle, de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise.

2.10. Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont immobilisés en tant qu'actifs incorporels si et seulement si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le produit ou le processus est clairement identifié et les coûts sont individualisés de façon fiable ;
- la faisabilité technique du produit est démontrée ;
- les ressources nécessaires pour mener le projet à son terme sont disponibles ;
- il existe un marché potentiel pour le produit, ou il sera utilisé en interne ;
- le produit procurera des avantages économiques futurs au Groupe, soit par sa commercialisation, soit par son utilisation en interne.

Les conditions requises par la norme IAS 38 n'étant pas réunies pour les projets de développement en cours sur les périodes présentées, aucune dépense n'a été immobilisée.

Le Groupe bénéficie de crédits d'impôt liés à l'effort de recherche de ses filiales et notamment le crédit d'impôt recherche en France. Ces crédits d'impôt sont assimilés à des subventions et inclus, à ce titre, dans le résultat opérationnel courant.

2.11. Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises séparément sont enregistrées au bilan à leur coût historique.

Les actifs incorporels (technologies, marques, relations clients et carnet de commandes) acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises sont enregistrés au bilan à leur juste valeur, déterminée sur la base d'évaluations externes pour les plus significatifs et internes pour les autres. Ces évaluations sont réalisées selon les méthodes généralement admises, fondées sur les revenus futurs. Les immobilisations incorporelles, à l'exception des marques, sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité, en tenant compte, le cas échéant, de la durée de leur protection par des dispositions légales ou réglementaires.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

La valeur des immobilisations incorporelles amortissables est testée dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié et celle des immobilisations incorporelles non amortissables (notamment les marques) est testée au moins une fois par an, à la clôture de l'exercice, et dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié.

Les dotations aux amortissements et les pertes de valeur des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont présentées dans des rubriques spécifiques du compte de résultat consolidé.

Les logiciels et droits à licences informatiques sont amortis suivant le mode linéaire en fonction de leur durée d'utilisation attendue (1 à 5 ans).

2.12. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Un plan d'amortissement est déterminé pour chaque actif amortissable, selon le rythme de consommation des avantages économiques attendus, en fonction de son utilisation probable. Dans le cas des bâtiments et de certains gros équipements, lorsque plusieurs éléments significatifs constitutifs de ces actifs procurent des avantages économiques à l'entreprise selon un rythme différent, chaque élément identifié est alors comptabilisé séparément et un plan d'amortissement propre à chacun de ces éléments est retenu. Le principal mode d'amortissement retenu est linéaire.

Les durées d'utilité sont en général les suivantes :

- structure principale des bâtiments (gros œuvre), selon le type de construction : 30 à 50 ans ;
- façades, étanchéité et second œuvre : 20 à 30 ans ;
- installations générales et techniques : 15 à 20 ans ;
- agencements : 10 à 15 ans ;
- gros équipements industriels selon le type de machines : 15 à 25 ans ;
- autres composants et petits équipements industriels, matériels et outillages : 5 à 15 ans.

2.13. Contrats de location-financement

Les biens acquis en location-financement sont immobilisés lorsque les contrats de location ont pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces biens ; en contrepartie, il est comptabilisé un passif financier. Les actifs détenus en vertu de contrats de location-financement sont amortis sur leur durée d'utilisation.

2.14. Pertes de valeur des écarts d'acquisition, immobilisations incorporelles ou corporelles

Les valeurs comptables des actifs non courants (hors actifs financiers) sont revues à chaque clôture afin d'identifier d'éventuelles pertes de valeur :

- pour les actifs incorporels non amortissables et les écarts d'acquisition : à chaque clôture, ou plus fréquemment en cas d'apparition d'indices de perte de valeur ;
- pour tous les autres actifs : dès l'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les indices de pertes de valeur susceptibles de déclencher un test de dépréciation sont des indices externes (valeur de marché, changements importants dans l'environnement de l'entreprise,...).

Selon la nature des immobilisations concernées, le test de valeur est effectué, soit au niveau de l'UGT, soit au niveau d'un regroupement d'UGT. Les UGT (Unités génératrices de trésorerie) sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie.

Pour les besoins du management, les écarts d'acquisition résultant de regroupements d'entreprises sont suivis au niveau des secteurs d'activité tels que décrits en note 5.1. Ces écarts d'acquisition font l'objet de tests de dépréciation au niveau de l'UGT que représente chaque secteur.

La valeur recouvrable de l'UGT ou du groupe d'UGT est fondée sur la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité retenue par le Groupe correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation. Elle est appréciée par les flux de trésorerie futurs actualisés des UGT ou regroupements d'UGT.

Ces flux sont déterminés selon les principes suivants, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par le management :

- les flux de trésorerie (avant impôt) sont issus du business plan ;
- le taux d'actualisation est déterminé à partir du coût moyen pondéré du capital du Groupe et est déterminé par un expert indépendant ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini de flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance perpétuel. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lequel opère le Groupe, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

Les hypothèses détaillées retenues sont présentées en note 5.10.

Les pertes de valeur relatives à des écarts d'acquisition sont irréversibles.

2.15. Actifs et passifs financiers

Évaluation initiale

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à l'origine à leur juste valeur, en général égale au coût d'acquisition.

Classification et évaluation lors des arrêts comptables

Les actifs et passifs financiers (hors instruments dérivés de couverture) sont classés dans l'une des catégories ci-après en vue de leur évaluation au bilan :

Catégories	Évaluation	Comptabilisation des variations de valeur
Actifs financiers mesurés à leur juste valeur	Juste valeur	Résultat
Prêts et créances	Coût amorti	N/A
Actifs disponibles à la vente	Juste valeur	Capitaux propres
Actif financiers détenus jusqu'à l'échéance	Coût amorti	N/A
Passifs financiers	Coût amorti	N/A

Actifs financiers dont les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat

Cette catégorie d'actifs comprend :

- des actifs détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis par l'entreprise dans l'objectif de réaliser un profit à court terme ;
- les instruments dérivés non expressément désignés comme des instruments de couverture.

Les valeurs mobilières de placement (SICAV, FCP, ...) sont évaluées à leur juste valeur à la clôture sur la base du dernier cours de bourse ou de la dernière valeur liquidative connue. Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat financier.

Prêts et créances

Ils sont évalués et comptabilisés, à la date de transaction, au coût amorti diminué d'une éventuelle dépréciation.

Actifs disponibles à la vente

Les titres de participation non consolidés sont traités comme des titres disponibles à la vente et sont donc valorisés à leur juste valeur, les gains et pertes latents étant enregistrés dans les capitaux propres, à l'exception des pertes latentes jugées durables qui sont enregistrées dans le compte de résultat.

La juste valeur est le cours de bourse lorsqu'il est disponible. En l'absence de cours de bourse, le Groupe détermine la juste valeur en recourant à des

techniques de valorisation. Parmi celles-ci, le Groupe se réfère à des transactions de gré à gré, à l'analyse de flux de trésorerie actualisés ou à l'actif net réévalué.

Dettes financières

Lors de l'inscription initiale au passif, la dette financière est comptabilisée à la juste valeur qui correspond à son prix d'émission diminuée du montant de son coût d'émission.

Par la suite, la différence entre la valeur initiale de la dette et sa valeur de remboursement est amortie sur une base actuarielle selon la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui permet d'égaliser la trésorerie reçue avec l'ensemble des flux de trésorerie engendrés par le service de la dette.

Instruments dérivés

Pour couvrir son exposition aux risques de marché, le Groupe utilise des instruments dérivés.

Dans le cas de la couverture du risque de taux, il s'agit principalement de swaps emprunteurs taux variable/payeurs taux fixe, transformant de la dette à taux variable en dette à taux fixe.

Le risque de change est couvert par des achats et ventes à terme de devises et, pour les filiales françaises, le cas échéant, par la souscription de polices COFACE change.

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur. Cette juste valeur est fournie par les établissements financiers contreparties aux transactions pour les dérivés de taux ou calculée à l'aide de méthodes standards de valorisation intégrant les conditions de marché en date de clôture pour les dérivés de change. La variation de juste valeur de ces instruments dérivés est enregistrée au compte de résultat à l'exception de la part efficace des dérivés désignés de couverture de flux de trésorerie qui impacte les capitaux propres.

Instruments dérivés qualifiés de couverture

Les critères retenus par le Groupe pour la qualification d'un instrument dérivé comme une opération de couverture sont ceux prévus par la norme IAS 39 :

- la relation de couverture doit être clairement désignée et documentée à la date de la mise en place de l'instrument de couverture ;
- « l'efficacité » de la relation de couverture doit être démontrée dès son origine et à chaque arrêté de façon prospective et rétrospective.

La majorité des dérivés de taux et de change utilisés par Fives sont qualifiés d'instrument de couverture.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Le Groupe retient la typologie de couverture suivante :

Couverture de juste valeur

Il s'agit d'une couverture des variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé au bilan ou d'un engagement ferme d'acheter ou de vendre un actif. Les variations de juste valeur de l'élément couvert attribuables à la composante couverte sont enregistrées en résultat et compensées par les variations symétriques de juste valeur de l'instrument de couverture. La part inefficace de la couverture est comptabilisée en résultat opérationnel ou en résultat financier selon la nature de l'élément couvert ; l'effet du report/déport est quant à lui toujours comptabilisé en résultat financier.

Couverture de flux de trésorerie

Il s'agit d'une couverture de transactions futures hautement probables (flux budgétés) mais non encore facturées. Dans la mesure où elles remplissent les conditions pour l'application de la comptabilité spécifique de couverture de flux de trésorerie, les variations de flux de trésorerie générées par l'élément couvert sont compensées par les variations de valeur de l'instrument de couverture.

Les variations cumulées de juste valeur sont enregistrées dans une rubrique des capitaux propres pour leur partie efficace et en résultat pour la partie inefficace (correspondant à l'excédent de variations de juste valeur de l'instrument de couverture par rapport aux variations de juste valeur de l'élément couvert). Lorsque les flux de trésorerie couverts se matérialisent, les montants jusqu'alors enregistrés en capitaux propres sont repris au compte de résultat symétriquement aux flux de l'élément couvert.

La méthode de couverture des flux de trésorerie est utilisée pour la comptabilisation des opérations de couvertures de taux.

Instruments dérivés non qualifiés de couverture

Les variations de juste valeur des dérivés qui ne sont pas éligibles à la comptabilité de couverture sont enregistrées directement dans le résultat financier de l'exercice.

Il s'agit notamment des instruments financiers dérivés correspondant à des couvertures économiques mais qui n'ont pas été, ou ne sont plus, documentés dans des relations de couvertures comptables.

2.16. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est composé des revenus des contrats de construction, des ventes de biens et des prestations de services produits dans le cadre des activités du Groupe.

Méthodes d'évaluation et de présentation spécifiques aux contrats de construction

Selon IAS 11, un contrat de construction est un contrat spécifiquement négocié pour la construction d'un actif ou d'un ensemble d'actifs qui sont étroitement liés ou interdépendants en termes de conception, de technologie et de fonction ou de finalité. Les contrats de construction présentent un degré de complexité et/ou d'intégration élevé, impliquant généralement la réalisation d'études spécifiques. Les revenus sont liés à l'atteinte de performances garanties dans des délais définis contractuellement.

La marge à terminaison sur les contrats à long terme est estimée sur la base d'analyses des coûts et des recettes à terminaison révisées de manière périodique et régulière pendant toute la durée des contrats.

Le chiffre d'affaires et la marge sont constatés selon la méthode de l'avancement, au fur et à mesure de l'exécution des contrats. Le pourcentage d'avancement applicable à chaque contrat est déterminé par le rapport des coûts encourus sur les coûts estimés à terminaison.

Les pénalités de retard ou de performance sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Les pertes à terminaison sont constatées pour leur totalité dès lors qu'elles sont probables.

Pour chaque contrat de construction, le montant cumulé des coûts engagés à chaque clôture, majoré des marges constatées et diminué des factures réglées ainsi que des éventuelles pertes à terminaison constatées, est déterminé contrat par contrat. Si ce montant est positif, il est inscrit à l'actif sous la rubrique « Contrats de construction – montants à l'actif ». S'il est négatif, il est inscrit au passif sous la rubrique « Contrats de construction – montants au passif ».

Le stade de 100 % d'avancement est atteint lors de la réception provisoire (ou événement équivalent) pour les contrats correspondant à la réalisation de systèmes intégrés comportant une obligation de résultat global. Les dépenses qui restent, le cas échéant, à encourir pour obtenir la levée des réserves font l'objet d'une provision pour charges. Les coûts prévisionnels de garantie font, quant à eux, l'objet d'une provision pour risques.

Ventes de biens et prestations de services

La comptabilisation des ventes de biens et des prestations de services relève de la norme IAS 18 qui précise les critères de reconnaissance du revenu :

- les produits d'une vente de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont comptabilisés lorsque l'entreprise a transféré à l'acheteur les principaux risques et avantages inhérents à la propriété du matériel ;
- les produits relatifs à une prestation de services sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de la prestation.

Les ventes de biens, tels les équipements ou les machines isolés, sont considérées comme ne relevant pas de la définition des contrats de construction. Le chiffre d'affaires et la marge sont reconnus à la livraison des biens concernés.

2.17. Stocks et travaux en cours (hors contrats de construction)

Les stocks et travaux en cours (hors contrats de construction) sont évalués à leur coût d'acquisition, déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré, ou de production. Ils sont, le cas échéant, dépréciés afin de les ramener à leur valeur nette probable de réalisation.

2.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités immédiatement disponibles et des placements court terme. Ils comprennent la trésorerie en banque, la caisse, les dépôts à terme, à capital garanti à tout moment, soumis à un risque négligeable de changement de valeur, ainsi que des OPCVM monétaires.

2.19. Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsqu'il existe, pour le Groupe, une obligation actuelle, juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'un événement passé et dont il est probable qu'elle provoquera une sortie de ressources pouvant être estimée de manière fiable, sans contrepartie attendue. Le montant figurant en provision correspond à la meilleure estimation qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation.

Les obligations liées aux contrats de construction en cours d'exécution sont prises en compte dans l'évaluation de la marge à terminaison et figurent par conséquent dans les rubriques « Contrats de construction en cours – Montants à l'actif » ou « Contrats de construction en cours – montants au passif ».

À la date d'achèvement du contrat, ces obligations sont comptabilisées au passif en tant qu'éléments distincts.

Les obligations résultant de transactions autres que les contrats de construction sont directement comptabilisées dans les provisions dès qu'elles répondent aux critères précités.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont évaluées à leur valeur actuelle.

2.20. Engagements en matière de retraite

En accord avec les lois et pratiques de chaque pays dans lequel il est implanté, le Groupe participe à des régimes de retraites. Pour les régimes de base et autres régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les provisions sont déterminées de la façon suivante :

- la méthode actuarielle utilisée est la méthode dite des unités de crédits projetés (« projected unit credit method ») qui stipule que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection des salaires futurs, le cas échéant ;
- les écarts actuariels nets des effets d'impôts différés sont reconnus immédiatement par contrepartie des capitaux propres, dans les autres éléments de l'état du résultat global, conformément à l'option offerte par IAS 19 – Avantages au personnel.

La charge de l'exercice correspondant au coût des services rendus et des services passés, ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régime de retraite, est comptabilisée en résultat opérationnel.

L'effet lié à la « désactualisation » de l'engagement, net du rendement attendu des actifs des plans concernés, est porté en résultat financier.

2.21. Provision pour médailles du travail

La provision concernant les primes versées à l'occasion de la remise de médailles du travail est calculée en retenant pour référence la norme IAS 19, en intégrant l'ensemble des échelons des médailles. Son évaluation est effectuée, pour les salariés présents à la date de clôture, sur la base d'hypothèses actuarielles, tenant compte notamment de l'ancienneté, de l'espérance de vie et du taux de rotation du personnel. L'effet de la variation des hypothèses actuarielles est comptabilisé en résultat de la période.

2.22. Impôts sur les résultats

Les impôts sur les résultats comprennent la charge (le produit) d'impôt exigible et la charge (le produit) d'impôt différé, calculés conformément aux législations fiscales en vigueur dans les pays où ces résultats sont taxables.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en résultat, ou en capitaux propres si ces impôts concernent des éléments enregistrés

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

directement en capitaux propres. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans les capitaux propres ou le résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est adopté ou quasi adopté, suivant le mode de comptabilisation initial des impôts différés correspondants.

La charge (le produit) d'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du résultat imposable de la période, déterminé en utilisant les taux d'impôt adoptés à la date de clôture.

Traitement comptable de la Contribution Économique et Territoriale

La loi de finances 2010, votée le 30 décembre 2009, a supprimé l'assujettissement des entités fiscales françaises à la taxe professionnelle à compter de 2010 et l'a remplacée par deux nouvelles contributions :

- la Contribution foncière des entreprises (C.F.E), assise sur la valeur locative des seuls biens passibles de taxes foncières, présentant des caractéristiques similaires à celles de la taxe professionnelle et de ce fait assimilable comptablement à une charge opérationnelle ; et
- la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (C.V.A.E), assise sur la valeur ajoutée produite par les entreprises et présentant certaines caractéristiques la rapprochant d'un impôt sur le résultat au regard d'IAS 12.

Dans un communiqué du 14 janvier 2010, le Conseil National de la Comptabilité a considéré qu'il appartenait à chaque entreprise d'exercer son jugement afin de déterminer la qualification de la C.V.A.E. En mars 2006 puis en mars 2009, l'IFRIC a indiqué qu'un impôt sur le résultat doit être calculé sur la base d'un montant net de produits et de charges et que ce montant peut être différent du résultat net comptable.

Le Groupe considère que la valeur ajoutée, base de calcul de la C.V.A.E, est un agrégat intermédiaire de résultat net et il comptabilise donc la C.V.A.E comme un impôt sur les résultats.

Imposition différée

L'impôt différé résulte, d'une part, des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, et, d'autre part, des déficits reportables. Cependant, aucun impôt différé n'est constaté au titre des différences temporelles générées par :

- un écart d'acquisition non déductible fiscalement ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de transaction ;
- des participations dans des filiales, coentreprises et entreprises associées dès lors que le Groupe contrôle la date à laquelle les différences temporelles s'inverseront et qu'il est probable que ces différences ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Les actifs d'impôts différés ne sont reconnus que dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent à la société concernée une assurance raisonnable de récupération. La comptabilisation est également faite à concurrence des passifs d'impôts différés. Le Groupe veille à assurer l'homogénéité entre les prévisions utilisées dans le cadre de cet exercice et celles retenues pour le calcul des dépréciations.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts courants actifs et passifs et si les actifs et passifs d'impôts différés relèvent d'impôts levés par la même autorité de taxation.

2.23. Résultat net par action

Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période.

3. FAITS MARQUANTS DES EXERCICES 2010 ET 2011

Contexte économique

Après le net rebond observé en 2010, le redressement économique mondial s'est poursuivi en 2011. Dans ce contexte plutôt favorablement orienté, donc, mais volatile et incertain, Fives a réalisé en 2011 une excellente performance commerciale. Les prises de commandes du Groupe ont atteint le niveau historique de 1674 M€, en progression de 37 % par rapport à 2010 (1224 M€) et de 11 % par rapport au précédent record enregistré en 2007 (1503 M€).

Ce contexte économique a été pris en compte pour les évaluations comptables. Les tests de pertes de valeur ont conclu, en 2011, comme en 2010, à l'absence de dépréciation des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles du Groupe.

Croissance externe

Le 30 novembre 2010, Fives a fait l'acquisition de Bronx International Inc. (devenue Fives Bronx, Inc.) et de sa filiale britannique Bronx/Taylor-Wilson Ltd. (BTW) (devenue Fives Bronx Ltd.), groupe d'ingénierie leader mondial dans la conception et la fourniture d'équipements de finition et de production de tubes. Ces sociétés, qui réalisent un chiffre d'affaires de l'ordre de 55 M€ sont consolidées depuis le 1^{er} décembre 2010.

4. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

La liste des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation figure en note 5.32.

4.1. Évolution du périmètre de consolidation en 2011

Entrées de périmètre

- Cinetic Conveying Iberica.

4.2. Évolution du périmètre de consolidation en 2010

Entrées de périmètre

- Cinetic Decker Filling K.K. ;
- Fives Bronx, Inc. et Fives Bronx Ltd. (au 1^{er} décembre 2010) ;
- Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd. ;
- Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd. ;
- Fives Stein Manufacturing ;
- Fives Stein Inc. ;
- PSA 2000, PSA 2000 Saudi Arabia Ltd. et FI 2006.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

5. NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (en milliers d'euros)

5.1. Information par secteur opérationnel

Les segments opérationnels sont présentés de manière cohérente avec l'information fournie au « principal décideur opérationnel » du Groupe afin de lui permettre de prendre des décisions en matière opérationnelle.

Le Groupe a identifié le Directoire comme « principal décideur opérationnel » évaluant les performances et affectant les ressources au niveau des quatre secteurs :

- Automobile/Logistique : activité essentiellement à destination de l'industrie automobile et de l'industrie logistique ;
- Ciment : activité principalement à destination de l'industrie du ciment ;
- Énergie/Sucre : activité principalement à destination des industries de production d'énergie de toute forme (nucléaire, fossile et renouvelable) ;
- Métal : activité principalement à destination des industries de la sidérurgie et de l'aluminium.

Ces quatre secteurs ont donc été identifiés comme les quatre segments devant faire l'objet d'une information sectorielle en application de la norme IFRS 8.

Information par secteur opérationnel

	2011	2010
Automobile / Logistique	607 198	399 115
Ciment	243 768	69 710
Énergie / Sucre	272 677	286 346
Métal	550 682	468 830
Total enregistrements de commandes	1 674 325	1 224 001
Automobile / Logistique	391 271	274 402
Ciment	111 926	125 086
Énergie / Sucre	290 205	284 429
Métal	474 910	365 340
Total chiffre d'affaires	1 268 312	1 049 257
Automobile / Logistique	27 779	14 101
Ciment	18 989	17 298
Énergie / Sucre	7 909	14 616
Métal	30 692	31 029
Autres	(9 141)	(8 764)
Total résultat opérationnel courant	76 228	68 280
Automobile / Logistique	5 318	5 210
Ciment	1 082	979
Énergie / Sucre	6 736	6 785
Métal	6 935	3 398
Autres	372	350
Total dotations aux amortissements et provisions (*)	20 443	16 722

(*) incluses dans le résultat opérationnel courant.

La répartition des actifs par secteur opérationnel se présente ainsi :

31.12.11	Automobile / logistique	Ciment	Énergie / Sucre	Métal	Autres	Total
Écart d'acquisition	38 971		62 288	21 093		122 352
Immobilisations corporelles et incorporelles	49 996	3 580	55 614	30 172	2 265	141 627
Total actif sectoriels	88 967	3 580	117 902	51 265	2 265	263 979
Autres actifs						836 781
Total actif						1 100 760

31.12.10	Automobile / logistique	Ciment	Énergie / Sucre	Métal	Autres	Total
Écart d'acquisition	37 990		60 437	19 543		117 970
Immobilisations corporelles et incorporelles	48 093	3 896	55 499	32 752	2 547	142 787
Total actif sectoriels	86 083	3 896	115 936	52 295	2 547	260 757
Autres actifs						656 414
Total actif						917 171

Information relative aux principaux clients

Le Groupe n'a pas de client qui représentait plus de 10 % de son chiffre d'affaires sur les exercices 2011 et 2010.

5.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se ventile comme suit :

	2011	2010
Contrats de construction	678 274	538 404
Prestations de services	117 318	114 654
Vente de biens	472 720	396 199
Chiffre d'affaires	1 268 312	1 049 257

Chiffre d'affaires par pays de destination

	2011	2010
France	223 324	205 367
Europe (hors France)	171 451	125 569
Afrique et Moyen-Orient	246 295	193 151
Amérique	295 412	218 845
Autres Asie et Océanie	331 830	306 325
Total	1 268 312	1 049 257

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Chiffre d'affaires par pays d'origine

	2011	2010
France	687 732	603 162
Europe (hors France)	150 414	154 192
Afrique et Moyen-Orient	45 568	9 102
Amérique	266 536	189 656
Autres Asie et Océanie	118 062	93 145
Total	1 268 312	1 049 257

5.3. Charges de personnel et effectifs

Charges de personnel

	2011	2010
Charges de personnel	337 805	309 794

Effectif à fin de période

Par catégorie	2011	2010
Ingénieurs et cadres	2 295	2 123
Agents de maîtrise et employés	2 383	2 264
Ouvriers	1 430	1 252
Total	6 108	5 639

Par type de contrats	2011	2010
CDI	5 485	5 178
CDD	500	348
Contrats en alternance et stages	123	113
Total	6 108	5 639

5.4. Frais de recherche et développement

	2011	2010
Frais de recherche et développement bruts	(21 173)	(19 751)
Crédits d'impôt recherche et subventions reçues	1 933	1 757
Total	(19 240)	(17 994)

5.5. Autres produits et charges opérationnels

Le produit net comptabilisé en 2010 résultait principalement de la fermeture d'un régime de retraite au Royaume-Uni.

5.6. Dotations aux amortissements incluses dans le résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant inclut les dotations aux amortissements d'immobilisations suivantes :

	2011	2010
Inclus dans le coût des ventes	(9 487)	(8 996)
Inclus dans les frais généraux et les autres éléments opérationnels	(6 011)	(5 544)
Amortissements des incorporels liés aux acquisitions	(4 945)	(2 182)
Total	(20 443)	(16 722)

5.7. Pertes de valeur relatives aux immobilisations corporelles et incorporelles

	2011	2010
Pertes de valeur sur immobilisations corporelles	(660)	(396)
Pertes de valeur sur écarts d'acquisition	(186)	
Total	(846)	(396)

5.8. Résultat financier

Coût de l'endettement financier net

	2011	2010
Charges financières :		
- sur dettes brutes et swaps de taux	(1 591)	(2 188)
- sur location financement	(141)	(336)
Autres charges d'intérêt	(899)	(796)
Charges d'intérêts et charges assimilées	(2 631)	(3 320)
Produits financiers sur valeurs mobilières de placement	690	711
Autres produits d'intérêt	1 381	1 158
Produits d'intérêts et produits assimilés	2 071	1 869
Total	(560)	(1 451)

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Autres produits et charges financiers

	2011	2010
Revenus des participations	193	513
Profits (pertes) de change	2 351	6 510
Variation de juste valeur des instruments dérivés de change	(362)	
Effet de terme des instruments dérivés de couverture de change	(1 214)	82
Swap points	10	
Résultat de change	785	6 592
Charges financières sur retraite et avantages assimilés	(1 099)	(1 222)
Dotations nettes aux provisions financières	641	(193)
Autres éléments financiers	(549)	(179)
Total	(29)	5 511

Le résultat de change en 2011 et 2010 s'explique principalement par le résultat de change latent sur les financements apportés en dollars aux filiales américaines pour l'acquisition du sous-groupe North American en 2008 et du sous-groupe Bronx en 2010 (cf note 5.26).

5.9. Charge d'impôt

Analyse de la charge d'impôt

	2011	2010
Impôt exigible	(33 836)	(17 172)
Impôt différé	423	(7 603)
Total	(33 413)	(24 775)

Taux effectif d'impôt

	2011	2010
Résultat avant impôt	74 400	67 789
Charge d'impôt théorique (au taux de 33,33 %)	(24 800)	(22 596)
Différences permanentes	388	(635)
CVAE	(2 885)	(2 224)
Imputation de déficits antérieurement non activés	2 103	4 868
Pertes de l'exercice non utilisées	(5 061)	(5 405)
Variation d'actif d'impôts sur différences temporaires non constatées	(1 072)	129
Écarts de taux	(696)	2 255
Autres éléments	(1 390)	(1 167)
(Charge)/produit d'impôt constaté	(33 413)	(24 775)
Taux effectif d'impôt	44,91 %	36,55 %

Impôt exigible des sociétés françaises

Fives et ses filiales françaises détenues directement ou indirectement à plus de 95 % font partie du périmètre d'intégration fiscale formé depuis l'année 2007 par FL Investco, qui est décrit en note 5.32. L'économie d'impôt résultant de la compensation des résultats fiscaux des sociétés déficitaires avec les résultats fiscaux des sociétés bénéficiaires pour le calcul de l'impôt intégré est constatée dans les comptes de FL Investco.

Impôts différés

Le montant net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

	31.12.10	Variation constatée en résultat	Variation constatée en situation nette	Périmètre	Écarts de conversion et autres	31.12.11	
						Impôts différés actif	Impôts différés passif
Provisions pour engagements de retraite	10 164	(937)	1 525		158	10 910	
Écarts d'acquisitions	(5 389)	(1 441)			(279)	597	(7 706)
Déficits fiscaux reportables							
Autres	8 676	3 794	(103)		709	16 833	(3 757)
Impôts différés actif (passif) bruts	13 451	1 416	1 422		588	28 340	(11 463)
Impôts différés actifs non reconnus	(1 466)	(993)				(2 459)	
Compensation						(6 940)	6 940
Impôts différés actifs reconnus	11 985	423	1 422		588	18 941	(4 523)
Impôts différés nets	11 985					14 418	

Les actifs d'impôts différés sont reconnus lorsque leurs perspectives d'utilisation présentent une probabilité de recouvrement suffisante. Le montant des impôts différés actifs non reconnus s'élève à 2 459 k€ au 31 décembre 2011.

5.10. Écarts d'acquisition

	31.12.10 Net	Variation de périmètre	Transfert	Perte de valeur	Ajustement de prix	Effet des var. de change	31.12.11 Net
Automobile / logistique	37 990					981	38 971
Ciment							
Energie / Sucre	60 437					1 851	62 288
Métal	19 543	1 115		(186)		621	21 093
Total	117 970	1 115		(186)		3 453	122 352
						31.12.2010	31.12.2011
Valeur brute à la clôture						117 970	122 538
Cumul des pertes de valeurs							(186)
Valeur nette à la clôture						117 970	122 352

L'affectation définitive du prix d'acquisition du sous-groupe Bronx a donné lieu à une augmentation de 1 115 k€ de l'écart d'acquisition. La perte de valeur de 186 k€ enregistrée sur la période est liée à une société non opérationnelle en cours de cessation d'activité.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Conformément à IAS 36, un test de perte de valeur a été réalisé au 31 décembre 2011. Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- plan moyen terme 2012-2015 ;
- taux de croissance valeur terminale : 2 % ;
- taux d'actualisation : 10 % ;
- taux d'impôt sociétés : 33,33 %.

Aucune dépréciation n'est apparue nécessaire.

Analyse de sensibilité

Sensibilité aux taux

Des tests ont été menés avec la combinaison des hypothèses suivantes :

- taux d'actualisation : 11 % (soit +1 %) ;
- taux de croissance valeur terminale : 1 % (soit -1 %).

Sur ces bases, les résultats seraient inchangés.

Sensibilité aux flux

Le résultat des tests ci-dessus resterait également inchangé à fin 2011 en cas de dégradation de 15 % des flux de trésorerie futurs estimés de n'importe lequel des quatre pôles du Groupe.

5.11. Immobilisations incorporelles

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Fonds commerciaux	2 692	(1 848)	844	2 513	(1 848)	665
Brevets développés en interne	81	(40)	41			
Technologies et R&D acquises	21 307	(6 303)	15 004	20 825	(3 642)	17 183
Marques acquises	5 739	(2)	5 737	5 632	(2)	5 630
Relations clients et autres acquis	7 110	(254)	6 856	7 185		7 185
Carnet de commandes acquis	5 797	(4 486)	1 311	5 165	(1 508)	3 657
Concessions, brevets et licences	13 886	(11 304)	2 582	13 338	(10 467)	2 871
Autres immobilisations incorporelles	3 998	(3 039)	959	3 113	(2 757)	356
Total	60 610	(27 276)	33 334	57 771	(20 224)	37 547

L'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analyse comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
Solde au 31.12.10	57 771	(20 224)	37 547
Acquisitions	1 918		1 918
Sorties et cessions	(335)	335	
Dotations aux amortissements / dépréciations		(6 835)	(6 835)
Reclassements	12	(14)	(2)
Variations de périmètre			
Effet des variations de change	1 244	(538)	707
Solde au 31.12.11	60 610	(27 276)	33 335

Au 31 décembre 2010, l'évolution de la valeur des immobilisations incorporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
Solde au 31.12.09	33 525	(17 714)	15 811
Acquisitions	1 833		1 833
Sorties et cessions	(1 031)	1 031	
Dotations aux amortissements / dépréciations		(3 465)	(3 465)
Reclassements	(255)	255	
Variations de périmètre	23 048	(10)	23 038
Effet des variations de change	651	(321)	330
Solde au 31.12.10	57 771	(20 224)	37 547

5.12. Immobilisations corporelles

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains, aménagements	11 812	(400)	11 412	11 937	(361)	11 576
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 260		1 260
Constructions	86 533	(45 180)	41 353	81 926	(42 766)	39 160
Constructions en crédit-bail	9 647	(2 767)	6 880	9 647	(2 358)	7 289
Installations techniques, matériel et outillages	115 450	(80 152)	35 298	107 844	(74 394)	33 450
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(395)	273	668	(320)	348
Autres immobilisations	37 115	(28 119)	8 996	34 338	(26 342)	7 996
Immobilisations en cours	2 659	(610)	2 049	3 977	(56)	3 921
Avances sur immobilisations	772		772	239		239
Total	265 916	(157 623)	108 293	251 836	(146 597)	105 239

La variation des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
Solde au 31.12.10	251 836	(146 597)	105 239
Acquisitions	16 704		16 704
Sorties et cessions	(5 820)	4 403	(1 417)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(14 708)	(14 708)
Reclassements	(620)	993	373
Variations de périmètre	16	(8)	8
Effet des variations de change	3 800	(1 706)	2 094
Solde au 31.12.11	265 916	(157 623)	108 293

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Au 31 décembre 2010, l'évolution de la valeur des immobilisations corporelles s'analysait comme suit :

	Brut	Amortissements / Dépréciations	Net
Solde au 31.12.09	237 642	(133 545)	104 097
Acquisitions	11 010		11 010
Sorties et cessions	(4 476)	4 198	(278)
Dotations aux amortissements / dépréciations		(13 672)	(13 672)
Reclassements	(1)	1	
Variations de périmètre	951	(633)	318
Effet des variations de change	6 710	(2 946)	3 764
Solde au 31.12.10	251 836	(146 597)	105 239

5.13. Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers comprennent :

- les titres disponibles à la vente (titres de participations de sociétés non consolidées, titres de placement) ;
- les prêts et créances au coût amorti, créances rattachées à des participations, prêts au titre de l'effort de construction, cautions et dépôts de garantie donnés ;
- ainsi que la juste valeur positive des instruments financiers dérivés.

Actifs financiers non courants

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Titres de participation	1 211	(618)	593	1 407	(740)	667
Titres disponibles à la vente	1 483	(16)	1 467	951	(15)	936
Créances rattachées à des participations	673		673	659	(9)	650
Autres immobilisations financières	8 280	(1 279)	7 001	7 023	(1 280)	5 743
Total	11 647	(1 913)	9 734	10 040	(2 044)	7 996

Les variations de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente au 31 décembre 2011 s'élèvent à 175 k€, nets d'impôt.

L'échéancier de ces actifs financiers (hors titres de participations et titres disponibles à la vente) se présente de la manière suivante au 31 décembre 2011 :

	31.12.11		
	Valeur au bilan	De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	673	673	
Autres immobilisations financières	8 280	6 694	1 586
Total	8 953	7 367	1 586

Au 31 décembre 2010, il se présentait de la manière suivante :

	Valeur au bilan	31.12.10	
		De 1 à 5 ans	> 5ans
Créances rattachées à des participations	659	659	
Autres immobilisations financières	7 023	5 883	1 140
Total	7 682	6 542	1 140

Actifs financiers courants

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Instruments dérivés actifs	4 214		4 214	7 312		7 312
Autres créances rattachées à des participations	840	(1)	839	635	(146)	489
Prêts	200		200	226		226
Intérêts courus sur créances et prêts	9		9	10		10
Autres	15 198		15 198	1		1
Total actifs financiers courants	20 461	(1)	20 460	8 184	(146)	8 038

5.14. Stocks et travaux en cours

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Matières premières	54 497	(10 377)	44 120	42 256	(8 583)	33 673
Encours de production sur contrats à l'achèvement	86 826	(2 358)	84 468	55 331	(2 493)	52 838
Produits intermédiaires et finis	19 889	(4 763)	15 126	20 707	(4 737)	15 970
Total	161 212	(17 498)	143 714	118 294	(15 813)	102 481

5.15. Contrats de construction

	31.12.11		31.12.10	
	Montants à l'actif	Montants au passif	Montants à l'actif	Montants au passif
Contrats de construction - montants à l'actif	142 481		115 222	
Contrats de construction - montants au passif		(202 178)		(113 792)
Net	(59 697)		1 430	

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

L'information cumulée relative aux contrats de construction en cours est la suivante :

	31.12.11	31.12.10
Coûts et marges dégagés à l'avancement	1 329 863	1 299 281
Factures et acomptes réglés	(1 387 779)	(1 296 013)
Provisions pour pertes à terminaison	(1 781)	(1 838)
Net	(59 697)	1 430

5.16. Créances clients

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Créances clients	195 590	(10 857)	184 733	143 384	(11 363)	132 021
Total	195 590	(10 857)	184 733	143 384	(11 363)	132 021

L'évolution des dépréciations sur les créances clients peut être analysée comme suit :

	Ouverture	Dotations	Reprises	Écarts de conversion	Autres	Clôture
2011	(11 363)	(2 401)	2 511	83	313	(10 857)
2010	(7 470)	(4 549)	1 107	(231)	(220)	(11 363)

La politique du Groupe en matière de maîtrise du risque client repose sur les principes suivants :

- vigilance en amont se matérialisant notamment par un processus d'analyse du risque client lors de la phase de sélection du projet et de la remise d'offre ;
- dispositions spécifiques pour les contrats significatifs, avec l'obligation de couverture (risque commercial et/ou politique) en fonction de critères liés à la taille du contrat, à la nature du client, à la catégorie de pays concerné ;
- suivi à intervalle régulier des retards de paiements en phase de réalisation et mise en œuvre dans les meilleurs délais des actions nécessaires à l'encaissement des créances nées.

Les provisions pour dépréciation sont évaluées au cas par cas en prenant en considération le risque de non-recouvrement.

5.17. Autres actifs courants

	31.12.11	31.12.10
Créances de TVA et taxes assimilées	18 622	13 299
Avances et acomptes versés	20 546	14 780
Créances diverses	17 454	13 831
Charges constatées d'avance	15 829	10 108
Total	72 451	52 018

5.18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

	31.12.11	31.12.10
Équivalents de trésorerie	140 907	116 952
Disponibilités	99 451	98 180
Total trésorerie et équivalents de trésorerie active	240 358	215 132

Les équivalents de trésorerie sont constitués d'OPCVM monétaires, certificats de dépôts négociables et comptes à terme à échéance de moins de 3 mois. Les disponibilités incluent des comptes courants rémunérés.

Répartition de la trésorerie et équivalents de trésorerie par devise

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	110 084	29 563				1 260	140 907
Disponibilités	21 279	4 272	9 943	14 314	14 557	35 086	99 451
Total 31.12.11	131 363	33 835	9 943	14 314	14 557	36 346	240 358
Swaps de change	(50 589)	29 313	8 740		12 536		
Total 31.12.11 avant swaps	80 774	63 148	18 683	14 314	27 093	36 346	240 358

	Euro	USD	GBP	CNY	JPY	Autres	Total
Équivalents de trésorerie	82 446	33 071	152			1 283	116 952
Disponibilités	23 193	16 079	17 553	16 210	9 905	15 240	98 180
Total 31.12.10	105 639	49 150	17 705	16 210	9 905	16 523	215 132

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont détenus majoritairement dans des pays de l'OCDE et sont disponibles pour le Groupe. La capacité distributive des filiales chinoises, détenues à 100 %, donnerait un accès au Groupe à une part substantielle de la trésorerie libellée en CNY.

5.19. Tableau des flux de trésorerie

Trésorerie nette

	31.12.11	31.12.10
Équivalents de trésorerie	140 907	116 952
Disponibilités	99 451	98 180
Sous-total trésorerie et équivalents de trésorerie active	240 358	215 132
Concours bancaires courants	(1 120)	(1 101)
Total	239 238	214 031

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Variation du BFR

	31.12.11	31.12.10	Variations	
			Liées à l'activité	Autres*
Stocks et travaux en cours	(143 714)	(102 481)	(39 569)	(1 665)
Contrats de construction - montant à l'actif	(142 481)	(115 222)	(31 771)	4 512
Créances clients	(184 733)	(132 021)	(40 449)	(12 264)
Autres actifs courants / non courants inclus dans le BFR	(72 047)	(51 361)	(23 891)	3 205
Contrats de construction - montant au passif	202 178	113 792	90 606	(2 220)
Fournisseurs et comptes rattachés	212 809	173 125	42 932	(3 247)
Autres passifs courants / non courants inclus dans le BFR	197 401	149 649	40 804	6 948
Besoin en fonds de roulement avant provisions courantes	69 413	35 481	38 662	(4 732)
Provisions courantes	90 383	95 282	(9 185)	4 287
Besoin en fonds de roulement	159 796	130 763	29 477	(445)

*résultant principalement des mouvements de périmètre et des écarts de conversion.

5.20. Capitaux propres

Politique de gestion du capital

Le Groupe gère son capital dans le cadre d'une politique financière prudente et rigoureuse visant à rémunérer de façon satisfaisante les actionnaires. Il n'existe aucun covenant financier faisant intervenir les capitaux propres consolidés du Groupe ni les capitaux propres de la société mère.

Capital social

	31.12.11	31.12.10
Nombre d'actions	2 185 612	2 185 612
Nominal en euros par action	47	11
Capital social	102 723 764	24 041 732

Le capital social de Fives, qui s'élevait à 24 041 732 euros divisé en 2 185 612 actions de 11 euros chacune, a fait l'objet le 15 décembre 2011 d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant de 78 682 032 euros par élévation de la valeur nominale des actions de 36 euros, lesquelles sont ainsi passées de 11 euros à 47 euros de valeur nominale chacune.

Le capital social se trouve ainsi porté à 102 723 764 euros divisé en 2 185 612 actions de 47 euros de valeur nominale.

Actionnariat

L'actionnaire principal de Fives est la société FL Investco qui détient 99,99% de son capital au 31 décembre 2011, comme au 31 décembre 2010. FL Investco est une société contrôlée par les fonds gérés par Charterhouse General Partners (VIII) Limited.

Distribution

Fives a procédé, en décembre 2011, à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 98 352 540 euros, prélevée sur le poste report à nouveau. Ce montant a été mis en paiement le 15 décembre par inscription en compte courant à hauteur de 78 682 032 euros, et le 16 décembre par versement du solde, soit 19 670 508 euros. Ce compte courant a été intégralement soldé par compensation de créances dans le cadre de la libération de l'augmentation de capital intervenue le 15 décembre 2011.

Fives n'avait pas distribué de dividendes au cours de l'année 2010.

5.21. Résultat net par action

	2011	2010
Résultat net part du Groupe	40 419	42 512
Nombre moyen pondéré d'actions	2 185 612	2 185 612
Résultat par action (en €)	18,49	19,45

Il n'existe pas d'instrument dilutif.

5.22. Provisions courantes et non courantes

	31.12.10	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.11
Garantie	48 161	29 993	(10 399)	(25 231)	973	2 351	45 848
Litiges sur contrats	15 063	1 858	(1 744)	(1 277)	(14)		13 886
Pertes futures sur contrats	140	1 405	(614)		14		945
Charges sur commandes terminées	23 248	15 916	(11 770)	(5 229)	303	50	22 518
Autres provisions pour risques et charges	8 670	3 391	(3 698)	(1 786)	189	420	7 187
Total provisions courantes	95 282	52 563	(28 225)	(33 523)	1 465	2 821	90 383
Retraites	37 333	4 269	(4 237)	(2 365)	646	6 251	41 897
Médailles du travail	544	119	(46)	(54)		(72)	491
Restructurations	646	381	(128)	(146)			753
Autres litiges	428	11	(113)		(41)		285
Total provisions non courantes	38 951	4 780	(4 524)	(2 565)	605	6 179	43 426

Sur la période 2010, un reclassement de 2 667 k€ a été réalisé de autres provisions pour risques et charges à litiges sur contrats

	31.12.09	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Écarts de conversion	Autres	31.12.10
Garantie	46 773	31 818	(23 822)	(8 732)	1 453	671	48 161
Litiges sur contrats	12 565	6 876	(1 159)	(777)	185	40	17 730
Pertes futures sur contrats	170		(30)				140
Charges sur commandes terminées	19 020	20 943	(14 595)	(3 690)	638	932	23 248
Autres provisions pour risques et charges	7 265	3 142	(2 945)	(387)	183	(1 255)	6 003
Total provisions courantes	85 793	62 779	(42 551)	(13 586)	2 459	388	95 282
Retraites	51 348	4 278	(7 625)	(11 364)	1 630	(934)	37 333
Médailles du travail	468	117	(87)		10	36	544
Restructurations	2 847	887	(3 378)	(160)		450	646
Autres litiges	496			(383)	5	310	428
Total provisions non courantes	55 159	5 282	(11 090)	(11 907)	1 645	(138)	38 951

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Provisions courantes

Les provisions courantes sont pour l'essentiel relatives aux garanties, pertes futures sur contrats autres que les contrats de construction, et litiges sur des contrats terminés.

Les provisions pour garanties couvrent l'estimation des coûts futurs à engager durant la période de garantie des commandes, postérieurement à la réception provisoire (ou événement équivalent).

Les litiges connus dans lesquels des sociétés du Groupe pourraient être impliquées ont fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes et, après avis des conseils juridiques, les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques connus.

Provisions non courantes

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, pour avantages au personnel et les provisions pour litiges autres que ceux afférents aux contrats.

La provision pour engagements de retraite et autres avantages consentis aux salariés concerne les régimes à prestations définies en vigueur dans le Groupe, à savoir :

- les indemnités de départ à la retraite françaises ;
- les indemnités de départ contractuelles italiennes (TFR) ;
- les régimes de retraites complémentaires anglais, allemand, japonais, indiens et français ; les régimes anglais (à l'exception de celui de Cinetic Landis Ltd.), allemand et français sont fermés et les droits acquis ont été cristallisés à la date de fermeture.

Hypothèses actuarielles

31.12.11	France	Royaume-Uni	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	4,18 %	4,6 - 4,7 %	2 %	4,66 %	8,60 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	N/A	5,25 - 6,89 %	2,5 %	NA	NA
Taux d'augmentation des salaires	2,0 - 2,5 %	NA	3 %	NA	5 %

31.12.10	France	Royaume-Uni	Japon	Allemagne	Inde
Taux d'actualisation	4,5 %	5,5 %	2 %	4,5 %	8,20 %
Taux de rendement attendu des actifs du régime	4,1 %	6,55 - 7,44 %	2,5 %	NA	9 %
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,0 - 2,5 %	NA	3 %	NA	5 %

La valeur actuelle totale des obligations futures (« Defined Benefit Obligation ») s'élève à 81 428 k€ au 31 décembre 2011. Compte tenu de la juste valeur des actifs de couverture des différents régimes au 31 décembre 2011, l'engagement net à cette date s'établit à 44 772 k€.

Le résultat de la période correspond au coût des services rendus, à l'effet de « désactualisation » de l'engagement net du rendement attendu des actifs et à l'amortissement des services passés, ainsi qu'au résultat lié aux réductions ou liquidations de régime de retraite. Globalement, les charges et les variations de provisions pour engagements et indemnités de retraite conduisent à une charge nette pour l'exercice de 1 906 k€, comptabilisée dans le résultat opérationnel courant à hauteur de 806 k€ (charge), et dans le résultat financier à hauteur de 1 100 k€ (charge).

Par ailleurs, le montant des écarts actuariels générés sur la période et comptabilisés directement en capitaux propres s'élève à 6 784 k€ hors effet d'impôt.

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite				Total
	France	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	Inde	
Variation de la valeur actualisée de l'obligation							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier	16 878	2 668	49 363	3 006	6 057	154	78 126
Coût des services rendus au cours de l'exercice	998		1 851	59	92	19	3 019
Effet de l'actualisation	771	77	2 737	130	27	8	3 750
Cotisations versées par les salariés			637				637
Modification de plan							
Réduction / Liquidation de régime					(3 420)		(3 420)
Entrée de périmètre						(21)	(21)
Prestations payées	(1 246)	(216)	(856)	(367)	(1 336)	(56)	(4 077)
Nouveaux écarts actuariels	709		2 056	(10)	(2)	50	2 803
Écart de change et autres			1 173		(542)	(20)	611
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2011	18 110	2 529	56 961	2 818	876	134	81 428
Variation de la juste valeur des actifs du régime							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier			35 249		2 452	64	37 765
Rendement réel des actifs du régime			(1 326)		(10)	6	(1 330)
Cotisations versées par l'employeur			2 360			15	2 375
Cotisations versées par les salariés			637				637
Réduction / Liquidation de régime					(1 055)		(1 055)
Entrée de périmètre							
Prestations versées par le régime			(856)		(1 336)	(23)	(2 215)
Écart de change et autres			524		(51)	6	479
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2011			36 588			68	36 656
Composantes des montants inscrits dans les comptes							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	18 110	2 529	20 374	2 818	876	65	44 772
Coût des services passés non comptabilisés	(2 875)						(2 875)
Montant net comptabilisé en provision au 31 décembre 2011	15 235	2 529	20 374	2 818	876	65	41 897
Composantes de la charge périodique nette comptabilisée en 2011							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	998		1 851	59	92	19	3 019
Effet de l'actualisation	771	77	2 737	130	27	8	3 750
Rendement attendu des actifs du régime			(2 628)		(16)	(6)	(2 650)
Amortissement du coût des services passés	152						152
Amortissement des écarts actuariels							
(Gain) / Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime					(2 365)		(2 365)
Charge périodique nette comptabilisée en 2011	1 921	77	1 960	189	(2 262)	21	1 906
Variation de la provision pour retraite et autres avantages consentis							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier	13 851	2 668	14 114	3 006	3 604	90	37 333
Cotisations versées par l'employeur			(2 360)			(15)	(2 375)
Charge périodique nette comptabilisée	1 921	77	1 960	189	(2 262)	21	1 906
Prestations payées directement par l'employeur	(1 246)	(216)		(367)		(33)	(1 862)
Entrée de périmètre							
Écarts actuariels	709		6 011	(10)	24	50	6 784
Écart de change et autres			649		(490)	(48)	111
Provision au bilan au 31 décembre 2011	15 235	2 529	20 374	2 818	876	65	41 897

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

En 2010, la variation se décomposait comme suit :

	Indemnités de départ en retraite		Engagements complémentaires de retraite				Total
	France	Italie	Royaume-Uni	Allemagne	Japon	Inde	
Variation de la valeur actualisée de l'obligation							
Valeur actualisée de l'obligation au 1 ^{er} janvier	14 126	2 829	79 933	3 264	4 760	182	105 094
Coût des services rendus au cours de l'exercice	859		1 669	75	338	39	2 980
Effet de l'actualisation	619	99	2 569	145	99	12	3 543
Cotisations versées par les salariés			565				565
Modification de plan	3 103						3 103
Réduction / Liquidation de régime			(38 308)				(38 308)
Entrée de périmètre					440		440
Prestations payées	(1 537)	(260)	(1 162)	(313)	(562)	(130)	(3 964)
Nouveaux écarts actuariels	(292)		1 462	(165)	(107)	29	927
Écart de change et autres			2 635		1 089	22	3 746
Valeur actualisée de l'obligation au 31 décembre 2010	16 878	2 668	49 363	3 006	6 057	154	78 126
Variation de la juste valeur des actifs du régime							
Juste valeur des actifs du régime au 1 ^{er} janvier	166		51 185	75	2 225	95	53 746
Rendement réel des actifs du régime			2 234	3	77	8	2 322
Cotisations versées par l'employeur			2 361	2	(104)	(2)	2 257
Cotisations versées par les salariés			5 333		333	19	5 685
Réduction / Liquidation de régime			565				565
Entrée de périmètre			(26 944)				(26 944)
Prestations versées par le régime	(166)		(1 162)	(80)	(562)	(54)	(2 024)
Écart de change et autres			1 677		484	(2)	2 159
Juste valeur des actifs du régime au 31 décembre 2010			35 249		2 453	64	37 766
Composantes des montants inscrits dans les comptes							
Excédent des obligations de retraite sur la valeur des fonds	16 878	2 668	14 114	3 006	3 604	90	40 360
Coût des services passés non comptabilisés	(3 027)						(3 027)
Montant net comptabilisé en provision au 31 décembre 2010	13 851	2 668	14 114	3 006	3 604	90	37 333
Composantes de la charge périodique nette comptabilisée en 2010							
Coût des services rendus au cours de l'exercice	859		1 669	75	338	39	2 980
Effet de l'actualisation	619	99	2 569	145	99	12	3 543
Rendement attendu des actifs du régime			(2 234)	(3)	(77)	(8)	(2 322)
Amortissement du coût des services passés	76						76
Amortissement des écarts actuariels (Gain) / Perte liée à une réduction ou une liquidation de régime			(11 364)				(11 364)
Charge périodique nette comptabilisée en 2010	1 554	99	(9 360)	217	360	43	(7 087)
Variation de la provision pour retraite et autres avantages consentis							
Provision au bilan au 1 ^{er} janvier	13 960	2 829	28 748	3 189	2 535	87	51 348
Cotisations versées par l'employeur			(5 333)		(333)	(19)	(5 685)
Charge périodique nette comptabilisée	1 554	99	(9 360)	217	360	43	(7 087)
Prestations payées directement par l'employeur	(1 371)	(260)		(233)		(76)	(1 940)
Entrée de périmètre					440		440
Écarts actuariels	(292)		(899)	(167)	(3)	32	(1 329)
Écart de change et autres			958		605	23	1 586
Provision au bilan au 31 décembre 2010	13 851	2 668	14 114	3 006	3 604	90	37 333

Nature des fonds investis

	2011		2010	
	Montant	%	Montant	%
Actions	19 601	53,47%	20 592	54,53 %
Obligations et assimilés	2 517	6,87 %	3 124	8,27 %
Immobilier	4 761	12,99%	4 605	12,19 %
Monétaire	2 251	6,14 %	1 673	4,43 %
Fonds diversifiés	7 527	20,53 %	7 772	20,58 %
Valeur de marché des fonds investis	36 657	100,00 %	37 766	100,00 %

Valeur actuelle des engagements

	31.12.11	31.12.10
Valeur de l'obligation	81 428	78 126
Valeur de marché des fonds investis	(36 656)	(37 766)
Valeur actuelle des engagements	44 772	40 360

Analyse de sensibilité

La valeur actuelle des engagements postérieurs à l'emploi est sensible aux taux d'actualisation. Le tableau ci-dessous présente l'effet d'une baisse de 25 points de base des taux d'actualisation sur la valeur présente de l'engagement :

	2011	
	k€	% du DBO
France	447	2,47 %
Royaume-Uni	3 044	5,34 %
Allemagne	105	3,73 %
Japon	33	3,77 %
Inde	3	2,24 %

5.23. Passifs financiers courants et non courants

	31.12.11			31.12.10		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	29 744	24 556	54 300	54 053	25 619	79 672
Dettes de crédit-bail	6 392	770	7 162	7 162	739	7 901
Autres passifs financiers	5 262	13 232	18 494	8 266	7 056	15 322
Intérêts courus		273	273		846	846
Instruments dérivés passifs		5 341	5 341		2 443	2 443
Comptes créditeurs de banques		1 120	1 120		1 101	1 101
Total passifs financiers	41 398	45 292	86 690	69 481	37 804	107 285

Sur la période 2010, un reclassement de 2 480 k€ a été réalisé des autres passifs courants et fournisseurs vers les passifs financiers

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Les emprunts auprès des établissements de crédit correspondent principalement à l'emprunt lié à l'acquisition du sous-groupe North American réalisé en 2008 (36,75 M€ au 31 décembre 2011) et aux emprunts de Fives Cinetic (9,35 M€, 7,6 M\$ et 1,94 M£ au 31 décembre 2011) contractés auprès d'un syndicat bancaire représenté par The Royal Bank of Scotland (RBS). Les diverses clauses de ces emprunts bancaires pouvant les rendre remboursables par anticipation ne jouent pas au 31 décembre 2011.

La dette bancaire souscrite auprès de RBS est à taux variable. Une opération d'échange de conditions d'intérêts (fixe/variable) a été mise en place en septembre 2011 pour la part de cette dette libellée en euro sur la période 31 janvier 2012 - 31 janvier 2013.

Par ailleurs, lorsque les conditions de marché le permettent, le Groupe met en place des opérations de swaps de base (échange de conditions d'intérêts à taux variable) qui lui permettent de bénéficier des anticipations de variation sur la courbe des taux courts. Le paiement des intérêts sur la dette sous-jacente est alors aligné (à un mois pour les opérations en cours au 31 décembre 2011) afin de créer un adossement strict en terme de nominal et de périodicité.

Répartition de la dette par taux (avant opérations de couverture)

	31.12.11			31.12.10		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	8	54 292	54 300	290	79 382	79 672
Dettes de crédit-bail		7 162	7 162		7 901	7 901
Autres passifs financiers	17 955	539	18 494	10 998	4 325	15 323
Intérêts courus	273		273	846		846
Total emprunts et dettes financières	18 236	61 993	80 229	12 134	91 608	103 742

Les autres passifs financiers à taux fixe correspondent principalement à un emprunt souscrit par Fives auprès de FL Investco et au crédit, libellé en USD, consenti par les vendeurs de Bronx International Inc.

Répartition de la dette par devises

	31.12.11				31.12.10			
	Euros	USD	GBP	Total	Euros	USD	GBP	Total
Emprunts auprès des établissements de crédit	46 106	5 875	2 319	54 300	63 786	11 384	4 502	79 672
Dettes de crédit-bail	7 162			7 162	7 901			7 901
Autres passifs financiers	12 312	6 183		18 494	6 342	8 981		15 323
Intérêts courus	169	82	22	273	659	150	37	846
Total emprunts et dettes financières	65 748	12 140	2 341	80 229	78 688	20 515	4 539	103 742

Les emprunts auprès des établissements de crédit libellés en USD et en GBP correspondent aux tranches A3 et A4 souscrites par Fives Cinetic auprès du syndicat bancaire représenté par The Royal Bank of Scotland.

5.24. Autres passifs courants et non courants

Autres passifs non courants

	31.12.11	31.12.10
Dettes diverses	426	413
Produits constatés d'avance	905	950
Total	1 331	1 363

Autres passifs courants

	31.12.11	31.12.10
Dettes fiscales et sociales	88 031	71 212
Dettes sur acquisitions d'immobilisations	3 498	5 051
Acomptes reçus sur contrats	71 106	56 681
Dettes diverses	30 980	17 271
Produits constatés d'avance	5 955	3 120
Total	199 570	153 334

Sur la période 2010, un reclassement de - 1 458 k€ de fournisseurs à autres passifs courants a été réalisé

5.25. Contrats de location

Contrats de location-financement

La part des immobilisations corporelles financées par un contrat de location financement est la suivante :

	31.12.11			31.12.10		
	Brut	Amort. / Dépréc.	Net	Brut	Amort. / Dépréc.	Net
Terrains en crédit-bail	1 260		1 260	1 260		1 260
Constructions en crédit-bail	9 647	(2 767)	6 880	9 647	(2 358)	7 289
Installations techniques, matériel et outillages en crédit-bail	668	(395)	273	668	(320)	348
Total location financement	11 575	(3 162)	8 413	11 575	(2 678)	8 897

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location-financement est le suivant :

	31.12.11	31.12.10
À moins d'un an	770	739
Entre un et cinq ans	4 330	2 794
Plus de cinq ans	2 062	4 368
Valeur des montants futurs minimaux	7 162	7 901

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Contrats de location simple

L'échéancier des paiements futurs minimaux au titre des contrats de location simple est le suivant :

	31.12.11	31.12.10
À moins d'un an	8 578	7 756
Entre un et cinq ans	16 391	15 621
Plus de cinq ans	3 142	3 153
Valeur des montants futurs minimaux	28 111	26 530

5.26. Gestion des risques financiers

La gestion des risques financiers se fait conformément à la politique de gestion définie par le Directoire. La responsabilité du recensement et de l'évaluation, ainsi que de la couverture des risques financiers dans le respect de la politique du Groupe, appartient à l'entité opérationnelle concernée.

Afin de gérer ses expositions aux risques de marchés, le Groupe utilise des instruments financiers dérivés qui sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

À la date d'arrêt, la juste valeur des produits dérivés se répartit de la façon suivante :

	2011		2010	
	Actifs	Passifs	Actifs	Passifs
Instruments dérivés de taux				
Rattachés à une couverture de flux de trésorerie	32	31	2	20
Non éligibles à la comptabilité de couverture		305	2	
Instruments dérivés de change				
Rattachés à une couverture de juste valeur	4 126	4 592	6 034	1 546
Non éligibles à la comptabilité de couverture	56	413	1 274	877

Risque de taux d'intérêt

	31.12.11			31.12.10		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Dette brute avant couverture	18 236	61 993	80 229	12 134	91 608	103 742
Swap à taux fixe				56 552	(56 552)	
Dette brute après couverture	18 236	61 993	80 229	68 686	35 056	103 742

La dette bancaire du Groupe, qui constitue la majeure partie de son endettement global, est souscrite à taux variable. Le Groupe se protège au cas par cas du risque de taux par la mise en place de swaps prêteurs à taux variable et emprunteurs à taux fixe. Cette dette a été maintenue à taux variable en 2011 après l'échéance du 31 janvier 2011, dans le contexte d'amorce, puis de forte baisse des taux de l'exercice. Une opération de couverture a été mise en place en septembre 2011 pour la période s'écoulant de janvier 2012 à janvier 2013 (30,6 M€ jusqu'en juillet 2012 puis 24,5 M€ à compter d'août 2012).

Ces opérations de couverture sont complétées par des swaps de base (échanges de conditions de taux d'intérêts à taux variable) destinés à améliorer le coût global de l'endettement financier. Les flux contractuels des deux types de swaps sont payés de façon symétrique aux flux d'intérêt des emprunts couverts, la périodicité du paiement des intérêts étant systématiquement adossée lors de la mise en place de swaps de base.

L'ensemble des swaps à taux fixe mis en place est qualifié de « couverture de flux de trésorerie ». Les swaps de base sont également qualifiés de couverture de flux de trésorerie pour la part du notionnel n'excédant pas celui des swaps à taux fixe.

Le montant différé en capitaux propres est reconnu en résultat sur la période où le flux d'intérêt de la dette impacte le résultat.

En l'absence de swap à taux fixe actif sur la période d'intérêts en cours au 31 décembre 2011, la variation de la juste valeur des swaps de base est reconnue en totalité en résultat, générant une charge de 303 k€ sur la période. Cette charge correspond pour l'essentiel aux intérêts courus sur la jambe Euribor 6 mois du swap de base en place à la clôture de l'exercice.

La trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie sont placés majoritairement sur des supports de rémunération à taux variable (notamment OPCVM monétaires indexés sur l'eonia), ou en instruments à taux fixe de type compte à terme ou certificats de dépôts de maturité maximale à 3 mois.

Analyse de sensibilité au risque de taux

Le Groupe est soumis au risque de variation des taux d'intérêt sur son résultat compte tenu :

- des flux de trésorerie relatifs à l'endettement à taux variable, après prise en compte des instruments de couverture de taux ;
- des flux de trésorerie relatifs aux placements à taux variable ;
- de la variation de juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture.

La variation de valeur des instruments dérivés de taux, qualifiés de couverture de flux de trésorerie, est en effet comptabilisée directement dans les capitaux propres et n'impacte pas le compte de résultat.

L'analyse suivante de sensibilité du résultat 2012 au risque de taux est effectuée en supposant que :

- le montant de dettes financières au 31 décembre 2011 est réduit au 31 janvier 2012, 31 juillet 2012 et au 31 janvier 2013 à hauteur des remboursements contractuels à effectuer sur la dette bancaire due au syndicat représenté par The Royal Bank of Scotland ; le taux Euribor de référence est fixé au 31 décembre 2011 et appliqué aux fixings de chaque période d'intérêts semestrielle intervenant à fin janvier et fin juillet. Le montant des dernières échéances au 31 juillet 2012 des tranches A3 en USD et A4 en GBP est considéré au fixing de janvier 2012. Il n'existe donc plus de sensibilité au risque de taux sur les LIBOR USD et GBP ;
- les swaps à taux fixe se limitent à ceux déjà négociés au 31 décembre 2011, qui incluent des swaps actifs à compter de l'exercice 2012 (30,6 M€ de janvier 2012 à juillet 2012 puis 24,5 M€ de juillet 2012 à janvier 2013) ;
- les swaps de base se limitent à ceux déjà négociés au 31 décembre 2011 qui incluent des swaps actifs sur la période 31 janvier 2012 - 31 juillet 2012 d'un montant de 30,6 M€ ;
- la trésorerie disponible et les équivalents de trésorerie, par devise et par taux, restent constants sur l'année par rapport à leur montant au 31 décembre 2011.

	Impact du calcul de sensibilité	
	+ 1%	- 1%
Dettes à taux variable	(231)	231
Instruments de couverture de taux	104	(104)
Trésorerie placée à taux variable	1 497	(647)
Juste valeur des instruments dérivés non qualifiés de couverture		
Impact résultat 2012	1 370	(520)

La sensibilité du résultat au risque de taux porte essentiellement sur la composante « trésorerie placée à taux variable », la dette financière n'étant soumise au risque de taux qu'à hauteur de la tranche A2 de la dette bancaire senior, et aux crédits-baux.

Les swaps à taux fixe et les swaps de base négociés étant qualifiés de couverture de flux de trésorerie sur l'exercice 2012, la sensibilité de leur juste valeur au risque de taux n'impacte pas le résultat.

Risque de change

Dettes financières en devises

La dette financière est principalement émise dans la devise fonctionnelle de chacune des sociétés. Il n'existe pas de risque de change matériel afférent à la dette financière en devise.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Par ailleurs, le Groupe a financé en euro, sa monnaie de référence, l'acquisition de sociétés aux États-Unis, soit sur fonds propres (en 2010, Fives Bronx Inc), soit par recours partiel à de l'endettement (en 2008, Fives North American Combustion Inc). Les décaissements ainsi occasionnés ont été refinancés par la mise en place de prêts descendants à long terme libellés en USD, vers les sociétés opérationnelles acquises.

Le Groupe couvre, sur l'horizon d'une année, par des instruments dérivés de marché, la majorité du risque de change EUR/USD généré par les cash-flows prévisionnels relatifs à ces prêts. Le reste du nominal reste exposé au risque de change par conversion au cours de clôture EUR/USD dans les états financiers. Le nominal exposé s'élevait, net des couvertures, à 131,5 M\$ au 31 décembre 2011.

Risque de change opérationnel

Le Groupe est principalement exposé au risque de change via des positions nettes vendeuses créées par la négociation de contrats à l'export dans une devise différente de la devise fonctionnelle de la société contractante.

Les principaux couples de devises de risque sont l'EUR/USD, le GBP/EUR, le GBP/USD et l'USD/CAD.

Le Groupe s'efforce contrat par contrat de limiter l'exposition de sa marge opérationnelle au risque de change en positionnant des achats dans la ou les devises de vente, afin de bénéficier d'une couverture naturelle.

Fives couvre les risques de change résiduels nets dès leur naissance essentiellement par le biais de contrats de change à terme et/ ou la mise en place de polices COFACE change (filiales françaises).

Analyse de sensibilité au risque de change

Cette analyse exclut les impacts liés à la conversion des états financiers de chaque entité du Groupe dans sa monnaie de présentation (euro).

Le nominal des prêts d'acquisitions libellés en USD, après couvertures, s'élève à 131,5 M\$ au 31 décembre 2011, soit 101,6 M€ après conversion au cours de clôture de l'exercice. L'exposition totale, capital et intérêts annuels, nette des couvertures est de 135,8 M\$ en 2012, soit 104,9 M€ après conversion au cours de clôture du 31 décembre 2011.

Exposition au 31 décembre 2011, prêts USD, nominal et intérêts prévisionnels 2012

Une hausse de 10 cents du taux de change EUR/USD a un impact négatif de 7,5 M€ sur le résultat 2012 ; une baisse de 10 cents améliore le résultat de 8,8 M€.

	TC-10c	TC	TC+10c
Taux de clôture	1,1939	1,2939	1,3939
Créance nette après couverture	113 704	104 916	97 389
Impact résultat 2012	8 788		(7 527)

Exposition prévisionnelle au 31 décembre 2011, prêts USD, cash-flows 2012

Les cash flows attendus en 2012 au titre de ces prêts (échéances semestrielles d'intérêts et remboursement du capital), nets des couvertures en place, s'élèvent à 10,2 M\$, soit 7,8 M€ au taux de clôture du 31 décembre 2011. L'impact d'une variation de + ou - 10 cents du taux de change EUR/USD sur les cash flows de la période est de -0,6 M€ et +0,7 M€ respectivement.

	TC-10c	TC	TC+10c
Taux de clôture	1,1939	1,2939	1,3939
Cash-Flows 2012 après couverture	8 505	7 848	7 285
Part de l'impact résultat 2012 sur les cash flows	657		(563)

Le risque de change sur les contrats commerciaux est généralement couvert par des instruments de marché, éligibles à la comptabilité de couverture en juste valeur. Les éléments financiers relatifs aux contrats commerciaux faisant l'objet d'une couverture contre le risque de change sont valorisés au taux des couvertures.

Les sociétés mesurent régulièrement l'efficacité de leurs couvertures de change au regard de l'évolution des sous-jacents couverts.

Sur la base des opérations en place au 31 décembre 2011, le Groupe n'attend pas d'impact significatif d'une évolution des cours de change sur son résultat prévisionnel.

Risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité du Groupe et de chacune de ses filiales est étroitement et périodiquement appréciée par Fives à l'aide des procédures de reporting financier du Groupe.

L'analyse suivante porte sur les engagements contractuels des dettes financières et inclut notamment les intérêts à payer et les engagements du Groupe liés aux instruments dérivés de taux inscrits à l'actif et au passif du bilan.

Ces flux de trésorerie prévisionnels sont calculés jusqu'à l'échéance contractuelle des dettes auxquelles ils se rattachent. Les intérêts futurs à taux variables sont figés sur la base du dernier coupon fixé pour la période en cours et sur la base des fixings applicables en date d'arrêt pour les flux liés aux échéances ultérieures. Les intérêts nets payés ou reçus sur les swaps sont déterminés selon ces mêmes règles.

Les flux futurs de trésorerie présentés n'ont pas fait l'objet d'actualisation.

	Valeur bilan	< 1 an	entre 1 et 2 ans	entre 2 et 3 ans	entre 3 et 4 ans	entre 4 et 5 ans	> 5 ans
Instruments financiers non dérivés							
Emprunts auprès des établissements de crédit	54 300	24 556	17 494	12 250			
Autres dettes financières	18 494	13 236	3 349	284	465	443	717
Dettes de crédit- bail	7 162	770	640	679	705	2 306	2 062
Total dettes à long terme	79 956	38 562	21 483	13 213	1 170	2 749	2 779
Intérêts sur dettes à long terme		1 651	985	413	171	216	71
Instruments financiers dérivés							
Swaps taux fixe - taux variable		(27)	10				
Basis swaps		355					
Instruments de couverture de taux		328	10				

Il n'est pas prévu sur la base des données en date de clôture que les flux de trésorerie indiqués se produisent de façon anticipée et pour des montants sensiblement différents de ceux indiqués dans l'échéancier.

Cette analyse exclut les actifs financiers non dérivés du bilan et notamment les postes de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances clients qui s'élèvent respectivement à 240 M€ et 185 M€ au 31 décembre 2011.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière, consécutif au non-respect par un tiers de son engagement d'honorer une dette. Le Groupe est exposé au risque de crédit du fait de ses activités opérationnelles (principalement au travers des créances clients) et de ses activités financières au travers des dépôts, des contrats de couverture de change et des autres instruments financiers contractés avec des banques et des institutions financières.

Risque lié aux créances commerciales

Le Groupe considère que le risque d'une défaillance de contrepartie, susceptible d'avoir un impact significatif sur sa situation financière et son résultat, est limité. En effet, ces contreparties sont généralement bien notées et bénéficient d'une capacité financière suffisante pour satisfaire leurs obligations contractuelles.

Dans des circonstances particulières, le Groupe couvre par des polices d'assurance jusqu'à 90 % du risque de contrepartie de certains contrats.

Risque lié aux autres actifs financiers

Les transactions du Groupe sur les produits dérivés ont pour seul objet de réduire son exposition globale aux risques de change et de taux d'intérêt naissant de ses activités normales ; elles sont limitées aux marchés organisés ou à des opérations de gré à gré avec des opérateurs de premier plan, sans risque de contrepartie.

COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Risque lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie

Au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2010, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont intégralement placés auprès des banques commerciales de premier rang finançant l'activité du Groupe.

5.27. Valeur des actifs et passifs financiers par catégories

Les méthodes retenues sont décrites dans les principes comptables. Le Groupe n'a pas identifié de différences entre la valeur comptable et la valeur de marché des différents postes du bilan, quelle que soit leur catégorie ou leur niveau de juste valeur.

Le Groupe distingue trois catégories d'instruments financiers à partir des deux modes de valorisation utilisés (prix cotés et techniques de valorisation) :

- catégorie de niveau 1: instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres de marché observables ;
- catégorie de niveau 3: instruments financiers dont l'évaluation à la juste valeur fait appel à des techniques de valorisation reposant sur des paramètres non observables (paramètres dont la valeur résulte d'hypothèses ne reposant pas sur des prix de transactions observables sur les marchés sur le même instrument ou sur des données de marché observables disponibles en date de clôture) ou qui ne le sont que partiellement.

Les AFS et OPCVM monétaires rentrent dans la catégorie de niveau un et les instruments dérivés de change et de taux rentrent dans la catégorie de niveau deux.

5.28. Engagements hors bilan

Avals, cautions et autres

	31.12.11	31.12.10
Engagements donnés	319 745	260 082
Engagements reçus	110 033	54 734

Les avals, cautions et autres ci-dessus correspondent aux engagements donnés ou reçus dans le cadre du financement des affaires en cours d'exécution et des garanties de bonne fin données sur les contrats.

Nantissements

À titre de garantie de sa dette bancaire souscrite le 27 juillet 2006 (pour un montant en principal et intérêts courus au 31 décembre 2011 de 17,7 M€), Fives Cinetic a procédé au nantissement de comptes d'instruments financiers portant sur les actions qu'elle détient dans certaines de ses filiales. Fives a accepté de se constituer caution solidaire de toute somme due par Fives Cinetic et, en garantie de cet engagement, a procédé au nantissement au profit du syndicat bancaire des titres Fives Cinetic qu'elle détient.

À titre de garantie de la dette bancaire souscrite en juillet 2008 (pour un montant en principal et intérêts courus au 31 décembre 2011 de 36,7 M€) dans le cadre de l'acquisition du groupe North American, Fives a, par ailleurs, nanti la créance qu'elle détient sur Fives North American Combustion, Inc.

5.29. Parties liées

Les parties liées sont principalement :

- les actionnaires de Fives ;
- les coentreprises ;
- les entités non consolidées ;
- les membres du Directoire.

Aucune transaction significative autre que celles décrites dans la présente annexe n'a été réalisée avec les parties liées.

Rémunération des principaux dirigeants

En 2011, les rémunérations globales directes et indirectes perçues de Fives ou de ses filiales par les membres du Comité exécutif du groupe Fives, soit 11 personnes au total, se sont élevées à 3 822 k€.

Aucun membre du Comité Exécutif ne bénéficie d'un système de retraite à prestation définie qui aurait été mis en place par une entité du Groupe.

5.30. Honoraires des commissaires aux comptes

Le montant total des honoraires des commissaires aux comptes de Fives et de ses filiales figurant dans les comptes consolidés des exercices 2011 et 2010 s'élève respectivement à :

	2011			2010		
	Audit légal	Autres missions	Total	Audit légal	Autres missions	Total
Deloitte	475	112	587	444	139	583
Ernst & Young	638	289	927	597	209	806
Grant Thornton	282	214	497	175	66	240
Total	1 395	615	2 010	1 215	414	1 629

5.31. Événements postérieurs à la clôture

Aucun événement n'a eu lieu entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes susceptible d'avoir un impact significatif sur les comptes de 2011.

5.32. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2011

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives *	Paris, France			Société mère
AUTOMOBILE / LOGISTIQUE				
Fives Cinetic *	Paris, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Assembly *	Montévrain, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Automation *	Héricourt, France	IG	99.96	99.96
Cinetic Automation Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Decker Filling K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic DyAG Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Filling *	Le Bignon, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Giustina S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Landis Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Cinetic Machining *	Saint-Laurent-les-Tours, France	IG	99.99	99.99
Cinetic Service *	Montévrain, France	IG	100.00	99.99
Cinetic Conveying Iberica	Espagne	IG	100.00	99.99
Cinetic Service Slovakia s.r.o.	Slovaquie	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting K.K.	Japon	IG	100.00	99.99
Cinetic Sorting S.p.a.	Italie	IG	100.00	99.99
Cinetic Transitiq * *	Grigny, France	IG	99.98	99.98
Fives Cinetic S.r.l.	Italie	IG	100.00	99.99
Fives Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
CIMENT				
Fives FCB *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Cementos Plantas Construcciones SA de C.V.	Mexique	IG	99.90	99.90
Cement Process Technologies Egypt	Égypte	IG	99.00	99.00
Fives Pillard	Marseille, France	IG	85.18	85.18
Fives Pillard España S.A.	Espagne	IG	67.00	57.07
Fives Pillard (Tianjin) International Trading Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	85.18
Pillard Feuerungen GmbH	Allemagne	IG	47.50	40.46
ÉNERGIE / SUCRE				
Fives Cail *	Villeneuve-d'Ascq, France	IG	99.99	99.99
Fives Cail KCP Ltd.	Inde	IP	50.00	40.00
Fives Fletcher Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Lille do Brasil Ltda.	Brésil	IG	100.00	99.99
Fletcher Smith Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Energie *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion France, SAS *	Marseille, France	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion Netherlands B.V.	Pays-Bas	IG	100.00	100.00
Fives North American Combustion UK, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00
North American Combustion Holdings, Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	100.00

Sociétés consolidées	Localisation	Méthode de consolidation	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêt
Fives North American Combustion, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives North American Combustion Canada Inc.	Canada	IG	100.00	99.99
North American Construction Services, Ltd.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Nordon *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives Cryo *	Golbey, France	IG	99.80	99.80
Fives Cryo (Suzhou) Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.80
Fives Cryomec A.G.	Suisse	IG	100.00	99.80
Fives Nordon *	Nancy, France	IG	99.99	99.99
MÉTAL				
F.L. Métal *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives DMS *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
Fives Industries *	Seclin, France	IG	99.99	99.99
F.L. Industries Inc.	Etats-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx, Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Bronx Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein *	Ris-Orangis, France	IG	99.99	99.99
Fives Celes *	Lautenbach, France	IG	99.99	99.99
Fives Stein Belgium	Belgique	IG	100.00	99.99
Fives Stein Bilbao S.A.	Espagne	IG	100.00	99.99
Fives Stein Inc.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Fives Stein India Projects Private Ltd.	Inde	IG	100.00	99.99
Fives Stein (Shanghai) Industrial Furnace Co., Ltd.	Chine	IG	100.00	99.99
Fives Stein Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Fives Stein Manufacturing *	Bar-Le-Duc, France	IG	100.00	99.99
Penelectro Limited	Royaume-Uni	IG	100.00	99.99
Stein Heurtey Australia PTY Ltd.	Australie	IG	100.00	99.99
Solios Environnement *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	99.99	99.99
FI 2006 *	Paris, France	IG	100.00	100.00
Fives India Engineering & Projects Pvt. Ltd.	Inde	IG	100.00	100.00
PSA 2000 *	Saint-Germain-en-Laye, France	IG	100.00	99.99
PSA 2000 Saudi Arabia Ltd.	Arabie Saoudite	IG	100.00	99.99
Solios Carbone *	Givors, France	IG	99.99	99.99
Solios Environment Corp.	États-Unis	IG	100.00	99.99
Solios Environnement Inc.	Canada	IG	100.00	99.99
Solios Services Southern Africa (Proprietary) Ltd.	Afrique du Sud	IG	100.00	99.99
Solios Thermal Ltd.	Royaume-Uni	IG	100.00	75.10

* Sociétés incluses dans le périmètre de l'intégration fiscale FL Investco.

IG : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale

IP : sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle

COMPTES CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE 2011

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2011

ERNST & YOUNG AUDIT

1-2 place des Saisons - 92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux comptes - Membre de la compagnie régionale de Versailles

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société FIVES, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

DELOITTE & ASSOCIÉS

185 avenue Charles-de-Gaulle - 92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
S.A. au capital de 1 723 040 €

Commissaire aux comptes - Membre de la compagnie régionale de Versailles

■ Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode décrite dans les notes 2.6 et 2.14 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation ainsi que les estimations de flux de trésorerie futurs et les hypothèses utilisées, et vérifié que les notes 2.6 et 2.14 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

■ Les résultats sur les contrats de construction et contrats de services à long terme sont dégagés à l'avancement sur la base d'une estimation du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison qui est sujette à révision au fur et à mesure de l'état d'avancement des contrats, suivant les principes développés dans les notes 2.6 et 2.16 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces estimations sont effectuées pour chaque contrat sous le contrôle du management. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à prendre connaissance des processus mis en place dans ce domaine, apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et comparer les estimations comptables des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes.

■ Les actifs d'impôts différés sont reconnus dans la mesure où les prévisions de résultat à moyen terme confèrent une assurance raisonnable de récupération, comme indiqué dans les notes 2.6 et 2.22 de l'annexe aux comptes consolidés. Nous avons examiné les prévisions financières et les hypothèses utilisées, et vérifié que les notes 2.6 et 2.22 de l'annexe aux comptes consolidés donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au Groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 29 mars 2012

ERNST & YOUNG AUDIT
Marc Stoessel

Les Commissaires aux comptes

DELOITTE & ASSOCIÉS
Pascal Colin

Projet de résolutions (extrait)

80

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 27 JUIN 2012

Projet de résolutions (extrait)

PREMIÈRE RÉOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture des rapports du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance, et du rapport général des Commissaires aux comptes,
- et pris connaissance des comptes annuels,

approuve les comptes de la société arrêtés au 31 décembre 2011 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un bénéfice de 61 639 189,46 €.

L'Assemblée générale approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés, s'élevant à 36 531 €.

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 61 639 189,46 € de la façon suivantes :

■ au poste réserve légale	3 081 959,47 €
■ le solde, au poste report à nouveau	<u>58 557 229,99 €</u>
Total	61 639 189,46 €

L'Assemblée générale constate que, pour les trois exercices précédents, les dividendes distribués ont été les suivants :

Exercice	Nombre d'actions	Dividende distribué par action	Total des dividendes distribués
2008	2 166 108 (*)	9,15 €	19 998 349,80 €
2009	2 185 612	-	-
2010	2 185 612	-	-

(*) hors actions autodétenues

Par ailleurs, il est rappelé que l'Assemblée générale mixte du 15 décembre 2011 a décidé de procéder à une distribution exceptionnelle d'un montant total de 98 352 540 €, soit 45 € par action.

TROISIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale,

- après avoir entendu la lecture du rapport du Directoire, du rapport du Conseil de surveillance et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés au 31 décembre 2011,
- et pris connaissance des comptes consolidés,

approuve les comptes consolidés de la société arrêtés au 31 décembre 2011 tels qu'ils lui sont présentés ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou mentionnées dans ces rapports faisant apparaître un résultat net part du Groupe de 40 419 k€.

QUATRIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 225-86 du code de commerce, approuve les termes de ce rapport et les conventions qui y sont mentionnées.

CINQUIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale renouvelle pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017, le mandat des membres du Conseil de surveillance de :

- Monsieur James ARNELL,
- Monsieur Fabrice GEORGET,
- Monsieur Stéphane ETROY,
- Monsieur Vincent PAUTET.

SIXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale :

- renouvelle le mandat de DELOITTE & ASSOCIES, en qualité de Commissaire aux comptes titulaire,
- nomme ERNST & YOUNG ET AUTRES dont le siège social est situé Paris La Défense 1, 1-2 place des Saisons, 92400 Courbevoie, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 438 476 913, en qualité de nouveau Commissaire aux comptes titulaire, en remplacement d'Ernst & Young Audit,
- renouvelle le mandat d'AUDITEX, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,
- renouvelle le mandat de BEAS, en qualité de Commissaire aux comptes suppléant,

pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire annuelle qui statuera sur les comptes de l'exercice 2017.

SEPTIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée générale, comme conséquence des résolutions qui précèdent, donne pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 quitus entier, définitif et sans réserve de leur gestion aux membres du Directoire et de l'exécution de leurs mandats aux membres du Conseil de surveillance.

Fives

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance
au capital de 102 723 764 euros
Siège social: 27-29 rue de Provence, 75009 Paris
Téléphone: +33 (0)1 45 23 75 75 - Fax: +33 (0)1 45 23 75 71
E-mail: contact@fivesgroup.com
www.fivesgroup.com

542 023 841 R.C.S. PARIS – APE 7010Z

Édité par la Direction de la Communication de Fives

 Créé par **Le Square** - 01 45 06 56 44

Photographies: Fives, Le Square

Copyright © 2012 - Fives - Tous droits réservés

Ce document est imprimé sur papier Condat Silk, certifié PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification ou Programme de Reconnaissance des Certifications Forestières), garantissant la gestion durable des forêts. Les encres utilisées sont des encres végétales utilisant un mouillage sans alcool.